

Chambre des Représentants

SESSION 1966-1967.

13 FÉVRIER 1967.

BUDGET du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1967.

RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'ÉNERGIE ⁽¹⁾, PAR M. DELRUELLE.

SOMMAIRE.

	Pages
I. — Introduction	3
II. — Exposé du Ministre	3
III. — Discussion générale	6
A. — Politique générale	6
1. La situation économique	6
2. Les contacts du Gouvernement avec les milieux économiques	7
3. La politique de crédit	8
4. La balance commerciale	8
5. Les recommandations de la C.E.E. en matière fiscale	9
6. La création d'un statut de société européenne	9

⁽¹⁾ Composition de la Commission :

Président : M. Detière.

A. — Membres : MM. Blanckaert, Califice, Claeys, Dupont, Kelchtermans, Pêtre, Tindemans, Van Hamme, Van Mechelen. — Detière, Gelders, Major, Paque (S.), Pierson, Spinoy, Toubeau, Van Winghe. — Ciselet, Delruelle, Evrard, Mundelee, Sprockeels, Schiltz.

B. — Suppléants : MM. Charpentier, Delhache, Dequae, Scheyven, Van Herreweghe. — Breyne, Castel, Cools (J.), Van Hoorick. — Hubaux, Olivier, Piron. — Wouters.

Voir :

4.XII (1966-1967) :

— N° 1 : Budget transmis par le Sénat.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1966-1967.

13 FEBRUARI 1967.

BEGROTING van het Ministerie van Economische Zaken voor het dienstjaar 1967.

VERSLAG NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE ECONOMISCHE ZAKEN EN DE ENERGIE ⁽¹⁾, UITGEBRACHT DOOR DE HEER DELRUELLE.

INHOUDSTAFEL.

	Bladz.
I. — Inleiding	3
II. — Uiteenzetting van de Minister	3
III. — Algemene bespreking	6
A. — Algemeen beleid	6
1. De economische toestand	6
2. Contacten van de Regering met de economische kringen	7
3. Het kredietbeleid	8
4. De handelsbalans	8
5. De aanbevelingen van de E.E.G. op fiscaal gebied	9
6. Instelling van een statuut van een Europese maatschappij	9

⁽¹⁾ Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Detière.

A. — Leden : de heren Blanckaert, Califice, Claeys, Dupont, Kelchtermans, Pêtre, Tindemans, Van Hamme, Van Mechelen. — Detière, Gelders, Major, Paque (S.), Pierson, Spinoy, Toubeau, Van Winghe. — Ciselet, Delruelle, Evrard, Mundelee, Sprockeels. — Schiltz.

B. — Plaatsvervangers : de heren Charpentier, Delhache, Dequae, Scheyven, Van Herreweghe. — Breyne, Castel, Cools (J.), Van Hoorick. — Hubaux, Olivier, Piron. — Wouters.

Zie :

4.XII (1966-1967) :

— N° 1 : Begroting door de Senaat overgezonden.

H. — 208.

	Pages		Bladz.
B. — <i>Programmation économique nationale et européenne.</i>	9	B. — <i>Nationale en Europese economische programmatie.</i>	9
1. Le programme économique ...	9	1. Het economische programma ...	9
2. Le projet de programme de politique économique de la C.E.E. ...	10	2. Het ontwerp-programma voor het economisch beleid van de E.E.G. ...	10
C. — <i>Aide aux investissements et politique régionale</i> ...	10	C. — <i>Hulp aan de investeringen en streekbeleid</i> ...	10
1. La politique de reconversion ...	10	1. Het omschakelingsbeleid ...	10
2. Les zones industrielles ...	11	2. De industriegebieden ...	11
3. L'infrastructure en vue du développement régional.	12	3. De infrastructuur voor de streekontwikkeling ...	12
4. L'application de la loi du 14 juillet 1966 et des lois de 1959 ...	13	4. Toepassing van de wet van 14 juli 1966 en van de wetten van 1959 ...	13
5. Les résultats des aides aux entreprises ...	14	5. Resultaten van de hulpverlening aan de ondernemingen ...	14
6. Les investissements étrangers ...	14	6. Buitenlandse investeringen ...	14
7. La répartition du revenu national brut par région.	15	7. Verdeling van het bruto nationaal inkomen per streek ...	15
8. La responsabilité ministérielle de l'économie régionale ...	15	8. Ministeriële verantwoordelijkheid inzake de streek-economie ...	15
9. La décentralisation économique ...	15	9. Economische decentralisatie ...	15
D. — <i>L'industrie charbonnière</i> ...	16	D. — <i>Steenkolenindustrie</i> ...	16
1. La politique charbonnière ...	16	1. Steenkolenbeleid ...	16
2. La production de coke et l'approvisionnement des fours à coke ...	17	2. Productie van cokes en bevoorrading van de cokesovens ...	17
3. La fusion des charbonnages de Campine ...	18	3. Fusie van de Kempense kolenmijnen ...	18
4. L'accord de programmation sociale de l'industrie charbonnière ...	18	4. Het akkoord inzake sociale programmatie voor de steenkolenindustrie ...	18
E. — <i>L'énergie nucléaire</i> ...	19	E. — <i>Kernenergie</i> ...	19
1. L'énergie électrique de source nucléaire ...	19	1. Elektrische energie van nucleaire oorsprong ...	19
2. Le Centre de recherche nucléaire de Mol ...	20	2. Het Studiecentrum voor kernenergie te Mol ...	20
F. — <i>Le gaz naturel</i> ...	20	F. — <i>Aardgas</i> ...	20
1. Le prix du gaz naturel ...	20	1. De prijs van het aardgas ...	20
2. Le stockage du gaz naturel ...	22	2. Het opslaan van aardgas ...	22
3. La distribution de gaz naturel ...	22	3. De distributie van aardgas ...	22
G. — <i>L'industrie pétrolière</i> ...	23	G. — <i>Petroleumindustrie</i> ...	23
1. La prospection pétrolière ...	23	1. Petroleumprospectie ...	23
2. Les raffineries de pétrole ...	24	2. Petroleumraffinaderijen ...	24
H. — <i>La métallurgie</i> ...	24	H. — <i>Metaalindustrie</i> ...	24
1. La politique générale en matière de sidérurgie ...	24	1. Algemeen beleid inzake de ijzer- en staalindustrie.	24
2. La situation particulière de la région de Charleroi.	25	2. De bijzondere toestand in de streek van Charleroi.	25
3. L'approvisionnement en cuivre des usines belges.	26	3. De koperbevoorrading van de Belgische fabrieken.	26
I. — <i>L'industrie textile</i> ...	26	I. — <i>Textielnijverheid</i> ...	26
J. — <i>La politique des prix</i> ...	27	J. — <i>Het prijsbeleid</i> ...	27
1. L'évolution des prix et l'influence du blocage ...	27	1. De evolutie van de prijzen en de invloed van de prijsstop ...	27
2. Les demandes de hausse des prix ...	28	2. De aanvragen tot prijsverhoging ...	28
3. Le secteur du pain ...	29	3. De broodsector ...	29
4. Le secteur de la viande ...	29	4. De vleessector ...	29
5. Le secteur de la bière ...	29	5. De biersector ...	29
6. Le prix du ciment ...	30	6. De prijs van cement ...	30
IV. — <i>Votes</i> ...	30	IV. — <i>Stemmingen</i> ...	30

ANNEXES.

Annexe 1: Propositions de directives du Conseil des Ministres de la C.E.E. en matière d'harmonisation des législations des Etats-membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires ...	31
Annexe 2: Répartition des emplois et des investissements encouragés par les lois d'expansion économique ...	43
Annexe 3: Répartition du revenu national par région ...	44
Annexe 4: Permis de recherches de gisements de pétrole demandés — demandés et accordés — demandés et auxquels le demandeur a renoncé — demandés, accordés, puis renoncés ...	45
Annexe 5: Evolution des prix de détail et de gros, comparés à l'évolution des salaires ...	47

BIJLAGEN.

Bijlage 1: Voorstellen van de Raad van Ministers van de E.E.G. voor richtlijnen inzake de harmonisatie van de wetgevingen van de lid-staten met betrekking tot de omzetbelastingen ...	31
Bijlage 2: Verdeling van de werkgelegenheid en van de investeringen welke door de wetten voor economische expansie worden aangemoedigd ...	43
Bijlage 3: Verdeling van het nationaal inkomen per streek.	44
Bijlage 4: Vergunningen voor prospectie naar petroleumlagen: gevraagd — aangevraagd en verleend — aangevraagd en waarvan de aanvrager heeft afgezien — aangevraagd, verleend en waarvan de aanvrager vervolgens heeft afgezien ...	45
Bijlage 5: Evolutie van de klein- en groothandelsprijzen in vergelijking met de evolutie der lonen ...	47

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — Introduction.

Votre Commission a consacré trois réunions à l'examen du budget des Affaires économiques pour l'exercice 1967. Cet examen, en Commission de la Chambre, a eu lieu, bien que le budget ait été discuté préalablement en Commission et en séance publique au Sénat. L'importance que revêt la situation économique du pays en est la cause.

Les débats ont débuté par un exposé général du Ministre. Cet exposé a été suivi d'une discussion au cours de laquelle de nombreuses questions ont été posées au Ministre.

A la fin des débats votre Commission a adopté le budget sans amendement.

II. — Exposé du Ministre.

La politique des prix.

Depuis le 1^{er} janvier 1967, en application de l'arrêté du 2 septembre 1966, les moyens de la politique des prix sont redevenus ceux d'avant le mois de mai dernier. Les hausses à cette époque devaient être déclarées trois semaines à l'avance. Elles étaient examinées par le Service des Prix du Département et par la Commission des Prix. Si elles étaient exagérées, le Département s'y opposait et négociait.

Après quelques mois d'une politique généralisée de prix maxima, puis d'une démobilitation progressive de ces mesures, nous en sommes donc revenus à la déclaration préalable de hausse, qui peut entraîner des négociations par entreprises ou par secteurs. Dans l'état actuel des choses, quelques grands produits de consommation font l'objet de pourparlers de façon à empêcher des hausses, à les retarder ou à les étaler.

La progression des prix s'est ralentie depuis quelques mois. Elle a été faible en novembre puis encore modérée en décembre. Les pressions à la hausse restent cependant sérieuses et assez généralisées. Alors que jusqu'à présent, la tendance haussière venait d'une inflation de la demande, elle résulte maintenant davantage d'une inflation des coûts de production.

Dans un pays tributaire de ses exportations, cette hausse des coûts est préoccupante. Il est en effet difficile de s'opposer à l'élévation d'un prix qui est poussé par le coût de la production. Ces hausses menacent la compétitivité de l'industrie belge, ce qui peut aggraver la crise structurelle qui frappe déjà certains secteurs industriels et certaines régions. Nos exportations dont le progrès était de 13,9 % en 1965 par rapport à 1964, n'ont encore progressé que de 6,1 % au cours des dix premiers mois de 1966 par rapport à la même période de 1965.

L'évolution conjoncturelle.

Quant à l'évolution de la conjoncture, l'index reflétant la tendance de la production industrielle (à l'exception de la construction) ressort à 149 (1958=100) aussi bien en octobre 1966 qu'en octobre 1965 (source : I.N.S.). Si on y comprend la construction, l'index est de 153 en octobre dernier contre 152 un an plus tôt.

DAMES EN HEREN,

I. — Inleiding.

Uw Commissie heeft drie vergaderingen gewijd aan de bespreking van de begroting van Economische Zaken voor het dienstjaar 1967. Deze bespreking in de Kamercommissie greep plaats al was de begroting in de Senaat reeds in Commissie en in openbare vergadering besproken. De reden daarvoor is de ernst van de economische toestand van het land.

De bespreking werd ingeleid door een algemene uiteenzetting van de Minister. Op die uiteenzetting volgde een bespreking, tijdens welke talrijke vragen werden gesteld aan de Minister.

Na afloop van de bespreking nam uw Commissie de begroting zonder enig amendement aan.

II. — Uiteenzetting van de Minister.

Het prijsbeleid.

Sedert 1 januari 1967 zijn, in toepassing van het besluit van 2 september 1966, de middelen waarover men inzake prijsbeleid beschikt opnieuw dezelfde als vóór mei jongstleden. In die periode dienden de prijsverhogingen drie weken vooraf aangegeven te worden. Zij werden onderzocht door de Prijzendienst van het Departement en door de Prijzencommissie. Zo zij overdreven waren, verzette het Departement er zich tegen en knoopte het onderhandelingen aan.

Nadat eerst gedurende enkele maanden een algemeen beleid van maximumprijzen gevoerd werd en die maatregelen daarna geleidelijk werden opgeheven, zijn wij dus teruggekeerd tot de voorafgaande aangifte van de prijsverhoging, die kan leiden tot onderhandelingen per onderneming of per sector. Thans zijn voor enkele produkten van groot verbruik besprekingen aan de gang die tot doel hebben prijsverhogingen uit te stellen, te vertragen of te spreiden.

De stijging van de prijzen verloopt sedert enkele maanden in een trager tempo. Zij was zwak in november en in december was zij nog matig. De opwaartse druk op de prijzen is echter nog steeds ernstig en vrij algemeen. En terwijl de neiging tot prijsstijging tot nu toe het gevolg was van een sterke aangroei van de vraag, is zij thans meer een gevolg van de inflatie van de produktiekosten.

In een land dat afhangt van zijn uitvoer is die stijging van de kosten zorgwekkend. Het is immers moeilijk zich te verzetten tegen de stijging van een prijs die naar omhoog wordt gedrukt door de produktiekosten. Die stijging is een bedreiging voor het mededingingsvermogen van de Belgische nijverheid, wat de structurele crisis welke sommige nijverheidssectoren en streken reeds treft, kan verergeren. Onze uitvoer, waarvan de stijging in 1965 13,9 % bedroeg ten opzichte van 1964, is gedurende de eerste tien maanden van 1966 slechts met 6,1 % gestegen ten opzichte van dezelfde periode in 1965.

Ontwikkeling van de conjunctuur.

De ontwikkeling van de conjunctuur is zo dat het indexcijfer dat de tendens van de industriële produktie weergeeft (met uitzondering van het bouwbedrijf), 149 punten bedraagt (1958=100), zowel in oktober 1966 als in oktober 1965 (bron : N.I.S.). Rekening houdend met het bouwbedrijf bedraagt het indexcijfer 153 in oktober laatstleden tegenover 152 het jaar voordien.

Pour 1967, le Conseil professionnel de la construction a émis un avis le 19 décembre dernier. En prix constants, la production de 1967 (travaux achevés) dépasserait de 3 à 7 % celle de 1966. Pour le secteur du logement, on prévoit une légère expansion seulement ou même un statu quo. Pour les bâtiments non résidentiels, l'expansion pourrait se maintenir et atteindre 5 à 10 %. Comme le Conseil professionnel escompte une augmentation des engagements des pouvoirs publics et du nombre de permis de bâtir, il prévoit un niveau d'activité s'élevant encore de 4 % en 1967 par rapport à 1966. Cet accroissement élargirait de 2 % environ le volume de l'emploi, ce qui neutraliserait la régression de 1966. Acceptons-en l'augue.

La fusion des mines de Campine.

Dans le domaine charbonnier, l'état du reclassement est attentivement observé. Dans certains cas, des dates de fermeture ont été modifiées. Ce fut le cas à Zwartberg où la fermeture eut lieu un mois plus tard que prévu (le 1^{er} novembre 1966 au lieu du 1^{er} octobre). Ce sera le cas pour Tertre (date de fermeture reportée du début d'octobre 1966 au 1^{er} juillet 1967). D'autres fermetures et notamment celles des mines du Centre sont également suivies de très près.

Le Gouvernement a consacré plusieurs séances de travail à la fusion des cinq charbonnages de Campine, fusion qui présente des avantages tels que des réductions des coûts de production, des facilités plus grandes pour le reclassement, l'impossibilité de fermer un siège sans l'accord des pouvoirs publics.

La fusion des charbonnages ne doit pas constituer une charge supplémentaire pour l'Etat. En outre, les sociétés fusionnées devront réinvestir dans des industries nouvelles, une grande partie de leurs avoirs au moment des fermetures.

La concertation dans la sidérurgie.

On se rappellera qu'à la Conférence de la sidérurgie du 21 novembre dernier, il fut décidé qu'une délégation restreinte de cette Conférence se réunirait le plus tôt possible pour mettre en place un organe de concertation et définir les conventions liant les diverses parties.

La délégation restreinte se compose d'une vingtaine de membres et elle est présidée par le secrétaire général du Bureau de programmation économique. Elle s'est réunie à plusieurs reprises, au moins une fois par semaine. Elle s'efforce en ce moment de mettre au point les articles de la convention qui doit servir de base aux travaux futurs de l'organe de concertation. Dans cette convention devront être définis les objectifs, les moyens et les pouvoirs de l'organe de concertation, ainsi que les responsabilités et la contribution de chacun des partenaires à la réalisation d'un plan d'ensemble de la sidérurgie.

La délégation restreinte de la Conférence de la sidérurgie a la volonté de mener ses travaux à bien pour arriver le plus rapidement possible, et il faut l'espérer à la fin du mois de janvier, à la création de l'organe de concertation.

En ce qui concerne le problème pressant de la société métallurgique d'Hainaut-Sambre, il a été décidé qu'il serait fait appel à des experts de façon à pouvoir juger le bien-fondé de la demande de cette société tendant à obtenir un crédit avec garantie de l'Etat pour l'installation d'une nouvelle aciérie à Couillet. Le mandat donné à ces experts est

De Bedrijfsraad voor het bouwbedrijf heeft op 19 december laatstleden zijn advies gegeven voor 1967. In vaste prijzen uitgedrukt zou de produktie in 1967 (voltooide werken) 3 à 7 % hoger liggen dan in 1966. Voor de sector woningbouw wordt slechts een geringe expansie of zelfs een status quo voorzien. Voor de niet-residentiële gebouwen zou de expansie kunnen aanhouden en 5 à 10 % bereiken. Aangezien de Bedrijfsraad een stijging verwacht van de vastleggingen der overheid alsmede van het aantal bouwvergunningen, voorziet hij dat het niveau van de activiteit in 1967 nog met 4 % zal stijgen ten opzichte van 1966. Deze stijging zou de omvang van de werkgelegenheid met 2 % doen toenemen, hetgeen de achteruitgang van 1966 neutraliseert. Wij hopen dat die verwachtingen in vervulling gaan.

De fusie van de steenkolenmijnen in de Kempen.

Wat de steenkolenmijnen betreft wordt de stand der omscholing aandachtig gevolgd. In sommige gevallen werden sluitingsdata gewijzigd, b.v. te Zwartberg waar de sluiting een maand later plaats greep dan voorzien was (op 1 november 1966 in plaats van 1 oktober). Dit zal eveneens het geval zijn voor Tertre (de sluitingsdatum werd verdaagd tot begin oktober 1967). Andere sluitingen worden van nabij gevolgd, zoals b.v. die van de mijnen van het Centrum.

De Regering heeft verscheidene werkvergaderingen gewijd aan de fusie van vijf Kempische steenkolenmijnen, wat verschillende voordelen biedt, zoals daar zijn de vermindering van de produktiekosten, meer faciliteiten voor de wedertewerkstelling en de onmogelijkheid om een mijn te sluiten zonder het akkoord van de autoriteiten.

De fusie van de steenkolenmijnen mag voor de Staat geen supplementaire last worden. Bovendien zullen de gefusioneerde maatschappijen een groot deel van het vermogen dat zij op het ogenblik van de sluiting bezaten, weder in nieuwe industrieën moeten beleggen.

Het overleg in de ijzer- en staalnijverheid.

Zoals men weet, werd op de Conferentie van 21 november j.l. over ijzer en staal besloten een beperkte delegatie van die Conferentie zo spoedig mogelijk te laten vergaderen, ten einde een orgaan van overleg in te stellen en overeenkomsten uit te werken welke de diverse partijen zouden binden.

De beperkte delegatie bestaat uit een twintigtal leden en wordt voorgezeten door de algemeen secretaris van het Bureau voor Economische Programmatie. Zij heeft herhaaldelijk vergaderd en minstens één keer per week. Op dit ogenblik werkt zij aan de artikelen van de overeenkomst die tot grondslag voor de toekomstige werkzaamheden van het overlegorgaan moet dienen. In die overeenkomst zullen de doelstellingen, middelen en bevoegdheden van het overlegorgaan moeten worden omschreven, alsmede de verantwoordelijkheid en de bijdragen van elke partner die zijn medewerking verleent aan de uitvoering van een algemeen programma voor ijzer en staal.

De beperkte delegatie van de Conferentie over ijzer en staal koestert het voornemen haar werkzaamheden tot een goed einde te brengen, ten einde zo spoedig mogelijk — hopelijk tegen eind januari — het overlegorgaan te kunnen oprichten.

In verband met het dringende probleem van het metaalbedrijf Hainaut-Sambre werd beslist een beroep te doen op deskundigen, ten einde de juistheid te beoordelen van het verzoek dezer maatschappij om een krediet met staatsgarantie te verkrijgen voor de installatie van een nieuwe staalfabriek te Couillet. Over de aan die

actuellement en discussion. Ils seront désignés dans les prochaines semaines pour que leur travail puisse démarrer à la fin du mois de janvier et être terminé le plus rapidement possible.

Les difficultés du textile.

Devant l'accentuation de la concurrence à des prix anormaux, il fut décidé il y a quelques semaines déjà de tenir en suspens certaines autorisations d'importations. Cette mesure conservatoire devrait permettre à la Commission économique interministérielle d'étudier la situation économique des secteurs textiles en difficulté et de proposer des mesures compatibles avec le réseau complexe de nos engagements internationaux. La mesure conservatoire fut prise en accord avec le Conseil professionnel du textile et du vêtement, qui est le meilleur juge des décisions qu'il est possible de prendre sans affecter certains stades de la fabrication.

Mais ces mesures provisoires de tenue en suspens d'autorisations d'importations ne peuvent être que temporaires. Elles deviendraient sinon contraires à nos obligations dans le cadre de différents accords internationaux. La Commission économique interministérielle a donc hâté ses travaux et elle a pu déjà tirer certaines conclusions. Selon elle, le problème paraît se situer essentiellement dans les importations temporaires à prix anormaux, qui s'élèvent à environ le tiers des importations totales. Comme il peut y avoir un conflit d'intérêts entre la filature et le tissage, le Conseil professionnel du textile et du vêtement a été prié de remettre un avis définitif qui permettra à la Commission économique interministérielle de déposer son rapport et des propositions concrètes en vue du remplacement des mesures provisoires par une politique définitive.

Le Centre de Mol.

La presse s'est fait l'écho d'une résiliation opérée par l'Euratom en ce qui concerne la convention conclue entre cet organisme et le Centre d'étude nucléaire de Mol.

Par une lettre du 22 décembre dernier, le président de la Commission de l'Euratom a fait savoir qu'il souhaitait préserver l'avenir pendant le temps nécessaire à la Communauté pour prendre les décisions relatives à son action au-delà de 1967. Cela consiste en fait, en un préavis d'un an pour l'exploitation du réacteur BR2. Le Ministre des Affaires économiques a répondu le 28 décembre en exprimant son étonnement et en soulignant que la Belgique courait le risque d'avoir à supporter seule à partir de 1968 les charges d'un instrument d'essai qui demeure à la disposition de toute la Communauté des Six et qui a été établi en fonction des besoins d'irradiation d'une grande partie de celle-ci.

Il est ajouté dans la même lettre que si nos partenaires ne prenaient pas en considération les besoins et les intérêts belges dans certaines parties du programme commun, notre pays pourrait être amené de son côté à n'accepter de laisser figurer, dans le troisième programme quinquennal, que les actions qui présentent une utilité directe pour sa politique scientifique nationale. Par la même lettre, il est demandé au président de la Commission de l'Euratom de réexaminer le problème à la lumière de ces considérations et de nous faire savoir sans délai quelles sont ses propositions.

deskundigen gegeven opdracht wordt thans van gedachten gewisseld. Zij zullen in de eerstkomende weken worden aangewezen, zodat zij omstreeks eind januari kunnen starten met hun werkzaamheden om die zo spoedig mogelijk te beëindigen.

De moeilijkheden in de textielindustrie.

Gelet op de steeds groter wordende concurrentie met abnormale prijzen werd reeds enkele weken geleden besloten bepaalde importvergunningen op te schorten. Die beschermende maatregel moest de Interministeriële Economische Commissie in staat stellen de economische toestand van de in moeilijkheden verkerende textielsectoren te bestuderen en maatregelen voor te stellen welke verenigbaar zijn met het ingewikkelde geheel van onze internationale verbintenissen. Bedoelde maatregel werd genomen in overeenstemming met de Bedrijfsraad textiel en kleding, die het best kan oordelen over de beslissingen die kunnen worden genomen zonder dat bepaalde fabricagestadia in het gedrang komen.

Maar die maatregelen om de importvergunningen op te schorten mogen slechts tijdelijk zijn. Zo niet zouden zij ingaan tegen onze verplichtingen in verband met onderscheidene internationale overeenkomsten. De Interministeriële Economische Commissie heeft dus haar werkzaamheden bespoedigd en zij heeft reeds bepaalde conclusies kunnen trekken. Volgens haar schijnt het probleem hoofdzakelijk te liggen op het gebied van de tijdelijke import tegen abnormale prijzen, welke ongeveer één derde van de totale invoer bedragen. Daar er tussen de spinnerijen en de weverijen een belangenconflict kan ontstaan, werd de Bedrijfsraad textiel en kleding verzocht een definitief advies uit te brengen, dat de Interministeriële Economische Commissie in staat zal stellen haar rapport in te dienen en concrete voorstellen te doen ten einde de voorlopige maatregelen door definitieve te vervangen.

Het Centrum te Mol.

In de bladen zijn berichten verschenen over een contractverbreking door Euratom met betrekking tot de overeenkomst welke deze instelling heeft gesloten met het Studiec Centrum voor Kernenergie te Mol.

Bij brief van 22 december j.l. deelde de voorzitter van de Euratom-Commissie mede dat hij de toekomst wenst te vrijwaren gedurende de tijd die de Gemeenschap nodig heeft om beslissingen te nemen in verband met haar beleid na 1967. Dit betekent in feite een opzegging van een jaar voor de exploitatie van de BR 2-reactor. Op 28 december antwoordde de Minister van Economische Zaken dat hij verwonderd was over die houding en hij onderstreepte dat België het risico liep vanaf 1968 alleen de last van een experimenteel instrument te moeten dragen, dat nochtans ten dienste van de ganse Gemeenschap der Zes blijft en gebouwd is met het oog op de bestralingsbehoeften van een groot gedeelte van de Gemeenschap.

In die brief wordt daaraan toegevoegd dat, indien onze partners de behoeften en de belangen van ons land in sommige gedeelten van het gemeenschappelijke programma niet in aanmerking namen, wij ten aanzien van het derde vijfjarenprogramma wellicht zouden kunnen eisen dat daarin alleen zou voorkomen wat onmiddellijk dienstig is voor ons nationaal wetenschapsbeleid. In die brief wordt aan de voorzitter van de Euratom-Commissie voorts gevraagd het probleem opnieuw te onderzoeken in het licht van bovenstaande beschouwingen en zijn voorstellen onverwijld over te maken.

La politique de reconversion.

Un certain nombre de dossiers ont déjà été introduits, examinés et approuvés en C.M.C.E.S. pour des implantations importantes dans diverses régions.

Les arrêtés d'exécution de la loi du 14 juillet dernier ayant été rédigés il y a près de quatre mois, on s'est inquiété de savoir s'ils allaient être publiés bientôt. L'avis de la Commission Economique Européenne a été demandé et cette étude a retardé la sortie des arrêtés. Déjà la loi elle-même du 14 juillet aurait dû être examinée par la C.E.E., mais la rapidité de la procédure parlementaire ne permit pas cet examen. C'est pourquoi, il fut convenu que les arrêtés d'exécution feraient l'objet d'une étude approfondie. Ils seront publiés prochainement.

La reconversion dans notre pays dépend à la fois des efforts belges et étrangers. En ce qui concerne ces derniers, d'heureux résultats de la mission d'octobre dernier en Suède ont déjà pu être enregistrés. Plusieurs firmes ont décidé d'étudier les possibilités d'investissements en Belgique, alors que précédemment elles avaient limité leurs investigations pour de nouveaux investissements dans d'autres pays du Marché Commun.

Un intérêt croissant des firmes britanniques pour les implantations en Belgique se manifeste aussi depuis quelque temps et l'on peut attendre la visite prochaine d'une mission importante.

III. — Discussion générale.

A. — Politique générale.

1. La situation économique.

Questions :

Le Ministre peut-il donner de plus amples renseignements au sujet de la situation économique ?

Comment se présentera-t-elle en 1967 ? Comme le Président de la Chambre et le Premier Ministre, le Ministre estime-t-il que cette année sera difficile ?

Comment se répartit la récession économique que l'on entrevoit déjà, par secteur et par région ?

Réponse :

L'évolution économique est à la croisée de chemins et c'est pourquoi une politique appropriée réclame une vigilance de tous les instants. On ne peut parler ni de crise, ni de prospérité. Une certaine expansion se poursuit mais elle est faible. La pression à la hausse des prix continue, mais elle vient des coûts de production et non plus de la demande.

Il faut donc se garder de tout jugement extrême. Il faut surtout ne rien dramatiser. Notre évolution est liée à celle de toute l'Europe occidentale. Elle est moins bonne en ce moment que les prévisions ne l'annonçaient. Mais elle pourrait dans trois mois ou dans six mois être meilleure que prévue. L'ensemble des revenus et du pouvoir d'achat n'a pas diminué dans le Marché Commun. Certaines dépenses ont fait place à d'autres, ce qui explique les difficultés dans quelques secteurs et la continuation du développement dans quelques autres. Demain, l'hésitation de la consommation peut faire place à une reprise. C'est pourquoi, il faut se garder de tout pessimisme.

Het omschakelingsbeleid.

Met het oog op belangrijke vestigingen in verscheidene gewesten werd een aantal dossiers reeds ingediend, onderzocht en goedgekeurd door het M.C.E.S.C.

De uitvoeringsbesluiten van de wet van 14 juli j.l. zijn sedert ongeveer vier maanden opgesteld; de vraag is gesteld of zij eerlang zullen kunnen gepubliceerd worden. Aan de Europese Economische Gemeenschap is om advies gevraagd en het onderzoek van dit advies heeft de bekendmaking van bedoelde besluiten vertraagd. De wet zelf van 14 juli 1966 had door de E.E.G. moeten onderzocht zijn, maar de parlementaire procedure is zo snel verlopen dat zulks niet mogelijk bleek. Daarom werd overeengekomen dat een grondig onderzoek zou worden gewijd aan de uitvoeringsbesluiten. Die besluiten zullen eerlang bekendgemaakt worden.

De omschakeling in ons land hangt van de Belgische zowel als van de buitenlandse inspanningen af. Wat dit laatste punt betreft, konden reeds gunstige resultaten van de handelsmissie naar Zweden in oktober j.l. worden geboekt. Verscheidene firma's hebben besloten investeringen in ons land onder ogen te zien, ofschoon zij zich vroeger bij hun onderzoek naar nieuwe investeringsmogelijkheden tot andere landen van de Gemeenschappelijke Markt beperkten.

Er wordt voorts geconstateerd dat de Britse firma's sedert enige tijd een stijgende belangstelling aan de dag leggen voor vestiging in ons land; eerlang mag het bezoek van een belangrijke missie worden verwacht.

III. — Algemene bespreking.

A. — Algemeen beleid.

1. De economische toestand.

Vragen :

Kan de Minister nadere inlichtingen verstrekken over de economische toestand ?

Hoe zal de economische toestand in 1967 eruit zien ? Is de Minister, zoals de Voorzitter van de Kamer en de Eerste Minister, van oordeel dat het een moeilijk jaar wordt ?

Hoe is de economische achteruitgang die men reeds kan bespeuren, verspreid per sector en per streek ?

Antwoord :

De economische ontwikkeling staat voor een keerpunt; daarom vraagt een passend beleid een voortdurende waakzaamheid. Men kan niet beweren dat wij in een crisis leven noch in een periode van welvaart. Er blijft enige expansie bestaan, maar die is heel zwak. De huissettendens bij de prijzen houdt aan, maar die volgt uit de produktiekosten en niet meer uit de vraag.

Men moet zich dus hoeden voor elk extreem oordeel. Men moet vooral niets dramatiseren. Onze ontwikkeling is verbonden aan die van heel West-Europa. Zij is voorlopig minder goed dan voorzien werd. Maar over drie of zes maanden zou zij beter kunnen zijn dan verwacht. De inkomsten en de koopkracht zijn in hun geheel niet verminderd in de Gemeenschappelijke Markt. Sommige uitgaven zijn door andere vervangen, wat de moeilijkheden van bepaalde sectoren en de verdere ontwikkeling van enkele andere verklaart. Morgen kan de aarzeling in de consumptie de plaats ruimen voor een heropleving. Daarom moet men zich voor elk pessimisme hoeden.

Mais une politique économique doit être prévoyante. Nous devons être prêts à toutes les éventualités, aussi bien celle d'une stagnation générale que celle d'une reprise économique et des tendances inflationnistes qui pourraient l'accompagner. Cette vigilance nécessite un diagnostic permanent et l'observation constante de tous les indices.

La politique économique d'aujourd'hui est l'expression de cette vigilance. Elle tend encore à lutter contre les suites d'une tendance inflationniste prolongée pendant plusieurs années. En même temps, elle se préoccupe de relance générale, sectorielle et régionale. Les deux soucis vont de pair : il faut réaliser l'équilibre dans l'expansion. Qui dit équilibre dit encore modération dans les prix, et qui dit expansion dit poursuite d'un taux de croissance économique suffisant en vue de réaliser le plein emploi.

En ce qui concerne la politique des prix, un effort a été demandé à quelques grands secteurs en vue d'étaler leurs hausses. Cela est difficile car leurs coûts de production ont continué à augmenter et parfois plus vite que la productivité. Une certaine normalisation de l'évolution des prix est cependant constatée. Après l'accalmie de l'été dernier, des hausses modérées ont été enregistrées ensuite : seulement 0,08 point en novembre, 0,3 en décembre, probablement encore 0,3 en janvier. Des calculs avaient cependant fait prévoir que l'on doublerait le cap de 132 en janvier. Cependant ce cap n'a pas encore été doublé.

En ce qui concerne la politique de croissance économique, elle est très largement liée à la réalisation du Marché Commun dont l'Union douanière sera effective au 1^{er} juillet de 1968. Dans ce grand marché, il ne faut pas croire cependant que nous pourrions pénétrer facilement avec tous nos produits. Chez certains de nos partenaires subsistent des tendances économiques protectionnistes qui font donner la préférence aux producteurs nationaux. Une lutte très sévère s'annonce donc pour les industriels belges. Nous devons les aider en accélérant leurs possibilités d'équipement et de développement.

Dans beaucoup de secteurs, seules des entreprises d'une certaine dimension permettront à notre pays de bien se défendre dans le Marché Commun. Dans d'autres secteurs, de plus petites dimensions d'entreprises devront être accompagnées d'un outillage puissant. Il faut de nos jours investir de plus en plus pour une même quantité de personnel. Les capitaux étant rares en ce moment, il faut les attribuer de préférence aux entreprises qui ont le plus de chance de bien se défendre et de pouvoir conquérir de larges marchés, c'est-à-dire d'apporter la stabilité de l'emploi et les plus hauts salaires à leur personnel.

2. Les contacts du Gouvernement avec les milieux économiques.

Question :

Quel est le résultat des entretiens que le Gouvernement a eus le 9 janvier à Val-Duchesse avec les milieux économiques ?

Réponse :

La conférence de Val-Duchesse du 9 janvier 1967 a abouti à la conclusion qu'une insuffisance d'investissements est constatée dans les secteurs nouveaux.

Les remèdes suivants ont été étudiés :

--- augmentation des dimensions des entreprises;

Maar een economische politiek dient op de toekomst gericht te zijn. Wij moeten op alle eventualiteiten voorbereid zijn, zowel op een algemene stagnatie als op een economische heropleving met de daarmee gepaard gaande inflatoire tendensen. Deze waakzaamheid moet zich uiten in ononderbroken diagnose en in het aanhoudend nagaan van alle tekens.

Die waakzaamheid blijkt uit de huidige economische politiek. Zij streeft naar het bestrijden van de gevolgen der inflatoire tendens die zich gehandhaafd heeft gedurende verscheidene jaren. Zij bekommert zich tevens om de algemene wederaanpak per sector en per streek. Men moet tegelijkertijd streven naar de twee doelstellingen : wij moeten komen tot een evenwicht in de expansie. Evenwicht veronderstelt gematigde prijzen en expansie veronderstelt een voldoende groeipercentage van de economische activiteit om de volledige tewerkstelling te verwezenlijken.

Wat de prijzenpolitiek betreft, werd aan enkele sectoren gevraagd hun prijsverhogingen te spreiden. Dit is niet gemakkelijk, want hun produktiekosten zijn blijven stijgen, soms sneller dan de produktiviteit. Er valt nochtans een zekere normalisatie waar te nemen in de prijsevolutie. Na de kalme periode in de voorbije zomer werd een matige verhoging waargenomen : slechts 0,08 punt in november, 0,3 in december en waarschijnlijk nogmaals 0,3 in januari. Volgens de berekeningen werd nochtans verwacht dat de grens van 132 in januari zou overschreden worden. Deze grens is nog niet bereikt.

De economische expansiepolitiek is nauw verbonden met de totstandkoming van de Gemeenschappelijke Markt waarin de Douane-Unie op 1 juli 1968 een feit zal zijn. Wij moeten nochtans niet denken dat wij het gemakkelijk zullen hebben om al onze produkten op die grote markt te brengen. Bij sommige van onze partners blijven er protectionistische tendensen op economisch gebied bestaan, zodat zij de voorkeur geven aan hun nationale producenten. De Belgische industriëlen staan dus voor een harde taak. Wij moeten hen daarin helpen door hun mogelijkheden inzake uitrusting en ontwikkeling te verruimen.

In tal van sectoren kunnen alleen ondernemingen van enige omvang ons land de middelen bieden om zich goed te verdedigen in de Gemeenschappelijke Markt. In andere sectoren zullen kleinere ondernemingen van een indrukwekkende uitrusting moeten worden voorzien. Op dit ogenblik moet er steeds meer geïnvesteerd worden voor een zelfde aantal arbeidskrachten. Daar de kapitalen thans schaars zijn, moeten ze bij voorkeur worden toegekend aan de ondernemingen die het meest kans hebben om zich goed te verdedigen en om een ruime markt te veroveren, d.w.z. om vast werk en de hoogste lonen aan hun personeel te geven.

2. Contacten van de Regering met de economische kringen.

Vraag :

Wat is het resultaat van de besprekingen die de Regering op 9 januari j.l. te Hertoginnedal met de economische kringen heeft gevoerd ?

Antwoord :

Op de op 9 januari 1967 gehouden Conferentie van Hertoginnedal is men tot de conclusie gekomen dat de investeringen in de nieuwe sectoren ontoereikend zijn.

Om dit te verhelpen zijn de volgende middelen bestudeerd :

--- vergroting van de omvang van de ondernemingen;

- renforcement de la concertation entre les secteurs privé et public;
- meilleure coordination des investissements;
- sélectivité accrue;
- création des procédures « ad hoc »;
- meilleure coordination des diverses aides publiques et concertation permanente;
- fusions;
- initiative de la Belgique en faveur d'une « société européenne »;
- harmonisation des fiscalités;
- liberté de circulation des capitaux;
- encouragement fiscal en matière de capitaux à risques;
- augmentation des moyens de la S.N.I.

3. La politique de crédit.

Questions :

Le Ministre peut-il expliquer les raisons de la suppression des restrictions du crédit ?

Peut-il donner les moyens propres à abaisser le taux d'intérêt ?

Réponse :

On ne peut parler d'une suppression des restrictions mais seulement d'un assouplissement. Les crédits d'investissements bénéficiant des lois d'expansion et les nouveaux crédits financés conjointement par les banques et la S.N.C.I. ou la C.G.E.R. sont maintenant hors quota et peuvent se développer librement. Il en est de même des crédits à l'exportation. Par contre, la limite de 1 % par mois pour l'accroissement de l'utilisation de tous les autres crédits est maintenue. Cette décision vise à sauvegarder les moyens de l'expansion qui résident à la fois dans les investissements d'extension et de rationalisation et dans le maintien de notre capacité concurrentielle sur les marchés extérieurs. Celle-ci sera renforcée si, sur le plan intérieur, l'expansion monétaire est contenue dans certaines limites. Ce but peut être atteint notamment par des normes précises d'accroissement des crédits. Le Gouvernement est conscient de ce que, comme le suggère la recommandation du Conseil de la C.E.E. concernant la politique conjoncturelle, cette politique implique une gestion budgétaire rigoureuse.

Quant à l'évolution des taux d'intérêt, il semble que sur les marchés internationaux, on soit arrivé à un maximum suivi d'une certaine détente. En Belgique, les besoins de capitaux resteront importants, notamment dans le chef de l'Etat. Aussi, est-il peu probable que les taux connaissent une baisse plus sensible que celle qui marquera les marchés internationaux.

4. La balance commerciale.

Questions :

Possède-t-on déjà une estimation du solde de la balance commerciale pour 1966 ?

Quelles sont les prévisions de notre balance commerciale pour 1967 ?

Réponse :

On peut estimer qu'en 1966, les exportations de l'U.E.B.L. auront atteint 342 milliards, ce qui fera une aug-

- meer ruggespraak tussen de particuliere en de openbare sector;
- betere coördinatie van de investeringen;
- grotere selectiviteit;
- invoer van procedures « ad hoc »;
- betere coördinatie van de verschillende openbare hulpverleningen en permanente ruggespraak;
- samensmeltingen;
- een Belgisch initiatief ten gunste van een « Europese maatschappij »;
- harmonisering van de belastingwetgevingen;
- vrijheid van kapitaalverkeer;
- fiscale aanmoediging inzake risicodragend kapitaal;
- vergroting van de middelen van de N.I.M.

3. Het kredietbeleid.

Vragen :

Kan de Minister verklaren waarom de kredietbeperkingen zijn opgeheven ?

Kan hij de middelen opgeven die tot een daling van de rentevoet kunnen leiden ?

Antwoord :

Er is geen sprake van opheffing van de beperkingen, maar alleen van een versoepeling. De investeringskredieten die onder de expansiewetten vallen en de nieuwe kredieten die gezamenlijk door de banken en de N.M.K.N. of de A.S.L.K. worden gefinancierd, worden buiten het quotum gehouden en mogen zich vrij ontwikkelen. Hetzelfde geldt voor de exportkredieten. Daarentegen blijft de beperking tot 1 % per maand voor de toeneming van alle andere kredieten behouden. Die beslissing heeft tot doel de expansiemiddelen te vrijwaren die zowel in de uitbreidings- en rationalisatieinvesteringen gelegen zijn als in het behoud van ons mededingingsvermogen op de buitenlandse markten. Dit laatste zal worden verstevigd, indien de ontwikkeling van de betalingsmiddelen in ons land binnen bepaalde perken wordt gehouden. Dit doel kan worden bereikt mits nauwkeurige normen inzake toeneming van de kredieten worden bepaald. De Regering geeft er zich rekenschap van dat een dergelijke politiek een strikt begrotingsbeleid vergt, zoals in de aanbeveling van de E.E.G.-Raad in verband met het conjunctuurbeleid wordt gezegd.

Inzake ontwikkeling van de rentevoeten schijnt men op de internationale markt een hoogtepunt te hebben bereikt, dat nu gevolgd wordt door een zekere ontspanning. In België zullen de kapitaalbehoeften aanzienlijk blijven, met name van de zijde van de Staat. Het is dan ook weinig waarschijnlijk dat de rentevoeten ten onzent meer zullen dalen dan op de internationale markt.

4. De handelsbalans.

Vraag :

Bezit men reeds een raming voor het saldo van de handelsbalans voor 1966 ?

Hoe zijn de vooruitzichten voor onze handelsbalans voor 1967 ?

Antwoord :

Men mag de uitvoer van de B.L.E.U. tijdens 1966 op 342 miljard ramen, wat een vermeerdering is met 7,2 %

mentation de 7,2 % par rapport à 1965, et les importations 358 milliards. La balance commerciale aura en conséquence marqué un solde négatif de 15 à 16 milliards.

En 1967, le déficit de la balance commerciale serait du même ordre de grandeur qu'en 1966.

5. Les recommandations de la C.E.E. en matière fiscale.

Question :

Quelle est la teneur des recommandations du Conseil des Ministres de la C.E.E. sur l'harmonisation de la fiscalité dans les pays-membres ?

Réponse :

Il n'y a pas eu jusqu'ici de recommandations de la C.E.E. en matière d'harmonisation des fiscalités. Outre celle relative à la mise en œuvre de l'article 67 du Traité (circulation des capitaux), il n'y a eu jusqu'ici que deux propositions de directives de la Commission au Conseil en matière d'harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires. Celles-ci ont encore été examinées lors de la réunion du Conseil du 20 décembre 1966 mais les travaux d'analyse de ces propositions n'étaient pas encore terminés au niveau du Comité des représentants permanents. Le Conseil a convenu de poursuivre dans les premiers mois de 1967 l'examen des problèmes fiscaux, y compris l'harmonisation des droits d'accises et la fiscalité relative aux mouvements de capitaux.

On trouvera en annexe I les deux propositions de directives en question.

6. La création d'un statut de société européenne.

Question :

Où en est l'étude de la création d'un statut de société européenne ?

Réponse :

Ce problème, capital pour le développement harmonieux du Marché Commun, est à l'étude à la Commission Economique Européenne. Les experts de divers départements ministériels belges participent à ces travaux.

B. — Programmation Economique Nationale et Européenne.

1. Le programme économique.

Question :

Où en est l'élaboration du deuxième programme économique 1965-1970 ?

Ce programme sera-t-il discuté à la Commission des Affaires économiques de la Chambre ?

Réponse :

Le projet du deuxième programme d'expansion économique pourra être déposé au Parlement dans le courant des premiers mois de cette année. Il sera discuté dans les Commissions des Affaires économiques de la Chambre et du Sénat.

ten opzichte van 1965; voor de invoer: 358 miljard. De handelsbalans vertoonde dus een nadelig saldo van 15 à 16 miljard.

In 1967 zou het tekort van de handelsbalans even groot zijn als in 1966.

5. De aanbevelingen van de E.E.G. op fiscaal gebied.

Vraag :

Wat is de inhoud van de aanbevelingen van de Raad van Ministers van de E.E.G. inzake de harmonisatie van de fiscaliteit in de lid-Statens ?

Antwoord :

Tot nog toe is er geen aanbeveling van de E.E.G. inzake de harmonisatie van de fiscaliteit. Behalve de aanbeveling die betrekking heeft op de toepassing van artikel 67 van het Verdrag (kapitaalverkeer), heeft de Commissie tot nog toe slechts twee voorstellen voor richtlijnen inzake harmonisatie van de wetgevingen met betrekking tot de omzetbelastingen aan de Raad gegeven. Deze voorstellen zijn nog onderzocht tijdens de vergadering van de Raad op 20 december 1966, maar het onderzoek ervan door het Comité van permanente vertegenwoordigers is nog niet geëindigd. De Raad heeft besloten het onderzoek van de fiscale problemen — de harmonisatie van de accijns en de fiscaliteit van het kapitaalverkeer inbegrepen — in de eerste maanden van 1967 voort te zetten.

Bedoelde twee voorstellen voor richtlijnen zijn in bijlage I overgenomen.

6. Instelling van een statuut van een Europese maatschappij.

Vraag :

Hoever staat het met de instelling van een statuut van een Europese maatschappij ?

Antwoord :

Dit probleem, dat van het hoogste belang is voor de harmonische ontwikkeling van de Gemeenschappelijke Markt, wordt bestudeerd door de Europese Economische Commissie. De deskundigen van de onderscheidene Belgische ministeriële departementen nemen aan die werkzaamheden deel.

B. — Nationale en Europese economische programmering.

1. Het economische programma.

Vragen :

Hoe ver staat het met de uitwerking van het tweede economische programma 1965-1970 ?

Zal dat programma worden besproken in de Kamercommissie voor de Economische Zaken ?

Antwoord :

Het ontwerp van het tweede programma voor economische expansie zal tijdens de eerstkomende maanden van dit jaar aan het Parlement kunnen worden voorgelegd. Het zal worden besproken in de Commissies voor de Economische Zaken van Kamer en Senaat.

Pour les parties du programme qui concernent les secteurs de production, les discussions avec les milieux professionnels intéressés sont, pour la plupart d'entre elles, entrées dans leur stade final.

Quant au secteur public et, plus spécialement, les opérations courantes et les opérations en capital des pouvoirs publics, le Gouvernement prendra les décisions nécessaires dans les prochaines semaines.

2. Le projet de programme de politique économique de la C.E.E.

Question :

Quelle est la teneur du projet de programme de politique économique du Conseil des Ministres de la C.E.E. ?

Réponse :

Le projet de programme de politique économique à moyen terme figurait à l'ordre du jour de la réunion du 20 décembre 1966 du Conseil de la Communauté Economique Européenne.

A cette réunion, le Conseil n'a pas pris de décision définitive dans ce domaine, mais a demandé au Comité des représentants permanents de soumettre le projet en question à un nouvel examen en vue de préparer une décision définitive du Conseil.

A l'heure actuelle, ce projet de programme de politique économique à moyen terme est en discussion au sein du Comité des représentants permanents.

C. — Aide aux investissements et politique régionale.

1. La politique de reconversion.

Question :

Quelle est la politique du Gouvernement en matière de reconversion ?

Réponse :

La nécessité d'abandonner les outils de production dépassés par le progrès nécessite la création, dans les mêmes régions, d'entreprises nouvelles. La reconversion connaît trois étapes que ne manquent jamais de souligner les investisseurs qui s'intéressent à des implantations industrielles en Belgique :

La base de l'industrialisation se trouve dans les moyens de communication. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir nos grands axes routiers le long desquels s'implante un grand nombre d'entreprises nouvelles, attirées non seulement par le moyen de transport mais aussi par la possibilité d'une présence publicitaire le long des routes très fréquentées. Telle est la base de la politique de reconversion et le Gouvernement est décidé à faire l'effort maximum en cette matière.

Il faut ensuite disposer de zonings industriels, attractifs pour les entreprises nouvelles. C'est l'objet principal de plusieurs programmes de reconversion qui sont en ce moment à l'examen au Comité ministériel de Coordination économique et qui précisent les lieux où seront installés les nouveaux parcs industriels.

Viennent ensuite les stimulants financiers : prêts à taux réduit et subsides directs. C'est l'objet des lois de 1959 qui ont été renforcées par la loi du 14 juillet 1966.

Voor de gedeelten van het programma die de produktietakken aanbelangen, lopen de besprekingen met de betrokken beroepskringen meestendeels naar hun einde toe.

Wat de overheidssector, en meer in het bijzonder de lopende operaties en de kapitaalsoperaties van de overheid betreft, zal de Regering in de eerstkomende weken de nodige beslissingen nemen.

2. Het ontwerp-programma voor het economisch beleid van de E.E.G.

Vraag :

Wat houdt het ontwerp-programma voor het economisch beleid van de Raad van Ministers van de E.E.G. in ?

Antwoord :

Het ontwerp-programma voor het economisch beleid op halflange termijn stond op de agenda van de vergadering van 20 december 1966 van de Raad van de Europese Economische Gemeenschap.

De Raad nam op die vergadering geen definitieve beslissing, maar verzocht het Comité van permanente vertegenwoordigers dat ontwerp opnieuw te onderzoeken ter voorbereiding van een definitieve beslissing van de Raad.

Het ontwerp-programma voor het economisch beleid op halflange termijn wordt op het ogenblik besproken in het Comité van permanente vertegenwoordigers.

C. — Hulp aan de investeringen en streekbeleid.

1. Het omschakelingsbeleid.

Vraag :

Welk beleid voert de Regering op het stuk van de omschakeling ?

Antwoord :

Ten gevolge van de onvermijdelijke uitschakeling van het wegens de vooruitgang verouderde produktieapparaat dienen in dezelfde streken nieuwe ondernemingen te worden opgericht. De omschakeling geschiedt in drie fasen, waarop steeds wordt gewezen door de investeerders die belang stellen in industriële vestigingen in België :

De industrialisatie berust op de verkeersmiddelen. Om zich daarvan te overtuigen, hoeft men maar over onze grote verkeerswegen te rijden, waarlangs zich een groot aantal nieuwe ondernemingen vestigen, welke niet alleen door de transportmogelijkheden aangetrokken worden, maar ook door de mogelijkheid om langs drukke wegen door hun aanwezigheid reclame te maken. Ziedaar de basis van het omschakelingsbeleid; de Regering is vastbesloten om op dat gebied al het nodige te doen.

Vervolgens moeten industriële terreinen voorhanden zijn, die aantrekkingskracht uitoefenen op nieuwe ondernemingen. Dat is het hoofddoel van verscheidene omschakelingsprogramma's, welke thans door het Ministerieel Comité voor Economische Coördinatie bestudeerd worden en waarin de plaats wordt bepaald waar de nieuwe industrieparken zullen worden gevestigd.

Ten slotte komen de financiële stimulansen : leningen tegen verlaagde rentevoet en rechtstreekse subsidies. Dat is het doel van de wetten van 1959, waaraan de wet van 14 juli 1966 kracht heeft bijgezet.

2. Les zones industrielles.

a) Question :

Comment les zones industrielles sont-elles choisies et définies ?

Réponse :

Depuis plusieurs années déjà, un certain nombre de terrains industriels ont reçu un statut juridique, soit sur la base de la loi du 18 juillet 1959, soit sur la base d'un plan d'aménagement. La première caractéristique du statut juridique réside dans la possibilité d'expropriation.

Au début de l'année 1966, le Gouvernement s'est imposé des règles quant à son intervention dans le domaine de l'achat des terrains et de leur équipement en distinguant les zones d'ordre national, régional et local; la Commission interdépartementale de coordination de la politique régionale examine les problèmes de chaque région du pays.

Le Gouvernement a proposé plusieurs programmes régionaux.

b) Question :

Quel est, par région, l'inventaire des zones industrielles équipées aux frais de l'Etat ?

Réponse :

Limbourg : Les zones de Geel-Punt, Tessenderloo-Pool et Aerschot sont en grande partie équipées. L'exécution de la décision du C.M.C.E.S. du 14 octobre 1966 activera les travaux d'infrastructure à l'intérieur des zones, c'est-à-dire la voirie, l'adduction d'eau, les égouts et les canalisations électriques.

Lors de la même réunion, le C.M.C.E.S. a décidé de doter la zone de Heist-op-den-Berg d'un premier tronçon de voirie avec l'équipement nécessaire.

En vue de la reconversion des régions minières, le Gouvernement a décidé d'équiper des zones dites naturelles à Houthalen et à Genk; il a en outre pris en charge un premier équipement de la zone de Lanaken en vue de l'implantation d'une entreprise importante.

Flandre occidentale : Dans les zones industrielles de Westhoek, les travaux d'équipement sont en cours ou débuteront au printemps de 1967. Ces zones seront situées à Furnes, Dixmude, Menin, Ypres et Poperingue.

Liège : Le Gouvernement a décidé le 1^{er} mars 1966 de prendre en charge l'équipement d'une grande zone à Voroux-lez-Liers. Suite à des oppositions de la part des milieux agricoles, il se peut que le choix de cette localisation doive être reconsidéré. D'autre part, le C.M.C.E.S. est actuellement saisi d'un programme de reconversion économique de la province de Liège. Il vient de décider, en principe, la prise en charge par l'Etat, en 1967, de l'équipement de certaines régions.

Luxembourg : Le C.M.C.E.S. a décidé le financement par l'Etat de l'équipement d'une zone à Aubange. La localisation précise de cette zone est toutefois à revoir dans le cadre des négociations franco-belges d'interpénétration économique dans le sud du Luxembourg belge et le nord de la Lorraine française, en vue d'en faire une zone à caractère international.

Borinage et Centre : Les zones reconnues dans le cadre du plan gouvernemental de reconversion des deux régions sont :

- pour le Borinage : Ghlin-Baudour, Frameries, Dour-Elouges;
- pour le Centre : Seneffe-Manage, Bray-Péronnes, Strépy-Bracquegnies.

2. De industriegebieden.

a) Vraag :

Hoe worden de industriegebieden gekozen en omschreven ?

Antwoord :

Al enkele jaren is aan een aantal industriegronden een rechtsstatuut verleend op basis van de wet van 18 juli 1959, dan wel op basis van een plan van aanleg. Het belangrijkste punt van het rechtsstatuut is de mogelijkheid tot ont-eigening.

Begin 1966 heeft de Regering zichzelf regelen opgelegd in verband met haar bijdrage tot de aankoop van de gronden en de uitrusting ervan, door een onderscheid te maken tussen zones met een nationaal, een regionaal of plaatselijk karakter; de Interdepartementale Commissie voor de coördinatie van het streekbeleid onderzoekt de problemen van elke streek van het Rijk.

De Regering heeft verscheidene streekprogramma's uit-gewerkt.

b) Vraag :

Wat is, per streek, de inventaris van de industriegebieden die op kosten van de Staat zijn uitgerust ?

Antwoord :

Limburg : De industriegebieden te Geel-Punt, Tessenderloo-Pool en Aerschot zijn grotendeels uitgerust. De uitvoering van de beslissing van het M.C.E.S.C. van 14 oktober 1966 zal de infrastructuurwerken binnen de gebieden (wegenaanleg, wateraanvoer, riolering en elektrische lei-ding) bespoedigen.

Tijdens dezelfde bijeenkomst heeft het M.C.E.S.C. be-slist een eerste wegvak met de nodige uitrusting aan te leg-gen in het industriegebied te Heist-op-den-Berg.

De Regering heeft met het oog op de omschakeling van de mijnstreken besloten zogenaamde natuurzones te Hout-halen en Genk te ontsluiten. Zij besloot bovendien de eerste voorzieningen van de Lanaakse zone op zich te nemen met het oog op de vestiging van een grote onderneming.

West-Vlaanderen : In de industriestreken van de West-hoek zijn de infrastructuurwerken aan de gang of begin-nen in het voorjaar van 1967. Die industrieparken komen te Veurne, Diksmuide, Menen, Ieper en Poperingen.

Luik : De Regering besloot op 1 maart 1966 de uitrusting van een groot industriepark te Voroux-lez-Liers op zich te nemen. Ingevolge tegenkanting in landbouwkringen is het mogelijk dat de keuze van die plaats herzien moet worden. Aan het M.C.E.S.C. is een programma voor de economische omschakeling van de provincie Luik voor-gelegd. Het Comité besliste in beginsel dat het Rijk in 1967 de uitrusting van bepaalde streken op zich zal nemen.

Luxembourg : Het M.C.E.S.C. heeft beslist dat het Rijk de financiering van een industriepark te Aubange op zich zal nemen. De juiste ligging van dat gebied zal evenwel herzien moeten worden in het raam van de Frans-Belgische onderhandelingen betreffende de economische interpenetratie tussen het zuiden van de provincie Luxemburg en het noorden van Frans-Lotharingen om van dat gebied een industriezone met een internationaal karakter te maken.

Borinage en Centrum : De in het omschakelingsplan van de Regering opgenomen zones in die twee streken zijn :

- voor de Borinage : Ghlin-Baudour, Frameries, Dour-Elouges;
- voor het Centrum : Seneffe-Manage, Bray-Péronnes, Strépy-Bracquegnies.

L'équipement des zones de Ghlin-Baudour et de Seneffe-Manage est déjà fort avancé, mais il doit être complété pour permettre l'installation de nouvelles usines. La première tranche de crédits de la C.E.C.A. permettra de financer les travaux nécessaires dans des délais raccourcis.

Pour Frameries et Bray-Péronnes, l'acquisition des terrains et les travaux d'équipement se poursuivent normalement; diverses entreprises sont déjà installées dans ces deux zones. A Dour-Elouges et Strépy-Bracquegnies, le stade de l'acquisition des terrains a été atteint. Ceci répond au programme établi et aux priorités décidées.

Région de Charleroi : L'Intercommunale d'aménagement et de développement économique de la région de Charleroi (A.D.E.C.) a élaboré un programme de création de zones industrielles.

Ce programme a été examiné notamment par la Commission interdépartementale de coordination de la politique régionale. Des propositions seront soumises très prochainement au C.M.C.E.S. en vue d'obtenir la reconnaissance d'un certain nombre de zones, et de déterminer les modalités de l'intervention de l'Etat dans le coût de l'acquisition des terrains et de l'équipement.

Hainaut occidental : L'Intercommunale de développement économique du Hainaut occidental a également présenté un programme de zones industrielles pour sa région.

L'examen de ce programme est en cours; il débouchera sur des propositions à soumettre au C.M.C.E.S. dans le même sens que pour la région de Charleroi.

Il convient de remarquer que trois zones sont déjà reconnues dans le Hainaut occidental : Mouscron, Comines et Leuze. Le C.M.C.E.S. a déjà décidé certaines interventions de l'Etat pour Mouscron; il vient de définir la part de l'Etat dans le coût de l'acquisition des terrains et de l'équipement de la zone de Leuze.

Il y a également lieu de signaler l'existence d'un parc industriel communal à Tournai; ce parc est actuellement pratiquement saturé et son extension est envisagée.

3. L'infrastructure en vue du développement régional.

a) Question :

Qu'en est-il de la création d'un oléoduc entre Anvers et Charleroi ? Par qui est-il financé ? Servira-t-il au transport d'une seule matière ou sera-t-il polyvalent ?

Réponse :

Une firme privée a décidé d'installer une conduite pour transporter un produit chimique d'Anvers à Jemeppe-sur-Sambre. Les formalités nécessaires à cette installation sont en cours. La firme en question financera elle-même le projet qui recevra l'aide de l'Etat en application des lois de relance économique. La conduite en question ne pourra, pour des raisons techniques, transporter qu'un seul produit.

b) Question :

La création d'oléoduc en vue de l'implantation d'industries pétrolières dans certaines régions est-elle prévue ?

Réponse :

Aucune étude en ce sens n'a été soumise au Ministre des Affaires économiques.

De l'ustrusting van de zones te Ghlin-Baudour et te Seneffe-Manage is reeds ver gevorderd, maar zij moet nog worden aangevuld om de vestiging van nieuwe fabrieken mogelijk te maken. Met de eerste tranche van de kredieten van de E.G.K.S. zal de duur van de werken verkort kunnen worden.

Voor Frameries en Bray-Péronnes hebben de aankoop van de terreinen en de infrastructuurwerken hun normaal beloop; in beide zones zijn reeds verscheidene ondernemingen gevestigd. Te Dour-Elouges en Strépy-Bracquegnies is de aankoop van de terreinen aan de gang. Dat beantwoordt aan het programma en aan de voorrang die eraan werd verleend.

Streek van Charleroi : De « Intercommunale d'aménagement et de développement économique de la région de Charleroi (A.D.E.C.) » heeft een programma opgesteld voor de oprichting van industrieparken.

Dat programma werd o.m. onderzocht door de Interdepartementale Commissie voor de coördinatie van het streekbeleid. Aan het M.C.E.S.C. zullen eerstdaags voorstellen worden voorgelegd voor de erkenning van een aantal zones en om de modaliteiten voor het rijksaandeel in de kosten van aankoop van de terreinen en voor de uitrusting te bepalen.

Westelijk Henegouwen : Ook de Intercommunale voor de economische ontwikkeling van westelijk Henegouwen heeft een programma voor het scheppen van industrieparken in dat gebied ingediend.

Het onderzoek van dat programma is aan de gang; aan het M.C.E.S.C. zullen voorstellen worden gedaan in dezelfde zin als voor de streek van Charleroi.

Op te merken valt dat in westelijk Henegouwen reeds drie zones erkend zijn : Moeskroen, Komen en Leuze. Het M.C.E.S.C. heeft reeds besloten tot bepaalde Rijkstoelagen voor Moeskroen; het heeft het aandeel van het Rijk in de kosten voor de aankoop van de terreinen en de uitrusting van de zone te Leuze bepaald.

Er dient nog te worden gewezen op het bestaan van een gemeentelijk industriepark te Doornik; die zone is op het ogenblik zo goed als verzadigd en de uitbreiding ervan wordt overwogen.

3. De infrastructuur voor de streekontwikkeling.

a) Vraag :

Komt er een pijpleiding tussen Antwerpen en Charleroi ? Door wie wordt zij gefinancierd ? Zal zij voor één enkel produkt worden gebruikt of kan zij voor het vervoer van allerlei produkten dienen ?

Antwoord :

Een particuliere firma heeft besloten een leiding aan te leggen voor het vervoer van een scheikundig produkt van Antwerpen naar Jemeppe-sur-Sambre. Men is bezig met de nodige formaliteiten voor de bouw ervan. De betrokken firma zal zelf instaan voor de financiering van het plan, dat de steun van het Rijk zal genieten bij toepassing van de wetten op de economische wederopleving. De leiding zal om technische redenen slechts voor één enkel produkt worden gebruikt.

b) Vraag :

Is de bouw van pijpleidingen met het oog op de vestiging van aardoliebedrijven in bepaalde streken in uitzicht gesteld ?

Antwoord :

Aan de Minister van Economische Zaken is geen enkele studie in die zin voorgelegd.

c) *Question :*

Quels sont les crédits que le Gouvernement a obtenus de la C.E.C.A. en vue du développement de l'infrastructure des régions déprimées ?

Réponse :

La C.E.C.A. a décidé en 1966, à la demande du Gouvernement belge, d'affecter des crédits d'un montant global de 750 millions à l'équipement complet des zones industrielles du Borinage et du Centre. Une première tranche de 150 millions sera mise prochainement à la disposition de l'Intercommunale de développement économique et d'aménagement des deux régions.

En ce qui concerne les provinces du Limbourg et de Liège, les programmes de reconversion ont été examinés par le C.M.C.E.S. Le Comité a adopté ces programmes en principe et décidé que, pour leur exécution, un appel serait fait à une aide financière de la C.E.C.A.

4. *L'application de la loi du 14 juillet 1966.*a) *Question :*

Les arrêtés d'exécution de la loi ont été soumis pour avis à la Commission de la C.E.E. Cette procédure a-t-elle été engagée avec la rapidité voulue ? Quand et comment aboutira-t-elle ?

Réponse :

Etant donné l'urgence que le Gouvernement a voulu réserver à l'élaboration de cette loi, le texte de celle-ci n'a pu être transmis qu'une dizaine de jours avant le vote du Parlement. La Commission a estimé que ce délai était trop court pour permettre un examen approfondi et a estimé devoir examiner les arrêtés d'exécution.

Ceux-ci ont été présentés le 21 septembre et ont été examinés par les délégués des différents Etats-membres le 13 novembre 1966. Cet examen est terminé.

b) *Question :*

La durée de cet examen n'a-t-elle pas retardé le Gouvernement dans l'application souhaitée de cette loi ?

Réponse :

Les quelques mois que cet examen a nécessités ont été mis à profit par le Gouvernement belge pour étudier un certain nombre de dossiers qui sont actuellement prêts. Ils concernent de très importantes implantations industrielles qui devront constituer demain des pôles de développement.

c) *Question :*

L'équilibre réalisé entre les régions pour l'application de cette loi ne sera-t-il pas modifié par l'avis de la C.E.E. ?

Réponse :

Aussi longtemps que l'avis de la C.E.E. n'est pas connu, il est impossible de préjuger de son contenu.

Toutefois, il n'y a pas de raisons pour craindre que cette réponse puisse compromettre l'équilibre entre les régions.

d) *Question :*

Les investissements encouragés par cette loi ne seront-ils pas limités aux très grandes entreprises ?

c) *Vraag :*

Welke kredieten heeft de Regering van de E.G.K.S. bekomen voor de ontwikkeling van de infrastructuur in de door depressie getroffen streken ?

Antwoord :

De E.G.K.S. heeft in 1966 op verzoek van de Belgische Regering besloten kredieten ten bedrage van in totaal 750 miljoen toe te staan voor de volledige uitrusting van de industrieparken in de Borinage en het Centrum. Een eerste tranche van 150 miljoen zal eerstdaags ter beschikking van de Intercommunale voor de economische ontwikkeling en de ontsluiting van beide streken worden gesteld.

Wat de provincies Limburg en Luik betreft, werden de reconversieprogramma's door het M.C.E.S.C. onderzocht. Het Comité keurde die programma's in beginsel goed en besliste dat voor de tenuitvoerlegging ervan een beroep zal worden gedaan op financiële steun van de E.G.K.S.

4. *Toepassing van de wet van 14 juli 1966.*a) *Vraag :*

De besluiten tot uitvoering van de wet werden voor advies voorgelegd aan de E.E.G.-Commissie. Is dat met de gewenste spoed gebeurd ? Wanneer en hoe zal dat onderzoek besloten worden ?

Antwoord :

Gezien de spoed waarmee de Regering die wet wenste te behandelen, kon de tekst ervan slechts een tiental dagen vóór de goedkeuring door het Parlement worden voorgelegd. De Commissie achtte die termijn te kort voor een grondig onderzoek en meende de uitvoeringsbesluiten te moeten onderzoeken.

Deze besluiten werden op 21 september ingediend en door de afgevaardigden van de onderscheiden lid-Staten onderzocht op 13 november 1966. Het onderzoek is beëindigd.

b) *Vraag :*

Heeft de duur van dat onderzoek de Regering geen tijd doen verliezen voor de gewenste toepassing van die wet ?

Antwoord :

De Belgische Regering heeft de enkele maanden die met dat onderzoek gemoeid waren, ten nutte gemaakt om een aantal dossiers te onderzoeken die nu klaar zijn. Zij hebben betrekking op de vestiging van zeer aanzienlijke nijverheidsondernemingen die morgen expansiecentra zullen zijn.

c) *Vraag :*

Zal het advies van de E.E.G. geen wijziging brengen in het voor de toepassing van die wet bereikte evenwicht onder de gewesten ?

Antwoord :

Zolang het advies van de E.E.G. niet bekend is, is het onmogelijk zich een mening te vormen over de inhoud ervan.

Er is nochtans geen reden om te vrezen dat het antwoord het evenwicht onder de gewesten in het gedrang zou brengen.

d) *Vraag :*

Zullen de door die wet aangemoedigde investeringen niet beperkt blijven tot zeer grote ondernemingen ?

Réponse :

Afin d'empêcher la dispersion des efforts, la loi du 14 juillet 1966 sera en principe réservée aux projets qui sont de nature à apporter une solution aux problèmes des régions.

Dans cet esprit, il est nécessaire que les projets d'investissements aient une certaine importance.

Toutefois, aucun minima ne sera imposé pour les projets présentés par des entreprises touchées par la fermeture des charbonnages.

e) Question :

L'application sélective de la loi du 14 juillet 1966 n'est-elle pas contraire à l'esprit de la loi ?

Réponse :

La réponse est négative.

*5. Les résultats des aides aux entreprises.**a) Question :*

Quelle est la répartition des emplois et des investissements encouragés par les lois des 17 juillet 1959 et 18 juillet 1959 ?

Réponse :

On trouvera des détails de cette répartition en annexe 2.

b) Question :

Quels sont les résultats financiers des entreprises aidées en application des lois de 1959 ?

Réponse :

Le Département ne dispose pas des possibilités matérielles pour fournir des statistiques du genre demandé.

En effet, il y aurait lieu de faire des recherches détaillées portant sur environ 2 350 dossiers.

D'ailleurs, le résultat d'une enquête pareille n'aurait qu'une portée très relative : on devrait pouvoir le comparer aux résultats financiers de toutes les entreprises établies dans le pays.

D'autre part, les résultats d'une seule année sont parfois tributaires de certaines influences conjoncturelles, accidentelles, etc...

En ce qui concerne les usines nouvelles, il est d'ailleurs normal que les résultats financiers ne soient pas positifs pendant la période de rodage.

Enfin, l'importance d'une entreprise ne peut pas uniquement être mesurée sur base des résultats financiers.

*6. Les investissements étrangers.**Question :*

Quels sont les moyens utilisés par le Gouvernement pour favoriser les investissements mixtes (belges et étrangers) ?

Réponse :

Le Gouvernement, qui dispose d'une certaine souplesse

Antwoord :

Om een versnippering van de inspanningen te voorkomen, zal de wet van 14 juli 1966 in beginsel voorbehouden zijn voor plannen die een oplossing kunnen brengen voor de moeilijkheden van de verschillende gewesten.

Daarom moeten de investeringsplannen enige omvang hebben.

Er zal evenwel geen minimum worden opgelegd voor de plannen, voorgelegd door ondernemingen die door de sluiting van kolenmijnen zijn getroffen.

e) Vraag :

Is de keuze bij de toepassing van de wet van 14 juli 1966 niet strijdig met de geest van de wet ?

Antwoord :

Het antwoord luidt ontkennend.

*5. Resultaten van de hulpverlening aan de ondernemingen.**a) Vraag :*

Hoe is de verdeling van de werkgelegenheid en van de investeringen, die aangemoedigd zijn door de wetten van 17 juli 1959 en 18 juli 1959 ?

Antwoord :

Bijzonderheden over die verdeling zijn te vinden in bijlage 2.

b) Vraag :

Wat zijn de financiële resultaten van de ondernemingen die werden geholpen bij toepassing van de wetten van 1959 ?

Antwoord :

Het Departement verkeert materieel niet in de mogelijkheid om dergelijke statistieken te bezorgen.

Daartoe zouden inderdaad nagenoeg 2 350 dossiers aan een grondig onderzoek moeten worden onderworpen.

De uitslag van een dergelijk onderzoek zou trouwens slechts een zeer betrekkelijke waarde hebben : die uitslag zou moeten kunnen worden vergeleken met de financiële resultaten van alle in het land gevestigde ondernemingen.

Voorts zijn de resultaten van één enkel jaar soms afhankelijk van bepaalde toevallige en conjunctuurinvloeden enz.

Wat de nieuwe fabrieken betreft, is het overigens normaal dat hun financiële resultaten in het aanvangsstadium niet positief zijn.

En ten slotte gelden voor het belang van een onderneming niet uitsluitend de financiële resultaten.

*6. Buitenlandse investeringen.**Vraag :*

Welke middelen heeft de Regering aangewend ter bevordering van gemengde investeringen (Belgisch en buitenlands kapitaal) ?

Antwoord :

De Regering past de wetten op de aanpak van de streek-

dans l'application des lois de relance économique régionale, réserve généralement ses aides maximales pour les cas d'entreprises mixtes.

7. La répartition du revenu national brut par région.

Question :

Dispose-t-on des chiffres du revenu national par tête d'habitant pour chaque arrondissement, ou à tout le moins par grande région économique ?

Réponse :

L'Institut National de Statistique a établi, sur la base du recensement de 1961, une répartition régionale du revenu national en 1961 uniquement, par province et par région : flamande, wallonne et bruxelloise.

Ces données vont paraître dans un de ses prochains bulletins. Elles sont reproduites en annexe 3.

L'I.N.S. n'a pas encore calculé l'évolution, dans le temps de cette répartition régionale du revenu, mais il a publié, l'an dernier, pour plusieurs années, le produit régional, par travailleur, du lieu de travail.

8. La responsabilité ministérielle de l'économie régionale.

Question :

Quelles sont les compétences respectives du Ministre des Affaires économiques et du Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour l'économie régionale ?

Réponse :

En matière d'économie régionale, le Département des Affaires économiques a conservé sa compétence traditionnelle dans les problèmes qui relèvent directement de son intervention : implantation d'entreprises, crédits d'investissement, aide aux initiatives régionales, développement économique régional, etc.

Il a, d'autre part, été créé auprès du Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour l'économie régionale, qui ne possède pas d'administration, une « Commission interdépartementale de coordination de la politique régionale ».

Cette Commission, à laquelle participe le Département des Affaires économiques, exerce sa mission de coordination dans les cas où plusieurs départements ministériels sont intéressés.

La Commission s'est plus particulièrement attachée à l'étude des programmes régionaux d'aménagement et d'équipement de zones industrielles en vue de la reconversion et du développement économique de diverses régions. Elle s'est aussi particulièrement attachée à l'étude de l'aide financière que l'Etat peut y apporter.

9. La décentralisation économique.

Question :

Où en est le projet de loi instituant une décentralisation économique ?

economie met enige soepelheid toe en verleent doorgaans de grootst mogelijke hulp aan gemengde ondernemingen.

7. Verdeling van het bruto nationaal inkomen per streek.

Vraag :

Zijn er cijfers beschikbaar betreffende het nationaal inkomen per inwoner, per arrondissement, of ten minste per grote economische streek ?

Antwoord :

Het Nationaal Instituut voor de Statistiek heeft, op basis van de telling van 1961, een gewestelijke verdeling van het nationaal inkomen per provincie en per gewest (Vlaamse, Waalse en Brusselse) opgesteld, doch alleen voor 1961.

Deze gegevens zullen in een van de eerstvolgende bulletins van het N.I.S. verschijnen. Ze zijn opgenomen in bijlage 3.

Het N.I.S. heeft de evolutie in de tijd van deze gewestelijke verdeling van het inkomen nog niet berekend, maar het heeft vorig jaar en voor verscheidene jaren het regionaal produkt van de arbeidsplaats per werknemer gepubliceerd.

8. Ministeriële verantwoordelijkheid inzake streekeconomie.

Vraag :

Wat zijn de respectieve bevoegdheden van de Minister van Economische Zaken en van de Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor de streekeconomie ?

Antwoord :

Inzake streekeconomie heeft het Departement van Economische Zaken zijn traditionele bevoegdheid behouden voor de vraagstukken waarmede het zich rechtstreeks bezighoudt : vestiging van ondernemingen, investeringskredieten, hulp aan gewestelijke initiatieven, economische streekontwikkeling enz.

Anderzijds werd bij de Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor de streekeconomie, die geen eigen administratie heeft, een « Interdepartementale Commissie voor de Coördinatie van het streekbeleid » opgericht.

Deze Commissie, waar het Departement van Economische Zaken deel aan heeft, vervult een coördinatietaken in de gevallen waarin verschillende ministeriële departementen betrokken zijn.

De Commissie heeft zich meer in het bijzonder toegelegd op de studie van de programma's van gewestelijke geschiktmaking en uitrusting van nijverheidsgebieden met het oog op de omschakeling en de economische ontwikkeling van verschillende gewesten. Zij heeft zich speciaal ingelaten met de studie van de financiële hulp die de Staat daaraan kan verlenen.

9. Economische decentralisatie.

Vraag :

Hoe ver staat het met het wetsontwerp tot invoering van de economische decentralisatie ?

Réponse :

Le projet qui est élaboré, est, pour l'instant, à l'examen au niveau gouvernemental.

D. — *L'industrie charbonnière.*1. *La politique charbonnière.*a) *Question :*

Quelle est la politique que le Gouvernement compte suivre en matière de politique charbonnière ?

Réponse :

Le recul structurel de la demande de charbon belge — régression de 2 939 000 tonnes en 1966 par rapport à l'année précédente —, un marché charbonnier pléthorique tant sur le plan de la C.E.C.A. que sur le plan mondial, les très lourdes charges financières à supporter par la communauté belge de même que la perspective d'une régression de la consommation de charbon dans les divers secteurs de l'économie, sont autant d'éléments qui ne laissent au Gouvernement aucun choix en ce qui concerne la politique à suivre en matière charbonnière. En effet, le déséquilibre entre l'offre et la demande existant en ce moment, et qui subsistera incontestablement au cours des années à venir, ne peut faire conclure qu'à la poursuite d'une politique d'assainissement et de réduction de la production, au moins à court et à moyen terme.

b) *Question :*

Quelle est la marge de sécurité de production à conserver par la Belgique ?

Réponse :

Les objectifs en cette matière ne peuvent être fixés par la Belgique que dans le cadre d'une politique énergétique communautaire, qui est seulement en voie d'élaboration.

Le problème de la sécurité d'approvisionnement ne se pose que pour les charbons non substituables, c'est-à-dire les fines à coke. Pour tous les autres usages, l'offre abondante et diversifiée en produits énergétiques existant à l'heure actuelle de même que la perspective d'une extension rapide du gaz naturel et de l'énergie nucléaire, assurent la sécurité d'approvisionnement et l'indépendance économique du pays d'une façon bien plus rationnelle que le maintien coûteux d'une production charbonnière non compétitive.

En ce qui concerne les charbons cokéfiabiles, il n'est pas exclu qu'une trop forte régression de la production communautaire et belge, conduise à une hausse sensible des prix des charbons américains, source la plus importante d'approvisionnement offrant suffisamment de sécurité. Une telle éventualité peut cependant perdre de son importance si d'autres pays producteurs (par exemple la Pologne) devaient développer leur offre sur le marché.

Enfin, il y a lieu de noter qu'en tout cas le problème de la sécurité d'approvisionnement n'est pas actuel, l'écart entre la production belge actuelle et les perspectives de consommation les plus optimistes dans un avenir rapproché étant tel que la politique de rationalisation poursuivie est la seule praticable. Compte tenu de tous ces éléments, le Gouvernement s'est fixé comme objectif de production en 1970 le niveau de 12 à 13 millions de tonnes. Le problème de la production à maintenir de 1970 à 1980 devra ensuite être examiné, à la lumière des décisions qui seront prises dans la Communauté.

Antwoord :

Dit ontwerp is uitgewerkt en wordt voor het ogenblik door de Regering onderzocht.

D. — *Steenkolenindustrie.*1. *Steenkolenbeleid.*a) *Vraag :*

Welke politiek is de Regering voornemens te volgen inzake steenkolen ?

Antwoord :

De structurele teruggang van de vraag naar Belgische kolen — vermindering met 2 939 000 ton in 1966 ten opzichte van het vorige jaar —, een oververzadigde markt van steenkolen zowel op het niveau van de E.G.K.S. als op wereldniveau, de zeer zware financiële lasten die de Belgische gemeenschap moet torsen, evenals het vooruitzicht van een aanhoudende teruggang van het steenkoolverbruik in de verschillende sectoren van de economie, zijn allemaal factoren die de Regering geen keus overlaten met betrekking tot het te volgen steenkolenbeleid. Het thans bestaande gebrek aan evenwicht tussen het aanbod en de vraag, hetwelk onbetwistbaar tijdens de volgende jaren zal aanhouden, kan immers slechts tot het besluit leiden dat een politiek van sanering en van vermindering van de produktie, althans op korte en half lange termijn, dient te worden gevoerd.

b) *Vraag :*

Welke veiligheidsmarge moet België inzake produktie in acht nemen ?

Antwoord :

De normen op dit gebied kunnen door België slechts worden bepaald in het raam van een gemeenschappelijk energiebeleid dat men thans nog maar aan het uitwerken is.

Het vraagstuk van de veiligheid inzake bevoorrading rijst slechts voor niet vervangbare kolen, dit wil zeggen de fijne cokeskolen. Voor al het overige verbruik bieden het overvloedige en zeer verscheiden aanbod van de thans bestaande energieprodukten evenals het vooruitzicht op een spoedige uitbreiding van het gebruik van aardgas en kernenergie, de zekerheid van bevoorrading en van de economische onafhankelijkheid van ons land op heel wat rationeler wijze dan door de kostbare instandhouding van een kolenproduktie zonder mededingsvermogen.

Voor de kolen die tot cokes kunnen verwerkt worden, is het niet uitgesloten dat een al te grote teruggang van de produktie in de Gemeenschap en in België zou leiden tot een gevoelige verhoging van de prijzen van Amerikaanse kolen die de voornaamste bevoorradingsbron zijn en voldoende veiligheid bieden. Een dergelijke mogelijkheid kan nochtans minder belangrijk worden indien andere producerende landen (Polen, b.v.) hun aanbod op de markt zouden uitbreiden.

Ten slotte zij opgemerkt dat het vraagstuk van de zekerheid van de bevoorrading in ieder geval niet actueel is, daar het verschil tussen de huidige Belgische produktie en de meest optimistische vooruitzichten inzake het verbruik in een nabije toekomst van die aard is dat de ondernomen rationaliseringspolitiek de enige is die kan toegepast worden. Rekening houdend met al die gegevens heeft de Regering zich voor 1970 een produktiepeil van 12 tot 13 miljoen ton tot doel gesteld. De vraag, welke produktie men zal moeten in stand houden van 1970 tot 1980, zal vervolgens moeten onderzocht worden in het licht van de door de Gemeenschap te treffen beslissingen.

2. La production de coke et l'approvisionnement des fours à coke.

a) Question :

A la suite de la fermeture des charbonnages du Centre, un problème d'approvisionnement se pose pour la cokéfaction de la cokerie voisine (la Carbonisation Centrale à Tertre); cet approvisionnement est actuellement assuré pour 50 à 60 % de charbon limbourgeois, charbon grevé des frais de transports.

Si d'autre part, Sidmar s'approvisionnait aux Pays-Bas, pourquoi Tertre ne pourrait-il pas acheter du charbon américain moins cher, pour se maintenir en vie ?

Un membre s'oppose à ce que le charbon américain soit préféré au charbon limbourgeois. Il demande au Ministre de se prononcer formellement sur cette question.

Un autre membre estime que Sidmar, ayant été aidé financièrement par l'Etat, se doit d'acheter des cokes belges, produits avec du charbon belge. Il demande au Ministre d'insister auprès de Sidmar pour qu'il en soit ainsi.

Réponse :

Ce problème se décompose en deux points essentiellement différents :

- l'écoulement du coke produit par « Carbonisation Centrale ». Ce problème est lié à l'approvisionnement de Sidmar;
- l'approvisionnement de « Carbonisation Centrale » en fines à coke. Ici, il faudra examiner les répercussions de la fermeture du siège de Tertre des « Charbonnages du Borinage ».

La capacité de production maximale de coke sidérurgique de « Carbonisation Centrale » varie, selon la qualité de la pâte enfournée, de 627 000 à 660 000 tonnes par an. Cette entreprise dispose d'autre part d'engagements fermes pour chacune des années 1967 et 1968 se rapportant à un écoulement de 536 000 à 648 000 tonnes. Il reste ainsi un solde disponible allant de 79 000 à 124 000 tonnes, pour autant que la capacité existante soit utilisée à 100 %. Pour l'année 1967, ce solde, qui n'atteindra probablement pas les chiffres théoriques mentionnés ci-avant par le fait que l'enfournement global restera quelque peu en-dessous du maximum possible, devra s'écouler vers des clients divers, tant belges qu'étrangers. Sidmar ne recevra cette année pas de coke de « Carbonisation Centrale », son approvisionnement étant assuré par la cokerie de Sluiskil (Pays-Bas) pour les 2/3 et par une autre cokerie belge, pour le reste. En 1968, la situation prendra un autre aspect. Les besoins en coke de Sidmar passeront en effet de 250 000 tonnes en 1967 à 500 000 ou 600 000 tonnes l'année suivante. Les cokeries hollandaises ne seront pas en mesure d'assurer la couverture de ces besoins accrus, ce qui ouvre des débouchés pour les cokeries belges. Ce problème important est étudié et négocié en ce moment par le Directoire de l'Industrie charbonnière. Des premières indications, il résulte que la capacité disponible à « Carbonisation Centrale » pour Sidmar sera très probablement utilisée à partir de 1968.

La capacité d'enfournement de charbon à « Carbonisation Centrale » s'élève à 3 000 tonnes par jour ou à 1 100 000 tonnes par an.

L'enfournement probable en 1967 sera de l'ordre de 1 090 000 tonnes de charbon, dont 200 000 tonnes de charbon étranger (dans le cadre de contrats de travail à façon pour l'ARBED et HADIR) et 890 000 tonnes de charbon belge. De ces 890 000 tonnes de charbon belge, 125 000 ton-

2. Produktie van cokes en bevoorrading van de cokesovens.

a) Vraag :

Ingevolge de sluiting van de steenkolenmijnen van het Centrum staat men met betrekking tot de cokesverwerking voor een vraagstuk van bevoorrading van de nabijgelegen cokesfabriek (« La Carbonisation Centrale » te Tertre); deze bevoorrading bestaat thans voor 50 à 60 % uit Limburgse kolen, die door de vervoerkosten worden bezwaard.

Indien anderzijds Sidmar zich in Nederland zou bevoorraden, waarom zou Tertre dan geen goedkopere Amerikaanse kolen mogen kopen ten einde het bedrijf in stand te kunnen houden ?

Een lid verzet er zich tegen dat aan de Amerikaanse kolen de voorkeur zou gegeven worden boven de Limburgse. Hij verzocht de Minister daarover een duidelijke verklaring af te leggen.

Een ander lid is van mening dat Sidmar, daar het financieel gesteund werd door de Staat, Belgische cokes, die uit Belgische kolen gewonnen zijn, moet kopen. Hij verzoekt de Minister daartoe bij Sidmar aan te dringen.

Antwoord :

Het vraagstuk omvat twee essentieel verschillende punten :

- de afzet van de cokes, voortgebracht door « Carbonisation Centrale ». Dat vraagstuk hangt samen met de bevoorrading van Sidmar;
- de bevoorrading van « Carbonisation Centrale » met cokesfijnkolen. Hier dient de weerslag van de sluiting van de mijn te Tertre van de « Charbonnages du Borinage » te worden onderzocht.

Het maximum produktievermogen aan hoogovenkokes van « Carbonisation Centrale » varieert, volgens de kwaliteit van de gebruikte koek, van 627 000 tot 660 000 ton per jaar. Die onderneming beschikt over vaste verbintenissen voor elk van de jaren 1967 en 1968, waarmee een afzet van 536 000 tot 648 000 ton gemoeid is. Er blijft dus een overschot van 79 000 tot 124 000 ton, voor zover het huidige vermogen volledig wordt gebruikt. Voor 1967 zal het overschot, dat waarschijnlijk beneden de bovenvermelde theoretische cijfers zal blijven doordat het globale verbruik enigszins onder het maximumvermogen zal blijven, aan verschillende Belgische en buitenlandse cliënten moeten worden verkocht. Sidmar zal dit jaar geen cokes van « Carbonisation Centrale » betrekken, daar 2/3 van de vereiste cokes geleverd wordt door de cokestabrick te Sluiskil (Nederland) en de rest door een andere Belgische cokesfabriek. In 1968 zal de toestand er anders uitzien. De cokesbehoefte van Sidmar zullen inderdaad van 250 000 ton in 1967 stijgen tot 500 000 of 600 000 ton voor het daaropvolgende jaar. De Nederlandse cokesfabrieken zullen niet in staat zijn die grotere behoefte te dekken, zodat hier een afzetgebied voor de Belgische cokesfabrieken geopend wordt. Dat belangrijk probleem wordt op het ogenblik onderzocht en besproken door het Directorium van de Steenkoolnijverheid. Uit de eerste gegevens blijkt dat het bij « Carbonisation Centrale » beschikbare vermogen voor Sidmar zeer waarschijnlijk van 1968 af zal worden gebruikt.

De omvang van het verbruik van kolen bij « Carbonisation Centrale » bedraagt 3 000 ton per dag, hetzij 1 100 000 ton per jaar.

In 1967 zal het verbruik waarschijnlijk 1 090 000 ton bedragen, waarvan 200 000 ton buitenlandse steenkolen (in het kader van de tariefwerkcontracten voor ARBED en HADIR) en 890 000 ton Belgische steenkolen. Van die 890 000 ton Belgische steenkolen is 125 000 ton afkomstig

nes proviendront du siège de Tertre des Charbonnages du Borinage, le restant étant fourni à 25 000 tonnes près par le bassin campinois. Une telle structure d'approvisionnement est la plus favorable possible pour les charbonnages belges, puisque les charbons étrangers sont achetés par l'ARBED et l'HADIR qui les font transformer en coke à « Carbonisation Centrale ». Elle posera cependant certains problèmes techniques à cette cokerie à partir du moment où le siège de Tertre (producteur d'un charbon 3/4 gras) sera fermé, puisque la pâte à coke à enfourner risque de devenir trop grasse pour produire du coke de bonne qualité. Il faudra à ce moment trouver un charbon de mélange d'une qualité équivalente soit en Belgique, soit à l'étranger; disons cependant que le disponible en charbons 3/4 gras de mélange est très limité en Belgique. Pour l'année 1968, la structure de l'approvisionnement de « Carbonisation Centrale », tout comme celle des autres cokeries, est à revoir à la lumière de l'état du marché du moment. On peut toutefois assurer dès à présent que la solution qui interviendra tiendra compte de la nécessité d'assurer une activité durable à « Carbonisation Centrale » et des impératifs économiques et techniques posés par le besoin d'écouler un maximum de charbon belge, d'une part, et par l'importance de mélange nécessaire, d'autre part.

b) *Question :*

La C.E.C.A. est-elle décidée à subsidier les fines à coke destinées à la sidérurgie ?

Réponse :

A ce jour, la C.E.C.A. n'a pris aucune décision quant aux subsides à accorder aux fines à coke destinées à la sidérurgie. Ce point doit normalement être porté à l'ordre du jour du Conseil spécial des Ministres de la C.E.C.A. le 16 février 1967.

3. *La fusion des charbonnages de Campine.*

Question :

Quelle est la politique suivie par le Gouvernement en vue de la fusion des Charbonnages de Campine ? Quelle est la teneur des accords déjà intervenus ?

Réponse :

Les négociations n'étant pas terminées, le Ministre, ne peut actuellement répondre à ces questions. Il viendra exposer à la Commission l'ensemble de ce problème aussitôt que les accords seront conclus.

4. *L'accord de programmation sociale pour l'industrie charbonnière.*

Question :

Que coûtera à l'Etat l'accord de programmation sociale pour l'industrie charbonnière ?

Réponse :

L'accord de programmation sociale pour l'industrie charbonnière a été réalisé en Commission Nationale Mixte où l'Etat n'était pas partie. Cela implique donc que celui-ci n'est pas directement engagé dans les charges nouvelles à résulter de la programmation. Cependant, comme il octroie

van de zetel te Tertre van de « Charbonnages du Borinage »; op 25 000 ton na wordt de rest van deze steenkool geleverd door het Kempense bekken. Een dergelijke bevoorradingsstructuur is de gunstigste voor de Belgische steenkolenmijnen, aangezien de vreemde steenkolen gekocht worden door ARBED en HADIR, die ze verwerken tot cokes in « Carbonisation Centrale ». Deze cokesfabriek zal echter voor bepaalde technische problemen gesteld worden zodra de zetel te Tertre (die een 3/4 vette steenkool voortbrengt) zal gesloten worden, daar het gevaar bestaat dat de cokeskoek een te hoog vetgehalte zal bevatten om cokes van goede kwaliteit te kunnen voortbrengen. Op dat ogenblik zal men in België of in het buitenland mengkolen van dezelfde kwaliteit moeten vinden; nochtans is 3/4 vette steenkool in België zeer schaars. Voor het jaar 1968 zal de bevoorradingsstructuur van « Carbonisation Centrale », evenals die van andere cokesfabrieken herzien moeten worden aan de hand van de toestand van de markt op dat ogenblik. Niettemin kan men nu reeds bevestigen dat de oplossing rekening zal moeten houden met de noodzakelijkheid aan de « Carbonisation Centrale » een blijvende activiteit te geven, alsmede met de economische en technische eisen van een zo groot mogelijk verbruik van Belgische steenkolen enerzijds en met de omvang van het vereiste mengsel anderzijds.

b) *Vraag :*

Is de E.G.K.S. bereid de voor de ijzer- en staalnijverheid noodzakelijke fijne cokeskolen te subsidiëren ?

Antwoord :

Tot op heden heeft de E.G.K.S. geen enkele beslissing genomen in verband met de subsidies welke zullen worden toegekend aan de voor de ijzer- en staalnijverheid bestemde fijne cokeskolen. Deze kwestie moet normaal op de agenda komen van de bijzondere Ministerraad van de E.G.K.S., welke op 16 februari 1967 plaats heeft.

3. *Fusie van de Kempense kolenmijnen.*

Vraag :

Welk beleid voert de Regering met het oog op de fusie van de Kempense kolenmijnen ? Wat behelzen de reeds bereikte overeenkomsten ?

Antwoord :

Aangezien de besprekingen niet geëindigd zijn, kan de Minister die vragen thans niet beantwoorden. Hij zal het gehele probleem voor de Commissie uiteenzetten, zodra de overeenkomsten gesloten zijn.

4. *Het akkoord inzake sociale programmatie voor de steenkolenindustrie.*

Vraag :

Hoeveel zal het akkoord inzake sociale programmatie voor de steenkolenindustrie aan de Staat kosten ?

Antwoord :

Het akkoord inzake sociale programmatie voor de steenkolenindustrie is tot stand gekomen in de Nationale Gemengde Mijncommissie, waarin de Staat geen vertegenwoordigde partij was. De Staat is derhalve niet rechtstreeks verbonden ten aanzien van de nieuwe lasten die uit de

des subventions en couverture des pertes enregistrées par les charbonnages, on peut dire qu'il supportera en fait la part qui incombera aux charbonnages déficitaires.

Quant aux charges nouvelles, elles se décomposent comme suit :

1^o une hausse de 2,25 % des salaires à partir du 1^{er} janvier 1967.

2^o une majoration de 500 francs de la prime de fin d'année aux ouvriers mineurs, laquelle passe ainsi de 4 000 à 4 500 francs;

3^o une majoration de 500 francs de l'indemnité pour vêtements de travail;

4^o la moitié du doublement du pécule de vacances pour la troisième semaine de congé accordée aux ouvriers mineurs.

Ce dernier point constitue la confirmation de l'accord interprofessionnel de décembre 1965. Celui-ci précise que ce doublement sera réalisé en deux stades : le premier en 1967, le second en 1968.

Quant à l'estimation chiffrée de ces charges, le Directorate de l'Industrie charbonnière l'a évaluée comme suit par rapport aux salaires :

1 ^{er} point	...	...	...	2,25 %
2 ^e point	...	...	...	0,30 %
3 ^e point	...	...	...	0,30 %
4 ^e point	...	...	...	0,60 %
Total				3,45 %

Chaque % de salaire est estimé à quelque 91 millions de francs. D'où 3,45 % donnent 313,95 millions.

E. — L'énergie nucléaire.

1. L'énergie électrique de source nucléaire.

Question :

Quel est le programme d'implantation de centrale électrique basée sur l'énergie nucléaire ? Quel est le prix du courant que l'on peut obtenir par cette source comparé aux autres sources d'énergie ?

Réponse :

Il y a très peu de temps que le Comité ministériel de coordination économique a admis les conclusions d'un groupe de travail institué par le Département des Affaires économiques en ce qui concerne l'énergie de source nucléaire.

Les conclusions de ce rapport étaient formelles. Tant en ce qui concerne l'approvisionnement de l'énergie primaire que les problèmes d'investissements de l'industrie électrique, il apparaît que la mise en service de deux centrales nucléaires de 600 MW, à partir de 1971, serait avantageuse, les sites de Tihange et de Doel étant retenus. D'autre part, un troisième site, Zeebrugge, a été retenu pour l'installation d'une troisième centrale.

Des études effectuées par le Département des Affaires économiques, il ressort que le coût en centimes par kWh net pour un facteur de charge de 7 000 heures par an serait de 38,32 avec alimentation en charbon, de 35,04 avec alimentation en fuel, de 32,90 avec alimentation en pitch et de 32,38 avec alimentation d'origine nucléaire. Il est clair que cette dernière industrie est destinée à prendre un essor sérieux dans un tout proche avenir. Il s'agit ici de calculs portant sur des centrales de 600 MW.

programmation zullen voortvloeiën. Doch aangezien hij toelagen verleent om het door de kolenmijnen geleden verlies te dekken, mag worden gesteld dat hij feitelijk het gedeelte zal dragen dat ten laste komt van de verlies opleverende mijnen.

De nieuwe lasten vallen als volgt uiteen :

1^o een loonsverhoging met 2,25 % met ingang van 1 januari 1967;

2^o een verhoging met 500 frank van de eindejaarspremie voor de mijnwerkers, die aldus van 4 000 frank op 4 500 frank gebracht wordt;

3^o een verhoging met 500 frank van de vergoeding voor werkkledij;

4^o de helft van de verdubbeling van het vakantiegeld voor de derde week vakantie die aan de mijnwerkers wordt toegekend.

Dit laatste punt is de bevestiging van het interprofessioneel akkoord van december 1965. Dit akkoord bepaalt dat de verdubbeling in twee stadia zal geschieden : de eerste in 1967, de tweede in 1968.

Die lasten worden volgens het Directorium voor de Kolennijverheid geraamd op de volgende cijfers in verhouding tot de lonen :

1 ^{ste} punt	...	...	...	2,25 %
2 ^{de} punt	...	...	...	0,30 %
3 ^{de} punt	...	...	...	0,30 %
4 ^{de} punt	...	...	...	0,60 %
Totaal				3,45 %

Ieder percent van het loon wordt op ongeveer 91 miljoen frank geraamd. 3,45 % betekent dus 313,95 miljoen.

E. — Kernenergie.

1. Elektrische energie van nucleaire oorsprong.

Vraag :

Wat is het programma inzake vestiging van door kernenergie aangedreven elektrische centrales ? Hoeveel bedraagt de prijs van de aldus verkregen stroom in vergelijking met die uit andere energiebronnen ?

Antwoord :

Het Ministerieel Comité voor economische coördinatie heeft onlangs de besluiten goedgekeurd van een werkgroep die door het Departement van Economische Zaken is ingesteld om het probleem van de kernenergie te bestuderen.

De besluiten van het door die werkgroep opgestelde verslag waren formeel. Het blijkt dat de indienstneming, vanaf 1971, van twee elektrische centrales van 600 MW voordelig zou zijn, zowel wat de voorziening met primaire energie betreft als inzake investeringsproblemen van de elektriciteitsindustrie. Als vestigingsplaats werden Tihange en Doel aangeduid. Zeebrugge werd bovendien als derde vestigingsplaats aangeduid voor de installatie van een derde centrale.

Uit een door het Departement van Economische Zaken gemaakte studie blijkt dat de kostprijs in centimes per netto-kWu voor een belastingsfactor van 7 000 uren per jaar 38,32 zou bedragen voor elektriciteit op basis van steenkolen, 35,04 voor elektriciteit op basis van zware olie, 32,90 voor elektriciteit op basis van pitch en 32,38 voor elektriciteit op basis van kernenergie. Het is duidelijk dat die industrie zich in de naaste toekomst aanzienlijk zal ontwikkelen. De berekeningen werden gemaakt voor centrales van 600 MW.

2. *Le Centre de recherche nucléaire de Mol.**Question :*

L'Euratom vient, moyennant préavis d'un an, de rompre le contrat qui le liait avec le Centre d'étude nucléaire de Mol. Trois solutions sont possibles :

- prise en charge totale du BR 2 par l'Euratom;
- fin des activités du BR 2;
- prise en charge complète par la Belgique.

Quelle solution adoptera le Gouvernement ?

Réponse :

Le troisième plan quinquennal de l'Euratom n'ayant pas encore été approuvé, cet organisme s'est trouvé dans l'obligation de donner un préavis officiel d'un an prenant cours le 1^{er} janvier 1967.

Dès que le Gouvernement a été saisi de ce problème, une Commission, paritairement composée, s'est réunie.

Dans une lettre que le Ministre a adressée le 28 décembre dernier à la Commission de l'Euratom, il a été bien spécifié que le problème intéresse au plus haut point la Belgique, et que notre pays devra étudier le troisième programme quinquennal d'Euratom dans le cadre des actions qui présentent une utilité directe pour sa politique scientifique.

La Commission a répondu, en date du 5 janvier 1967, que les dispositions qu'elle avait prises étaient d'ordre purement administratif et de caractère conservatoire.

La prise en charge complète par l'Euratom a été discutée il y a environ 8 ans et, depuis lors, l'Euratom n'a toujours pris à sa charge qu'une partie des frais d'exploitation du BR 2. Cette éventualité ne se pose, par conséquent, pas pour le moment.

La fin des activités du BR 2 ne sera pas prise en considération aussi longtemps que les experts compétents seront d'avis que le BR 2 peut être utile à la recherche technologique ou scientifique en Belgique.

Enfin, l'éventualité de la prise en charge complète par la Belgique est prématurée, les négociations avec l'Euratom étant à peine entamées.

F. — *Le gaz naturel.*1. *Le prix du gaz naturel.*a) *Question :*

Quel est le prix du gaz destiné à l'industrie et celui destiné à la distribution ?

Réponse :

Le prix du gaz destiné à l'industrie a été fixé aux termes d'un contrat intervenu entre Distrigaz et la N.A.M. le 9 décembre 1965, à la réunion de deux facteurs :

- un terme fixe égal au produit du cube journalier maximum contractuel par 10,263 Dct (Deutsch cents);
- un terme proportionnel égal au produit de la somme des cubes prélevés par 4,474 Dct.

Traduit en francs belges, le prix se situe aux environs de F 0,5237.

Le prix du gaz destiné à la distribution est égal au produit des quantités livrées par 4,737 Dct, soit F 0,7481.

b) *Question :*

Le prix du gaz naturel en Belgique ne doit-il pas être égal à celui pratiqué aux Pays-Bas ? Quelles sont les dispositions du contrat et sont-elles respectées ?

2. *Het Studiecentrum voor kernenergie te Mol.**Vraag :*

Euratom heeft met een opzegging van één jaar de overeenkomst met het Studiecentrum voor kernenergie te Mol verbroken. Dit probleem kan op drie wijzen worden geregeld :

- Euratom neemt de BR 2 volledig ten laste;
- De BR 2 wordt buiten werking gesteld;
- België neemt de BR 2 volledig over.

Welke oplossing wordt door de Regering overwogen ?

Antwoord :

Daar het derde vijfjarenplan van Euratom nog niet goedgekeurd is, was die instelling verplicht een officiële opzegging te geven van één jaar, ingaande op 1 januari 1967.

Zodra de Regering kennis kreeg van dit probleem, is een paritair samengestelde Commissie bijeengekomen.

In een op 28 december j.l. aan de Euratom-Commissie gerichte brief heeft de Minister duidelijk gesteld dat ons land het grootste belang hecht aan dit probleem en dat wij het derde vijfjarenplanprogramma van Euratom zullen bestuderen in zoverre dit rechtstreeks nut voor ons wetenschapsbeleid heeft.

Op 5 januari 1967 antwoordde de Commissie dat de door haar getroffen schikkingen louter administratief en conservatoir zijn.

De volledige tenlasteneming door Euratom is vóór ongeveer acht jaar besproken en sedertdien heeft Euratom de exploitatiekosten van de BR 2 slechts gedeeltelijk ten laste genomen. Die mogelijkheid is dus voor het ogenblik niet aan de orde.

Er wordt niet aan gedacht de BR 2 buiten werking te stellen zolang de bevoegde deskundigen van mening zijn dat de BR 2 van nut kan zijn voor het technologisch en wetenschappelijk onderzoek in België.

Ten slotte is een eventuele volledige tenlasteneming door België voorbarig, daar de onderhandelingen met Euratom pas aangevat zijn.

F. — *Aardgas.*1. *De prijs van het aardgas.*a) *Vraag :*

Wat is de prijs voor de nijverheid en voor de openbare distributienetten ?

Antwoord :

De prijs van het gas voor de nijverheid is vastgesteld in een op 9 december 1965 gesloten contract tussen Distrigaz en de N.A.M. Hij is samengesteld uit twee factoren :

- een vaste term, gelijk aan het produkt van de hoogste dagelijkse hoeveelheid volgens contract met 10,263 Dct (Deutsch cents) ;
- een evenredige term, gelijk aan het produkt van de som van de afgenomen hoeveelheden met 4,474 Dct.

In Belgische frank uitgedrukt ligt de prijs rond F 0,5237.

De prijs van het gas voor de openbare voorziening is gelijk aan het produkt van de geleverde hoeveelheden met 4,737 Dct, hetzij F 0,7481.

b) *Vraag :*

Moet de prijs van het aardgas in België niet dezelfde zijn als in Nederland ? Wat zegt het contract en worden die bepalingen nageleefd ?

Réponse :

Pour un même facteur de charge, le prix « frontière » pratiqué pour la fourniture de gaz naturel à Distrigaz devrait permettre à celui-ci d'établir un prix « entrée distribution » qui ne serait supérieur à celui pratiqué aux Pays-Bas que de la différence entre le coût du transport Slochteren-Bruxelles et le coût du transport Slochteren-Utrecht, ces deux villes étant considérées comme centre de distribution.

Des renseignements dont dispose le Département des Affaires économiques, il résulte que l'écart existant entre les prix serait quelque peu supérieur à cette différence et qu'au surplus, l'écart est encore plus important et plus dommageable pour le gaz destiné à l'industrie.

Ces deux discriminations ont été signalées à la Commission de la C.E.E. en 19...

La Commission a considéré cette information comme une plainte fondée sur l'article 86 du Traité de Rome et a entrepris une enquête auprès des intéressés.

Pour permettre la reprise des négociations entre Distrigaz et la « Nederlandse Aardolie Maatschappij », le Gouvernement belge a formellement retiré cette plainte en 1965. C'est ainsi qu'en sa séance du 29 octobre 1965, la C.M.C.E.S. a décidé notamment :

- d'approuver les conditions des contrats d'importations par Distrigaz et de lui permettre de signer ces documents;
- de maintenir, et au besoin de rappeler la demande adressée à la Commission de la C.E.E.;
- de poursuivre les pourparlers avec le Gouvernement néerlandais pour la création d'un groupe technique mixte destiné à examiner la structure du prix, les coûts de transport de même que la discrimination éventuelle que la C.E.E. découvrirait.

A titre de précaution, une lettre, annexée au contrat de Distrigaz, stipule en son point 3 :

« Dans le cas où il serait estimé que les conditions faites par la N.A.M. sont contraires au Traité de Rome, Distrigaz pourrait demander l'avis de l'organisme administratif compétent, à savoir la Commission européenne à Bruxelles.

» L'avis de cette Commission serait impératif pour la N.A.M., sous réserve pour celle-ci de faire appel à la Cour de Justice des Communautés européennes ».

Le groupe technique dont question ci-avant a été constitué et a déjà tenu une réunion. Il doit se réunir à nouveau très prochainement. Il sera constitué cette fois à un niveau plus élevé.

c) Question :

Le Gouvernement des Pays-Bas n'a-t-il pas proposé des tarifs discriminatoires en vue d'influencer l'implantation d'industries nouvelles sur son territoire ?

Réponse :

Il n'est pas possible d'affirmer actuellement et de façon certaine qu'il y ait aux Pays-Bas des installations d'usines nouvelles qui ont pu se faire grâce à un prix de gaz naturel discriminatoire.

Les conversations avec les fonctionnaires hollandais ont été ralenties par suite du changement de gouvernement chez nos voisins. Des contacts seront repris encore à la fin du mois de janvier.

Antwoord :

Onder dezelfde omstandigheden moet de prijs aan de grens, toegepast voor de levering van aardgas aan Distrigaz, die maatschappij in staat stellen een prijs « begin distributie » te bepalen die niet hoger is dan de in Nederland toegepaste prijs, tenzij voor het verschil tussen de kosten voor het vervoer Slochteren-Brussel en het vervoer Slochteren-Utrecht (waarbij die twee steden als distributiecentra beschouwd worden).

Uit de inlichtingen waarover het Departement van Economische Zaken beschikt, blijkt dat het prijsverschil iets hoger zou liggen dan dit verschil en dat overigens het prijsverschil nog groter en nadeliger is voor het voor de industrie bestemde gas.

In 19... is de Commissie van de E.E.G. op de hoogte gebracht van die twee discriminaties.

De Commissie heeft die informatie beschouwd als een op artikel 86 van het Verdrag van Rome gegronde klacht en zij heeft een onderzoek bij de betrokkenen ingesteld.

Om de hervatting van de onderhandelingen tussen Distrigaz en de Nederlandse Aardolie Maatschappij mogelijk te maken, heeft de Belgische Regering in 1965 die klacht uitdrukkelijk ingetrokken. Zo heeft het M.C.E.S.C. in zijn vergadering van 29 oktober 1965 met name besloten :

- de in de invoercontracten van Distrigaz bepaalde voorwaarden goed te keuren en deze maatschappij die documenten te laten ondertekenen;
- de aan de Commissie van de E.E.G. gerichte vraag te handhaven en zo nodig te herhalen;
- de onderhandelingen met de Nederlandse Regering voort te zetten met betrekking tot de oprichting van een gemengde technische groep voor het onderzoeken van de structuur van de prijs, de vervoerkosten alsmede de eventuele discriminatie die de E.E.G. mocht ontdekken.

Bij wijze van voorzorg bepaalt punt 3 van een bij het contract van Distrigaz gevoegde brief dat :

« Ingeval men mocht oordelen dat de door de N.A.M. vastgestelde voorwaarden strijdig zijn met het verdrag van Rome, Distrigaz het advies zou kunnen inwinnen van het bevoegde administratief orgaan, nl. de Europese Commissie te Brussel.

» Het advies van deze Commissie zal dwingend zijn voor de N.A.M., onder voorbehoud dat die hoger beroep kan instellen bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen ».

Bovenbedoelde technische groep is samengesteld en is reeds éénmaal bijeengekomen. Zij moet eerstdaags opnieuw vergaderen. Zij zal ditmaal op een hoger niveau samengesteld worden.

c) Vraag :

Heeft de Nederlandse Regering geen afwijkende tarieven voorgesteld om de vestiging van nieuwe industrieën in Nederland te beïnvloeden ?

Antwoord :

Het is niet mogelijk thans met zekerheid te beweren dat nieuwe ondernemingen zich in Nederland hebben kunnen vestigen dank zij een afwijkende aardgasprijs.

De onderhandelingen met de Nederlandse ambtenaren werden vertraagd ten gevolge van de regeringswijziging bij onze noorderburen. Nieuwe contacten zullen nog op het einde van de maand januari worden aangeknoopt.

2. *Le stockage du gaz naturel.**Question :*

Le stockage du gaz naturel dans des anciens puits est techniquement possible, mais non légalement. Le Gouvernement étudie-t-il une modification de la législation en cette matière ?

Réponse :

Une Commission instituée par arrêté royal du 5 août 1966 a comme mission d'étudier et de faire des propositions en matière législative et réglementaire pour assurer la sécurité des personnes et des choses en rapport avec le stockage souterrain de gaz combustibles et ce, quel que soit le site envisagé, qu'il soit nouveau (terrain vierge), ou préexistant (anciennes mines par exemple).

Un cas concret se présente dans le Hainaut, où les travaux souterrains d'une mine définitivement fermée paraissent propices au stockage souterrain et où des essais préliminaires très poussés ont été entrepris, en 1964 et 1965, par la direction de la mine en collaboration avec l'Administration des Mines.

Le 3 mars 1966, une réunion s'est tenue au siège de la division minière de Charleroi, en présence de délégués du charbonnage, de représentants de Distrigaz et de juristes du Département des Affaires économiques.

Sur le plan technique comme sur le plan administratif, il est apparu que la lacune fondamentale consistait en l'absence de dispositions légales permettant l'opération de stockage.

L'Administration des Mines a élaboré un projet de loi qui est actuellement soumis à l'avis du Service juridique du Département, avant de faire l'objet d'un examen en commun avec tous les intéressés.

Ce projet de loi « sur les sites-réservoirs souterrains » est de portée générale; il vise le stockage souterrain de gaz combustibles d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés dans des sites-réservoirs, naturels ou artificiels. La recherche et l'exploitation de tels sites seraient réservés à l'Etat ou aux titulaires d'un permis octroyé par le Roi.

3. *La distribution de gaz naturel.**Question :*

Quel sera le coût de la reconversion totale du réseau de transport de distribution de gaz de ville en gaz naturel ?

Réponse :

La conversion totale des réseaux de transport et de distribution du gaz nécessitera 12 milliards de francs belges d'ici 1970. Cet investissement se répartit comme suit :

- les investissements dits « immatériels » comportant notamment les modifications à apporter aux appareils des utilisateurs. La dépense à en résulter est estimée à 3 000 francs par compteur, soit pour quelque 1 500 000 compteurs, environ 4,5 milliards de francs.
- les investissements du grand transporteur (Distrigaz) sont évalués à 5,5 milliards de francs.
- les investissements à réaliser par les producteurs et distributeurs sont évalués à 2 milliards de francs.

c) Question :

Les sociétés distributrices font de la propagande en vue de la substitution du gaz naturel. D'aucuns estiment cette

2. *Het opslaan van aardgas.**Vraag :*

Het opslaan van aardgas in oude putten is technisch uitvoerbaar, maar stuit op wettelijke bezwaren. Is de Regering voornemens een wijziging van de ter zake geldende wetgeving in overweging te nemen ?

Antwoord :

Een bij koninklijk besluit van 5 augustus 1966 ingestelde Commissie is belast met de studie van het probleem van het opslaan van aardgas; zij heeft tevens tot taak wets- en reglementsbepalingen voor te stellen om de veiligheid van personen en zaken te verzekeren in verband met het opslaan van brandbare gassen in ondergrondse bergplaatsen, ongeacht de in overweging genomen bergplaats: nl. een nieuwe (onbebouwde grond) of een reeds bestaande plaats (oude mijn bij voorbeeld).

In Henegouwen vindt men daarvan een concreet voorbeeld: de ondergrondse werken van een definitief gesloten mijn, welke geschikt lijken voor het ondergrondse opslaan en waar in 1964 en 1965 door de directie van de mijn in samenwerking met de Administratie van het Mijnwezen verdoorgedreven proefnemingen zijn uitgevoerd.

Op 3 maart 1966 werd ten zetel van de mijnafdeling van Charleroi een bijeenkomst gehouden in aanwezigheid van afgevaardigden van de kolenmijn, vertegenwoordigers van Distrigaz en juristen van het Departement van Economische Zaken.

Op het technische evenals op het administratieve vlak bleek dat de fundamentele leemte bestond in het gebrek aan wettelijke bepalingen welke het opslaan mogelijk maken.

De Administratie van het Mijnwezen heeft een wetsontwerp uitgewerkt, dat thans voor advies is voorgelegd aan de juridische Dienst van het Departement, vooraleer door alle betrokkenen gezamenlijk te worden onderzocht.

Het bedoelde wetsontwerp « betreffende de ondergrondse bergplaatsen » heeft een algemene draagwijdte: het heeft nl. betrekking op het ondergrondse opslaan van brandbare gassen, vloeibare of vloeibaar gemaakte koolwaterstoffen in natuurlijke of kunstmatige bergplaatsen. Het opsporen en exploiteren van dergelijke bergplaatsen zouden voorbehouden worden voor de Staat of de houders van een door de Koning verleende vergunning.

3. *De distributie van aardgas.**Vraag :*

Wat is de kostprijs van de volledige omschakeling van het vervoernet voor de distributie van stadsgas op aardgas ?

Antwoord :

De volledige omschakeling van de vervoernetten van de gasdistributie zal van nu af tot 1970 ongeveer 12 miljard Belgische frank kosten. Deze investering omvat :

- de zogenaamde immateriële investeringen, waaronder met name de wijzigingen aan de toestellen van de verbruikers. De daarmee gepaard gaande uitgave wordt op 3 000 frank per teller geraamd, hetzij ongeveer 4,5 miljard frank voor zowat anderhalf miljoen tellers.
- de investeringen van de grote distributiemaatschappij (Distrigaz) worden op 5,5 miljard frank geraamd;
- de distributie van de producenten en verdelers worden op 2 miljard frank geraamd.

c) Vraag :

De maatschappijen voor aardgasdistributie voeren propaganda voor het vervangen van stadsgas door aardgas.

propagande exagérée et d'autres souhaitent une meilleure information de l'opinion publique. Quel est l'avis du Ministre ?

Réponse :

La publicité faite pour le gaz naturel est normale et souhaitable. Se joignant à cette volonté d'information, le Ministre a d'ailleurs fait un long exposé public de cette question lors de l'inauguration, à Verviers le 17 janvier 1967. Le texte de cet exposé figure à l'annexe 6.

G. — L'industrie pétrolière.

1. La prospection pétrolière.

a) Question :

Quels sont les permis de recherches de gisement de pétrole — demandés — demandés et accordés — demandés et auxquels le demandeur a renoncé — demandés, accordés, puis renoncés ?

Réponse :

On trouvera en annexe 4 la liste des permis en question ainsi qu'une carte établie par le Service géologique de Belgique.

b) Question :

Pour quelles raisons l'Etat n'entreprend-il pas lui-même, avec le concours du Service géologique, des recherches à grandes profondeurs sur le territoire belge ?

Réponse :

Il ne s'indique pas que l'Etat entreprenne lui-même des recherches à grande profondeur

— parce que les chances sont vraiment très faibles;
— parce que l'Etat n'aurait pas le champ libre tant que des sociétés privées détiennent des permis.

Cependant le Service géologique poursuit des sondages à 2 et 3 000 m, non pour rechercher du pétrole mais pour débrouiller des structures tectoniques. Ces recherches apportent la preuve que des recherches d'hydrocarbures devraient nécessairement être poussées jusqu'à 5 000 m pour avoir une signification quelconque.

c) Question :

Quelles sont les possibilités de prospection pétrolière en mer du Nord ? Des dispositions législatives ne doivent-elles pas être prises ?

Réponse :

Le 13 mars 1964, le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur écrivait au Ministre des Affaires économiques : « Depuis quelque temps, divers projets de recherche pétrolière en mer du Nord ont remis à l'avant-plan le problème de la souveraineté de l'Etat riverain sur les ressources naturelles du plateau continental. Il m'a paru nécessaire d'entamer sans retard une action législative en ce domaine et j'ai prescrit à mes services d'élaborer un avant-projet de loi ».

Il faut savoir que la Convention de Genève du 29 avril 1958 sur le plateau continental n'a pas été signée par la Belgique et que, à ce défaut, et à l'instar d'autres états

Sommigen menen dat deze propaganda overdreven is en wensen dat de openbare opinie beter wordt voorgelicht. Wat denkt de Minister hierover ?

Antwoord :

Het is normaal en wenselijk dat reclame gemaakt wordt voor aardgas. In verband met deze voorlichting heeft de Minister dit probleem trouwens breedvoerig uiteengezet ter gelegenheid van de inhuldiging te Verviers op 17 januari 1967. Men vindt de tekst van deze uiteenzetting in bijlage 6.

G. — Petroleumindustrie.

1. Petroleumprospectie.

a) Vraag :

Hoe is de toestand inzake vergunningen voor petroleum-boringen — aangevraagde vergunningen — aangevraagde en verleende vergunningen — aangevraagde vergunningen waarvan de aanvrager heeft afgezien — aangevraagde en verleende vergunningen waarvan de aanvrager vervolgens heeft afgezien ?

Antwoord :

In bijlage 4 is de lijst van bedoelde vergunningen opgenomen samen met een door de Aardkundige Dienst van België opgestelde kaart.

b) Vraag :

Waarom voert de Staat zelf met de medewerking van de Aardkundige Dienst geen boringen uit op grote diepte op het Belgische grondgebied ?

Antwoord :

Het is niet aangewezen dat de Staat zelf boringen op grote diepte uitvoert :

— omdat de kansen werkelijk zeer klein zijn;
— omdat de Staat niet voldoende armslag zou hebben, zolang particuliere maatschappijen over vergunningen beschikken.

De Aardkundige Dienst gaat evenwel verder met boringen uit te voeren tot op 2 en 3 000 m, niet om petroleum te vinden, maar om inzicht te krijgen in de tektonische lagen. Die boringen hebben het bewijs geleverd dat petroleum-boringen zeker tot 5 000 m zouden moeten reiken om enige betekenis te hebben.

c) Vraag :

Welke mogelijkheden bestaan er inzake petroleumprospectie in de Noordzee ? Moet er niet opgetreden worden langs wetgevende weg ?

Antwoord :

Op 13 maart 1964 schreef de Minister van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel aan de Minister van Economische Zaken : « Sedert enige tijd hebben verscheidene plannen inzake petroleumprospectie in de Noordzee het probleem van de soevereiniteit van de oeverstaat op de natuurlijke rijkdommen van het continentaal plat opnieuw aan de orde gesteld. Het komt mij voor dat er onverwijld langs wetgevende weg moet opgetreden worden op dit gebied; ik heb mijn diensten dan ook belast met het opstellen van een voorontwerp van wet ».

Het is nl. zo dat de Overeenkomst van Genève van 29 april 1958 in verband met het continentaal plat niet door België ondertekend is en dat wij bij ontstentenis daar-

riverains de la mer du Nord qui n'ont pas non plus signé ladite Convention, nous devrions disposer d'une loi nationale nous permettant d'exercer des droits souverains sur le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes mais situées en dehors de la mer territoriale.

L'avant-projet de loi préparé par le Département des Affaires étrangères et du Commerce extérieur fut discuté en présence de représentants des Affaires économiques, de l'Agriculture, des Communications, des P.T.T. et de la Justice, puis soumis au Conseil d'Etat.

L'avis du Conseil d'Etat, rendu au mois de janvier 1966 fut transmis pour observations éventuelles par le Département des Affaires étrangères et du Commerce extérieur aux divers départements intéressés.

A ce jour, tous les départements n'ont pas encore fait connaître leur avis, faute de quoi il est impossible de déposer un projet de loi sur les bureaux des Chambres.

Or, depuis le 1^{er} juillet 1964, une société américaine a introduit une demande de permis de recherche et d'exploitation de pétrole et de gaz combustibles, non seulement sur le territoire belge et les eaux territoriales (s'étendant jusqu'à 3 milles de la côte), mais aussi sur le plateau continental.

Sans préjuger de l'avis du Conseil d'Etat, où le dossier est actuellement à l'instruction, il sera sans doute possible d'accorder un permis sur le territoire national et les eaux territoriales, mais non pas sur le plateau continental. Tout au plus pourrait-on donner une priorité à ce premier demandeur après le vote de la loi nationale nécessaire, à condition qu'il maintienne sa demande.

2. Les raffineries de pétrole.

Question :

Le Gouvernement envisage-t-il de protéger ses raffineries notamment contre la concurrence des raffineries de Thionville et de Valenciennes ? Quelle serait l'attitude de la C.E.E. dans ce cas ?

Réponse :

Le Gouvernement n'entend pas s'engager dans la voie du protectionisme. Il n'envisage donc pas de protéger les raffineries de pétrole belge contre certaines concurrences venant de pays de la C.E.E. Le Gouvernement a néanmoins l'attention attirée par tous les secteurs où l'ouverture du Marché Commun risque de voir des distinctions momentanées. Il envisagerait une action dans le cadre de la C.E.E. si la politique d'un des Etats-membres tendait à favoriser artificiellement une industrie nationale.

H. — La métallurgie.

1. La politique générale en matière de sidérurgie.

Question :

Quelle politique le Gouvernement compte-t-il adopter ? Pour assainir la situation dans ce secteur acceptera-t-il les fusions ou regroupements en fonction des intérêts financiers ou en fonction de critères régionaux ?

Réponse :

En conclusion de la réunion de la Conférence de la Sidérurgie qui s'est tenue le 21 novembre dernier, il a été décidé qu'une délégation restreinte de cette conférence composée

van, zoals de andere oeverstaten langs de Noordzee die bedoelde overeenkomst evenmin hebben ondertekend, over een nationale wet zouden moeten beschikken om soevereine rechten uit te oefenen op de zeebodem en op de ondergrond van de vóór de kust, maar buiten de territoriale wateren gelegen onderzeese strook.

Het door het Departement van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel voorbereide voorontwerp van wet werd besproken in aanwezigheid van vertegenwoordigers van Economische Zaken, Landbouw, Verkeerswezen, P.T.T. en Justitie en vervolgens aan de Raad van State voorgelegd.

Deze bracht in januari 1966 zijn advies uit dat door het Departement van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel aan de onderscheiden betrokken departementen werd overgemaakt, opdat deze hun eventuele opmerkingen zouden kenbaar maken.

Op dit ogenblik hebben alle departementen hun advies nog niet uitgebracht, zodat het wetsontwerp nog niet bij de Kamers kon worden ingediend.

Sedert 1 juli 1964 nu heeft een Amerikaanse maatschappij een aanvraag ingediend om vergunning te krijgen tot het aanboren en exploiteren van olie en brandbare gassen niet alleen op Belgisch grondgebied en in de territoriale wateren (die tot 3 mijlen voor de kust reiken), maar eveneens op het continentaal plat.

Zonder vooruit te lopen op het door de Raad van State te verstrekken advies — want het dossier wordt aldaar nog steeds onderzocht — kan reeds worden gezegd dat een vergunning wellicht zal kunnen worden gegeven voor boringen op het nationale grondgebied en in de territoriale wateren, maar niet op het continentale plat. Er kan na de goedkeuring van de vereiste nationale wet, hoogstens voorrang worden verleend aan die eerste aanvrager, op voorwaarde dat hij zijn aanbod staande houdt.

2. Petroleumraffinaderijen.

Vraag :

Neemt de Regering zich voor de nationale raffinaderijen te beschermen tegen de mededinging van de raffinaderijen te Thionville en te Valenciennes ? Welke houding zal de E.E.G. in dit geval aannemen ?

Antwoord :

De Regering is niet voornemens een protectionistische koers te varen. Zij zal de Belgische petroleumraffinaderijen derhalve niet beschermen tegen de mededinging van de E.E.G.-landen. De Regering wijdt evenwel haar aandacht aan alle sectoren waarin de inwerkingtreding van de Gemeenschappelijke Markt tijdelijke stoornissen zou kunnen doen ontstaan. Een optreden in het kader van de E.E.G. zou pas overwogen worden, indien een van de lid-Staten een nationale industrie op kunstmatige wijze bevoordeelde.

H. — Metaalindustrie.

1. Algemeen beleid inzake de ijzer- en staalindustrie.

Vraag :

Welke politiek is de Regering van zins te voeren ? Zal zij, om die bedrijfstak te saneren, samenvoegingen of hergroeperingen aanvaarden om wille van financiële belangen of op grond van regionale criteria ?

Antwoord :

Tot besluit van de bijeenkomst van 21 november j.l. van de Conferentie van de IJzer- en Staalnijverheid werd overgenomen dat een beperkte afvaardiging van de confe-

de représentants des diverses parties intéressées, à savoir le Gouvernement, les syndicats et les entreprises, se réunirait aussitôt que possible pour mettre en place un organe de concertation et définir une convention liant les diverses parties.

La délégation restreinte qui se compose d'une vingtaine de membres, présidée par le secrétaire général du Bureau de Programmation économique, s'est réunie à diverses reprises (une fois par semaine) et s'efforce actuellement de mettre au point les divers articles de la convention qui doit servir de base aux travaux futurs de l'organe de concertation et dans laquelle sont définis les objectifs, les moyens et les pouvoirs de l'organe de concertation ainsi que les responsabilités et la contribution de chacun des partenaires à la réalisation d'un plan d'ensemble de la sidérurgie.

Les discussions se poursuivent afin que soient nettement précisées les intentions des parties en ce qui concerne la déclaration du Premier Ministre en conclusion de la Conférence de la Sidérurgie.

La délégation restreinte de la sidérurgie s'est donnée pour tâche de mener à bien ses travaux de façon que dans toute la mesure du possible l'organe de concertation puisse être mis en place à la fin du mois de janvier.

La politique que le Gouvernement compte suivre dépendra en grande partie des résultats des travaux de l'organe de concertation.

Il serait prématuré de préjuger de ceux-ci.

De toute façon, le Gouvernement, comme l'a dit le Premier Ministre, tiendra compte des conséquences sociales et régionales de tout programme qui serait proposé et pèsera celles-ci avant de définir sa position.

2. La situation particulière de la région de Charleroi.

Question :

Quelle est la position du Gouvernement vis-à-vis du problème de la société métallurgique de Hainaut-Sambre à Charleroi qui est très urgent et socialement grave car il concerne 8 000 personnes ? Un collège d'experts n'aurait-il pas dû être désigné depuis assez longtemps ? Pourquoi cette désignation a-t-elle été retardée ?

Réponse :

En ce qui concerne le problème plus pressant de la Société métallurgique de Hainaut-Sambre, il a été décidé qu'il serait fait appel à des experts de façon à pouvoir juger du bien-fondé de la demande de cette société tendant à obtenir un crédit avec garantie de l'Etat destiné à l'installation d'une nouvelle aciérie à Couillet.

Le mandat qui sera donné à ces experts est actuellement en discussion et les experts eux-mêmes seront désignés dans les prochaines semaines de façon à ce que le travail d'expertise puisse débiter à la fin du mois de janvier et soit terminé pour la fin avril 1967. Le retard dans ces désignations provient de la difficulté à trouver des experts incontestés.

Ici encore, il est prématuré de préjuger de l'avis qui sera donné sur le projet de cette société.

S'il s'avérait que ce projet n'avait qu'une chance de rentabilité douteuse, ce problème serait soumis à l'avis de l'Organe de concertation avant que le Gouvernement décide d'engager sa responsabilité.

Il est clair que toute décision en la matière tiendra compte ici encore des problèmes sociaux et que le Gouvernement mettra tout en œuvre le cas échéant pour assurer la reconversion et la réadaptation de la main-d'œuvre.

rentie, bestehende uit vertegenwoordigers van de verschillende betrokken partijen (de Regering, de vakbonden en de ondernemingen), zo spoedig mogelijk zou bijeenkomen om een overlegorgaan op te richten en een alle partijen bindende overeenkomst op te maken.

De beperkte afvaardiging, bestaande uit een twintigtal leden en voorgezeten door de secretaris-generaal van het Bureau voor Economische Programmatie, vergaderde herhaaldelijk (eenmaal per week), tracht de artikelen uit te werken van de overeenkomst die als grondslag moet dienen voor de latere werkzaamheden van het orgaan-overleg en waarin het doel, de middelen en de bevoegdheden van dat orgaan alsmede de verantwoordelijkheid en de bijdrage van elk van de partners tot de verwezenlijking van een algemeen plan voor de ijzer- en staalnijverheid zijn vastgelegd.

De besprekingen worden voortgezet om te komen tot een duidelijke omschrijving van de bedoelingen van de partijen in verband met de verklaring, door de Eerste Minister afgelegd tot besluit van de Conferentie van de IJzer- en Staalnijverheid.

De beperkte afvaardiging heeft zich voorgenomen haar taak tot een goed einde te brengen zodat het overlegorgaan, indien het enigszins mogelijk is, op het einde van januari zal kunnen worden opgericht. Het regeringsbeleid zal in grote mate afhankelijk zijn van de uitslag der werkzaamheden van het overlegorgaan.

Het heeft geen zin daarop vooruit te lopen.

In elk geval zal de Regering, zoals de Eerste Minister gezegd heeft, rekening houden met de sociale en gewestelijke weerslag van het programma dat zal worden voorgesteld. Zij zal die gevolgen wikken en wegen vóór zij haar standpunt bepaalt.

2. De bijzondere toestand in de streek van Charleroi.

Vraag :

Wat is het standpunt van de Regering inzake de « Société métallurgique de Hainaut-Sambre » te Charleroi ? Dat is een nijpend en op sociaal gebied zeer ernstig probleem want er zijn 8 000 personen bij betrokken. Had men niet reeds sedert lang een college van deskundigen moeten aanwijzen ? Waarom werd de aanwijzing van dat college uitgesteld ?

Antwoord :

Wat het nijpend probleem van de « Société métallurgique de Hainaut-Sambre » betreft, werd besloten een beroep te doen op deskundigen om te kunnen oordelen over de gegrondheid van het verzoek van die onderneming om een krediet met staatswaarborg voor de oprichting van een nieuwe staalfabriek te Couillet.

De opdracht welke aan die deskundigen zal worden gegeven, is nu in bespreking en de deskundigen zelf zullen de eerstkomende weken worden aangewezen zodat het deskundig onderzoek einde januari zal kunnen beginnen om vóór einde april 1967 klaar te zijn. De vertraging bij de aanwijzing van de deskundigen is te wijten aan de moeilijkheid om onbetwiste deskundigen te vinden.

Ook hier heeft het geen zin vooruit te lopen op het advies dat over het plan van die onderneming zal worden verstrekt.

Wanneer zou blijken dat de kans op rendabiliteit twijfelachtig is, dan zal de kwestie voor advies aan het overlegorgaan worden voorgelegd vooraleer de Regering een beslissing trefte.

Het is duidelijk dat bij elke beslissing ter zake tevens rekening zal worden gehouden met de sociale problemen, en dat de Regering, indien nodig, alles in het werk zal stellen voor de omschakeling en de omscholing van de arbeidskrachten.

3. *L'approvisionnement en cuivre des usines belges.**Question :*

Quelle sera l'influence de la situation de l'Union Minière du Haut Katanga sur l'approvisionnement en cuivre des usines belges ?

Réponse :

Etant donné l'évolution constante de ce problème, il est impossible de dire quelle sera son influence sur l'industrie belge. On peut néanmoins affirmer que l'approvisionnement en cuivre pour la consommation générale de l'industrie belge n'aura aucune peine à s'effectuer sur les autres marchés mondiaux. Par contre, des difficultés à terme pourront naître pour l'industrie de raffinage du cuivre, mais il est trop tôt pour les évaluer.

I. — *L'industrie textile.**Question :*

Comment se comparent la dimension moyenne et l'avancement technique des entreprises textiles belges par rapport à celles des pays voisins ?

Réponse :

Les comparaisons doivent être faites au sein de l'industrie textile, par secteur.

a) *Secteur du jute.*

Il s'agit en général, pour ce qui concerne la technique, d'un secteur où la presque totalité des entreprises sont intégrées. L'industrie jutière belge est une des mieux équipées, sinon la mieux équipée de la Communauté. Elle emploie un total d'environ 7 000 ouvriers répartis à raison de plus ou moins 200 à 300 travailleurs par entreprise.

Selon ce dernier critère, les entreprises jutières belges peuvent être considérées comme ayant des dimensions semblables à celles des autres pays de la Communauté et même du Royaume-Uni.

b) *Secteur du lin.*

La Belgique possède quelques unités modernes d'importance déjà appréciable, inférieure cependant, suivant le critère de la dimension, aux entreprises françaises, mais comparables aux entreprises des autres pays de la Communauté.

Dans le domaine de la filature, la Belgique possède une entreprise qui peut être considérée comme ayant des dimensions européennes.

c) *Secteur du coton.*

En Belgique, les entreprises de filature ont, pour la plupart, conservé un caractère familial. En 1962, une quarantaine de filatures étaient en activité : plus de la moitié étaient de petite et moyenne importance, une dizaine occupaient 250 à 500 ouvriers et une demi-douzaine plus de 500.

A la même époque, la France possédait 170 filatures environ dont une cinquantaine occupaient plus de 250 ouvriers. On peut noter en Italie et aux Pays-Bas une concentration plus élevée.

Dans le domaine du tissage la situation est assez parallèle : plus de 90 % des entreprises sont de petite et moyenne importance en Belgique, où la concentration est très faible comparativement aux pays de la C.E.E. Dans l'ordre de concentration croissante, on compte la France, l'Italie et les Pays-Bas.

3. *De koperbevoorrading van de Belgische fabrieken.**Vraag :*

Welke invloed zal de toestand van de « Union Minière du Haut Katanga » hebben op de voorziening van de Belgische fabrieken met koper ?

Antwoord :

Gelet op de voortdurende ontwikkeling van die kwestie is het onmogelijk te zeggen welke invloed zij zal hebben op de Belgische nijverheid. Toch kan verzekerd worden dat de kopervoorziening voor het algemeen verbruik in de Belgische nijverheid niet zal te lijden hebben wanneer daarvoor andere wereldmarkten worden aangesproken. Daarentegen kunnen op de duur moeilijkheden ontstaan voor de raffinaderij, maar het is nog te vroeg om die onder ogen te nemen.

1. *Textielnijverheid.**Vraag :*

Hoe verhouden zich de gemiddelde grootte en de technische standing van de Belgische textielbedrijven tot die van de buurlanden ?

Antwoord :

De vergelijkingen moeten gemaakt worden binnen het raam van de textielnijverheid, per sector.

a) *Jutesector.*

Het gaat hier in 't algemeen, wat de techniek betreft, om een sector waarin bijna alle ondernemingen geïntegreerd zijn. De Belgische jutenijverheid is een van, zo niet de best geoutilleerde van de Gemeenschap. Er zijn daar in totaal zowat 7 000 arbeiders in tewerkgesteld, verdeeld naar rata van ongeveer 200 of 300 werknemers per onderneming.

Op grond van dit laatste criterium kunnen de Belgische jutebedrijven worden beschouwd als zijnde van gelijkaardige grootte als die van de overige landen van de Gemeenschap, en zelfs van het Verenigd Koninkrijk.

b) *Vlasector.*

België bezit enkele moderne, relatief reeds belangrijke bedrijven, die volgens het criterium van de grootte nochtans minder belangrijk zijn dan de Franse, doch kunnen vergeleken worden met die van de andere landen van de Gemeenschap.

Wat de spinnerijen betreft, bezit België een onderneming waarvan mag gezegd worden dat zij Europese afmetingen heeft.

c) *Katoensector.*

In België hebben de spinnerijen meestal hun familiaal karakter behouden. In 1962 werkten er ongeveer veertig spinnerijen : meer dan de helft ervan was van kleine en middelgrote omvang, in een tiental bedrijven waren tussen de 250 en de 300 arbeiders tewerkgesteld en in een half dozijn meer dan 500.

Frankrijk telde toen ongeveer 170 spinnerijen waarvan een vijftigtal meer dan 250 arbeiders in dienst hadden. In Italië en in Nederland valt een hogere graad van concentratie waar te nemen.

Inzake weverijen is de toestand nagenoeg dezelfde : in België, waar de graad van concentratie, vergeleken met de landen van de E.E.G., zeer gering is, zijn meer dan 90 % van de bedrijven kleine en middelgrote bedrijven. Volgens de opklimmende graad van concentratie is de volgorde : Frankrijk, Italië, Nederland.

d) Secteur de la laine.

Dans le domaine du lavage et du carbonisage, la concentration est satisfaisante en Belgique. Plusieurs entreprises belges doivent être comparables en dimensions à celles des autres pays de la C.E.E.

c) Le peignage a fait l'objet d'une concentration réelle et profitable qui a ramené le nombre d'entreprises à des proportions meilleures, alors que la production était maintenue. Dans l'ensemble, les entreprises restent de dimensions moyennes; quelques-unes sont cependant comparables à celles des pays voisins.

f) En ce qui concerne la filature, les unités de production sont de grandeurs très différentes en Belgique; à côté de quelques grosses unités subsistent des petites entreprises qui se défendent dans des domaines appropriés.

Aux Pays-Bas et en République Fédérale Allemande, les entreprises paraissent avoir des dimensions plus considérables. Une assez grande diversité subsiste en Italie où de petites entreprises assurent toujours une part importante de la production.

La filature de laine cardée paraît très concentrée aux Pays-Bas, tandis que le peignage est très intégré au tissage.

Dans ce dernier domaine, les dimensions moyennes des usines belges ont doublé depuis la guerre par suite des absorptions et disparitions de trop petites entreprises. Elles demeurent cependant très moyennes comparativement à celles des entreprises des Pays-Bas et de la République Fédérale Allemande. En Italie, la même diversité de dimensions que l'on trouve en filature se reproduit dans le tissage. En France, par suite des dernières concentrations, des entreprises de très grand format doivent exister.

g) Secteur des tapis.

Les entreprises belges du secteur du tapis sont de dimensions très variées. Cependant, à côté de petites entreprises qui se défendent sur un marché approprié, existent des firmes de plus grand format dont une est une des plus grandes, sinon la plus grande d'Europe.

h) La bonneterie et la confection.

Cette industrie est relativement jeune dans la plupart des pays de la C.E.E. En Belgique existent déjà quelques entreprises de beau format, en nombre limité cependant; par contre, aux Pays-Bas et en République Fédérale Allemande se trouvent des entreprises de très grand format.

i) La production des fibres artificielles et synthétiques.

Deux firmes existent actuellement en Belgique, dont une d'origine américaine poursuit encore son développement. L'entreprise belge, quoique de très beau format, n'est pas comparable en dimension avec les entreprises des pays voisins.

J. — La politique des prix.

1. L'évolution des prix et l'influence du blocage.

a) Question :

Quelle a été l'évolution des prix de détail et de gros comparée à celle des salaires, au cours des cinq dernières années ?

Réponse :

On trouvera en annexe 5 un graphique montrant cette évolution.

d) De wolsector.

Op het gebied van het wassen en het carboniseren is de concentratie in België bevredigend. Verscheidene Belgische ondernemingen zijn, wat de omvang betreft, te vergelijken met de ondernemingen in de andere E.E.G.-landen.

c) Voor de kammerijen heeft er een nuttige concentratie plaatsgehad, die het aantal ondernemingen tot betere verhoudingen heeft gebracht, terwijl het produktiepeil gehandhaafd bleef. Er blijven over het algemeen middelgrote ondernemingen, hoewel enkele toch kunnen worden vergeleken met ondernemingen in de buurlanden.

f) Wat de spinnerijen betreft zijn de produktie-eenheden in België van zeer uiteenlopende grootte; naast enkele grote bestaan er nog kleine ondernemingen, die ieder op hun eigen terrein behoorlijk stand houden.

In Nederland en de Duitse Bondsrepubliek schijnen de ondernemingen groter te zijn. Er bestaat een vrij grote verscheidenheid in Italië, waar kleine ondernemingen nog steeds een aanzienlijk deel van de produktie voor hun rekening nemen.

In Nederland schijnen de kaardwolspinnerijen zeer geconcentreerd te zijn, terwijl het kammen er veelal met het weven samengaat.

In de sector weverijen is de gemiddelde omvang van de Belgische fabrieken sedert de oorlog verdubbeld ingevolge de opslorping en het verdwijnen van al te kleine ondernemingen. Zij blijven evenwel zeer middelmatig van omvang, vergeleken met Nederland en de Duitse Bondsrepubliek. In Italië bestaat bij de weverijen dezelfde verscheidenheid in omvang als bij de spinnerijen. In Frankrijk moeten na de laatste concentraties thans zeer grote ondernemingen bestaan.

g) De tapijtnijverheid.

De Belgische ondernemingen in de tapijtsector zijn zeer verschillend van omvang. Naast kleine ondernemingen die op hun eigen terrein hun man staan, zijn er nochtans ook grotere firma's, waaronder een van de grootste, zoniet de grootste van Europa.

h) Het brei- en haakwerk en de confectie.

Die nijverheidstak is in de meeste E.E.G.-landen vrij jong. In België hebben wij reeds enkele ondernemingen van behoorlijke omvang, hoewel in beperkt aantal. In Nederland en de Duitse Bondsrepubliek bestaan daarentegen zeer grote ondernemingen.

i) De produktie van synthetische en kunstvezels.

Wij hebben op het ogenblik in België twee firma's, waarvan een van Amerikaanse oorsprong, die nog in uitbreiding is. De Belgische onderneming, die nochtans een zeer mooie omvang heeft, is wat dat betreft toch niet te vergelijken met de ondernemingen in onze buurlanden.

J. — Het prijsbeleid.

1. De evolutie van de prijzen en de invloed van de prijsstop.

a) Vraag :

Hoe verliep de laatste vijf jaren de ontwikkeling van de klein- en groothandelsprijzen, vergeleken met die van de lonen ?

Antwoord :

In bijlage 5 is een grafiek opgenomen, waarin die ontwikkeling is aangegeven.

b) *Question :*

Quelle a été l'évolution des prix au cours des derniers mois ? Quelle part de cette évolution faut-il attribuer au blocage des prix ?

Réponse :

L'évolution des prix s'est nettement atténuée depuis quelques mois. Il faut se rappeler que pendant deux ans la hausse avait été rapide allant jusqu'à 4 à 5 % et avait connu encore une accélération en avril 1966 où la progression avait été de 1,3 point à l'index. C'est alors que le Gouvernement décida de prendre des mesures énergiques, à la fois dans le domaine des économies budgétaires et de l'action directe sur les prix. L'orientation de ces derniers connut aussitôt une normalisation pendant les mois d'été. Alors que la hausse avait été de 2,25 points de janvier à avril, elle fut suivie d'une baisse de 0,08 point d'avril à août. Même si l'on observe que les pommes de terre ont influencé l'ensemble des prix à la baisse pendant la période de blocage à concurrence de 1,28 point, il faut bien constater encore que déduction faite de cette influence, la hausse n'aurait été que de 1,20, alors qu'elle avait été de 2,25 au cours des mois précédents. Il est donc bien évident que le rythme de hausse s'est fortement ralenti pendant l'été.

Ensuite, est venue une période de déblocage des prix, où la démobilitation des mesures de contrôle fut programmée de façon telle que la surchauffe ne devait plus se reproduire. Le déblocage a été étalé dans le temps de septembre à décembre, ce qui a permis d'en éviter les inconvénients. En novembre, les prix ne progressèrent que de 0,08 par rapport à octobre. En décembre, la hausse fut de 0,3. Nous venons d'apprendre qu'en janvier elle n'a été que de 0,24 ne portant l'index qu'à 131,43. En pourcentage, cette hausse n'est que de 0,18 %, soit 2,2 % par an. Pour l'instant donc, il faut bien constater que la hausse des prix s'est nettement ralentie.

Depuis janvier, on en est revenu à la liberté des prix tempérée seulement par l'ancien système de déclaration préalable de hausse trois semaines à l'avance, ce qui oblige les producteurs, les importateurs et les distributeurs à annoncer leurs hausses. La Commission des prix et le Département des Affaires économiques peut ainsi en examiner le bien-fondé et éventuellement négocier avec le secteur privé.

2. *Les demandes de hausse des prix.**Question :*

Combien de dossiers de demande de prix sont-ils à l'étude, distinction faite, d'une part, des produits alimentaires ou non et d'autre part, des produits fabriqués en Belgique ou non ?

Réponse :

Le nombre de dossiers de déclaration de hausse de prix ou de demande d'augmentation de prix qui sont à l'étude est de 334, dont 20 sont des demandes collectives et 314 des demandes individuelles. Les demandes se répartissent comme suit :

b) *Vraag :*

Hoe verliep de ontwikkeling van de prijzen de jongste maanden ? In hoeverre wordt die ontwikkeling door de prijsstop bepaald ?

Antwoord :

De prijsstijging is sedert enkele maanden merklijk verminderd. Er dient aan te worden herinnerd dat de stijging sedert twee jaar snel ging en tot 4 à 5 % bedroeg; zij ging nog sneller in april 1966, toen de verhoging neerkwam op 1,3 punt van het indexcijfer. Op dat ogenblik besloot de Regering krachtige maatregelen te treffen, zowel op het gebied van begrotingsbeperking als rechtstreeks ingrijpen op de prijzen. De prijsoriëntering werd onmiddellijk genormaliseerd tijdens de zomermaanden. De stijging, die 2,25 punten bedroeg van januari tot april, werd gevolgd door een daling met 0,08 punt van april tot augustus. Zelfs in aanmerking nemend dat de aardappelen tijdens de blokkeringsperiode de algemene prijsdaling met 1,28 punt beïnvloedden, moeten wij nog constateren dat de stijging, zonder die invloed, slechts 1,20 zou zijn geweest terwijl zij de vorige maanden 2,25 bedroeg. Het is dus wel duidelijk dat de stijging tijdens de zomer sterk werd afgeremd.

Nadien volgde een periode waarin de prijzen werden vrijgegeven en de aftakeling van de controlemaatregelen zó werd opgevat dat de oververhitting uitgesloten werd. Het vrijgeven van de prijzen is geleidelijk gebeurd tijdens de maanden september tot december; hierdoor vermeerde men de nadelen. In november zijn de prijzen slechts met 0,08 gestegen ten opzichte van de maand oktober. In december bedroeg de stijging 0,3. Zopas is vernomen dat de stijging in januari slechts 0,24 bedroeg zodat het indexcijfer maar tot 131,43 opliep. Percentsgewijze bedraagt deze verhoging maar 0,18 %, hetzij 2,2 % per jaar. Voor het ogenblik moet men dus constateren dat de prijsstijging merklijk verminderd is.

Sinds januari is men teruggekomen tot vrije prijzen, met dien verstande echter dat de voorafgaande aangifte van prijsverhoging krachtens het vroegere stelsel drie weken vooraf dient gedaan te worden zodat de producenten, de invoerders en de verdelers verplicht zijn hun prijsverhogingen aan te kondigen. De Prijzencommissie en het Ministerie van Economische Zaken kunnen zodoende de gegrondheid van de aanvraag onderzoeken en eventueel met de particuliere sector onderhandelen.

2. *De aanvragen tot prijsverhoging.**Vraag :*

Hoeveel dossiers van aanvraag tot prijsverhoging liggen thans ter studie (met onderscheid tussen enerzijds de voedingsprodukten en de andere, en anderzijds de in België en in het buitenland gefabriceerde produkten) ?

Antwoord :

Het aantal dossiers van aangifte van prijsverhogingen of van aanvraag tot prijsverhoging, die thans worden onderzocht, bedraagt 334, waarvan 20 collectieve en 314 individuele. Zij zijn onderverdeeld als volgt :

	Produits importés Ingevoerde produkten		Autres produits Andere produkten		
	Demandes collectives Collectieve aanvragen	Demandes individuelles Individuele aanvragen	Demandes collectives Collectieve aanvragen	Demandes individuelles Individuele aanvragen	
Produits alimentaires	2	45	6	22	Voedingsprodukten.
Produits non alimentaires ...	---	25	12	222	Niet-eetbare produkten.
Totaux.	2	70	18	244	Totalen.

3. Le prix du pain.

Question :

Quelles sont exactement les hausses prévues du prix du pain et les raisons de ces hausses ?

Réponse :

L'augmentation du prix du pain de F 0,50 au 1^{er} février 1967 est due à l'augmentation de la marge de panification des boulangers, qui n'a plus varié depuis le 11 octobre 1965. La hausse accordée aux boulangers est justifiée par l'augmentation des salaires et charges sociales ainsi que par la majoration des autres éléments du prix de revient.

La seconde hausse de F 0,50, qui sera pratiquée au 1^{er} mai 1967, résulte de la suppression obligatoire du subside de 50 francs aux 100 kg de froment, accordé jusqu'à présent dans le cadre de l'article 23, § 4 du règlement 19 de la C.E.E.

4. Le prix de la viande.

Question :

Où en sont les négociations au sujet du prix de la viande ?

Réponse :

Les négociations du Département avec la Fédération professionnelle des Bouchers-Charcutiers de Belgique et la Fédération des Grossistes avaient abouti en septembre dernier à un engagement du secteur de pratiquer des diminutions de prix répercutant immédiatement les fluctuations de leurs achats au marché.

Depuis lors, on peut dire que les prix, tant des bovidés que des porcs, sont restés très stables; les prix moyens des bovidés 55 % ayant fluctué jusque fin décembre entre F 30,50 et F 31,55. De même, les prix des porcs demi-gras ont fluctué entre F 31,25 et F 33,50.

Des fluctuations aussi limitées n'entraînent pas normalement des modifications de prix des viandes. Le marché récent dénote un certain raffermissement; s'il se poursuit, la situation devrait être suivie de plus près.

5. Le prix de la bière.

Question :

L'avis rendu par la Commission en matière du prix de la bière porte-t-il seulement sur l'augmentation du prix de la bière de ménage ?

Réponse :

L'avis remis par la Commission des prix le 26 octobre 1966, au sujet de la déclaration de hausse de prix des bières,

3. Broodprijs.

Vraag :

Welke prijsverhogingen zijn voor het brood in uitzicht gesteld en wat zijn de redenen voor die stijgingen ?

Antwoord :

De verhoging van de broodprijs met F 0,50 vanaf 1 februari 1967 is te wijten aan de verhoging van de voor de bereiding van het brood vastgestelde marge der bakkers, waarin sedert 11 oktober 1965 geen wijziging meer is gekomen. De aan de bakkers toegestane verhoging is gerechtvaardigd door de stijging van de lonen en sociale lasten, alsmede door de verhoging van de andere factoren van de kostprijs.

De tweede stijging met F 0,50, die op 1 mei 1967 ingaat, is het gevolg van de verplichte afschaffing van de subsidie van 50 frank per 100 kg tarwe welke tot nu toe op grond van artikel 23, § 4, van de E.E.G.-verordening n^o 19 is toegestaan.

4. Vleessector.

Vraag :

Hoever staat het met de onderhandelingen over de vleesprijs ?

Antwoord :

De onderhandelingen van het Departement met de Landsbond der Beenhouwers en Spekslagers van België en met de Beroepsvereniging der Vleesgroothandelaars hadden in september laatstleden geleid tot een verbintenis van de sector om prijsverminderingen toe te passen, die een onmiddellijke weerslag hadden op de aankopen op de markt.

Sindsdien zijn de prijzen van runderen zowel als van varkens vast gebleven: de gemiddelde prijzen voor de runderen 55 % varieerden tot einde december van F 30,50 tot F 31,55. De prijzen voor de halfmagere varkens varieerden van F 31,25 tot F 33,50.

Dergelijke kleine prijsverschillen brengen normaal geen veranderingen in de prijzen van het vlees teweeg. Onlangs werd de markt enigszins vaster; als dit voortgaat in dezelfde richting, zou de toestand van dichterbij gevolgd moeten worden.

5. Bierprijs.

Vraag :

Betreft het advies, verstrekt door de Prijzencommissie in verband met de prijs van het bier, slechts de verhoging van de prijs van het tafelbier ?

Antwoord :

Het door de Prijzencommissie op 26 oktober 1966 uitgebrachte advies in verband met de aangifte van prijs-

concerne aussi bien les bières dites de café (c'est-à-dire les bières de qualité supérieure et les bières telles que export, pils, etc.) que les bières de ménage.

6. *Le prix du ciment.*

Question :

N'y-a-t-il pas contradiction entre la hausse annoncée du prix du ciment et la raison évoquée — l'instauration de la palettisation — qui devrait amener au contraire une diminution du prix ?

Réponse :

Au début du mois de décembre, la cimenterie belge a déclaré son intention de majorer les prix du ciment, respectivement de 20 et de 30 francs à la tonne, lorsque le ciment en sac est chargé sur palette, soit en bateau, soit en camion.

Il s'agit, en fait, du recours au système connu sous le nom de palettisation. Ce système a pour objectif de réduire les coûts de manutention et à première vue, il paraît paradoxal d'entendre les usines réclamer un supplément de prix.

Cependant, de l'examen il résulte que l'économie dans les manipulations se situe au niveau du commerce et non au niveau de l'industrie.

Les usines pour qui la palettisation coûte plus cher, demandent à pouvoir facturer un supplément que le négociant, voire l'entrepreneur, doit récupérer d'un déchargement ou des manipulations ultérieures.

A l'heure actuelle, 53,9 % du ciment sont fournis en vrac et ce système de vente tend à s'accroître.

Les fournitures sur palette ne représentent actuellement que 2 %.

Le Comité permanent a marqué son accord pour que les usines puissent facturer à part le coût supplémentaire de ce mode de déchargement en se réservant toutefois la possibilité de revoir la situation dans un an.

IV. — Votes.

Les différents articles ainsi que l'ensemble du budget sont adoptés par 10 voix contre 2.

Le Rapporteur,
G. DELRUELLE.

Le Président,
F. DETIEGE.

verhoging voor het bier heeft betrekking zowel op het zogenaamde « cafébier » (d.w.z. bier van hogere kwaliteit en biersoorten als export, pils enz.) als op het tafelbier.

6. *De prijs van cement.*

Vraag :

Is er geen tegenstelling tussen de aangekondigde verhoging van de prijs van cement en de aangevoerde reden — de invoering van de pallettisatie — welke integendeel tot een prijsvermindering zou moeten leiden.

Antwoord :

Begin december 1966 deelde de Belgische cementindustrie haar voornemen mede om de cementprijzen met 20, resp. 30 frank per ton te verhogen, wanneer het cement in zakken hetzij per schip, hetzij per vrachtwagen geladen is op laadborden.

Het gaat hier feitelijk om het laadbordensysteem dat tot doel heeft de prijs van de behandeling te drukken en op het eerste gezicht lijkt het dan ook paradoxaal dat de fabrieken een supplement aanrekenen.

Uit een ingesteld onderzoek blijkt echter dat de besparing bij de behandeling op het commerciële en niet op het industriële niveau ligt.

Voor de fabrieken valt het laadbordensysteem duurder uit; zij wensen dan ook een supplement te mogen aanrekenen, dat de handelaar, of zelfs de aannemer terug kan winnen bij het afladen of bij latere verhandelingen.

Op dit ogenblik wordt 53,9 % van het cement los geleverd en dit verkoopsysteem schijnt uitbreiding te nemen.

De leveringen op laadborden vertegenwoordigen thans amper 2 %.

Het Vast Comité heeft zijn instemming betuigd met het aanrekenen door de fabrieken van een supplement voor die wijze van lossen; het behoudt zich evenwel het recht voor de toestand binnen een jaar te herzien.

IV. — Stemmingen.

De verschillende artikelen en de begroting in haar geheel worden aangenomen met 10 tegen 2 stemmen.

De Verslaggever,
G. DELRUELLE.

De Voorzitter,
F. DETIEGE.

ANNEXES.

ANNEXE 1.

PROPOSITIONS DE DIRECTIVES
DU CONSEIL DE MINISTRES DE LA C.E.E.

Première proposition de directive
en matière d'harmonisation des législations des Etats-membres
relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires.

Le Conseil de la Communauté Economique Européenne,

Vu les dispositions du Traité instituant la Communauté Economique Européenne, et notamment celles des articles 99 et 100,

Vu la proposition de la Commission,

Vu l'avis du Comité économique et social,

Vu l'avis du Parlement Européen et

Considérant que l'objectif du Traité est de créer une union économique comportant une saine concurrence et ayant des caractéristiques analogues à celles d'un marché intérieur;

Considérant que la réalisation de ce but présuppose l'application dans les Etats-membres de législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires ne faussant pas les conditions de concurrence et n'entravant pas la libre circulation dans le Marché Commun des marchandises et des prestations de services;

Considérant que les législations actuellement en vigueur ne répondent pas aux exigences précitées puisque, d'une part, les systèmes de taxe cumulative à cascade, appliqués dans cinq des six Etats-membres ne sont pas neutres d'un point de vue concurrentiel et, d'autre part, toutes les législations prévoient pour les échanges intracommunautaires de marchandises des taxations à l'importation et des détaxations à l'exportation, ce qui entraîne le maintien de frontières fiscales entre les Etats-membres;

Considérant qu'il est donc dans l'intérêt du Marché Commun de réaliser une harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires ayant pour but l'élimination, dans toute la mesure du possible, des facteurs qui sont susceptibles de fausser les conditions de concurrence, tant sur le plan national que sur le plan intracommunautaire, ainsi que la suppression des mesures de taxation et de détaxation pour les échanges entre les Etats-membres;

Considérant qu'à la suite des études effectuées il est apparu que cette harmonisation doit aboutir à l'élimination des systèmes de taxes cumulatives à cascade et à l'adoption par tous les Etats-membres d'un système commun d'une taxe sur la valeur ajoutée;

Considérant qu'un système de taxe sur la valeur ajoutée atteint son maximum de simplicité et de neutralité, si la taxe est perçue d'une manière aussi générale que possible et si son champ d'application englobe tous les stades de la production, de la commercialisation et le domaine des prestations de services et qu'il est, par conséquent, dans l'intérêt des Etats-membres et du Marché Commun d'adopter comme système commun une taxe sur la valeur ajoutée dont l'application s'étend également au commerce de détail;

Considérant cependant que d'après les prévisions actuelles l'inclusion du commerce de détail dans le champ d'application de la taxe commune pourrait se heurter dans quelques Etats-membres à certaines difficultés d'ordre pratique et politique et que pour cette raison il faut laisser aux Etats-membres la faculté de limiter le champ d'application du système commun jusqu'au stade du commerce de gros inclus et d'appliquer, le cas échéant, au stade du commerce de détail une taxe complémentaire autonome;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder par étapes, puisque l'harmonisation préconisée des taxes sur le chiffre d'affaires entraînera dans les Etats-membres des modifications considérables de leur structure fiscale et aura des conséquences sensibles dans les domaines budgétaire, économique et social,

BIJLAGEN.

BIJLAGE 1.

VOORSTELLEN VOOR RICHTLIJNEN
VAN DE RAAD VAN MINISTERS VAN DE E.E.G.

Eerste richtlijnen
inzake de harmonisatie van de wetgevingen van de lid-staten
met betrekking tot de omzetbelastingen.

De Raad van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op de bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, in het bijzonder die van de artikelen 99 en 100,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Gezien het advies van het Economisch en Sociaal Comité,

Gezien het advies van het Europese Parlement,

Overwegende dat het Verdrag de totstandkoming van een economische unie beoogt, waarin gezonde mededinging mogelijk is en welke de kenmerken heeft welke overeenkomen met die van een binnenlandse markt;

Overwegende dat dit doel slechts kan worden verwezenlijkt indien de lid-staten wetgevingen met betrekking tot de omzetbelastingen toepassen, welke de mededingingsvoorwaarden niet vervalsen en het vrije verkeer van goederen en diensten binnen de Gemeenschappelijke Markt niet belemmeren;

Overwegende dat de thans van kracht zijnde wetgevingen niet aan voormelde vereisten voldoen, daar enerzijds de systemen van belastingheffing volgens een cumulatief cascadesysteem, zoals zij in vijf van de zes lid-staten toepassing vinden, uit een oogpunt van mededinging niet neutraal zijn en anderzijds alle bestaande wetgevingen ten aanzien van het intracommunautaire goederenverkeer voorzien in het heffen van belasting bij invoer en het verlenen van belastingonthefing bij uitvoer, hetgeen met zich brengt dat de belastinggrenzen tussen de lid-staten dienen te worden gehandhaafd;

Overwegende dat het derhalve in het belang is van de Gemeenschappelijke Markt om een harmonisatie van de wetgevingen met betrekking tot de omzetbelasting tot stand te brengen, welke ten doel heeft de factoren die de mededingingsvoorwaarden zowel op nationaal niveau als op intra-communautair niveau zouden kunnen vervalsen, zoveel mogelijk uit te schakelen, alsmede de maatregelen van belastingheffing en belastingonthefing in het handelsverkeer tussen de lid-staten op te heffen;

Overwegende dat uit de verrichte studies is gebleken dat deze harmonisatie dient te leiden tot afschaffing van de systemen, waarbij de belasting wordt geheven volgens een cumulatief cascadesysteem, en tot de aanvaarding door alle lid-staten van een gemeenschappelijk stelsel van een belasting over de toegevoegde waarde;

Overwegende dat een stelsel van een belasting over de toegevoegde waarde zijn optimale eenvoud en neutraliteit bereikt indien de belasting zo algemeen mogelijk wordt geheven en in alle productie- en distributiestadia, zomede op het dienstengebied toepassing vindt, zodat het derhalve in het belang van de lid-staten en van de Gemeenschappelijke Markt is om als gemeenschappelijk stelsel een belasting over de toegevoegde waarde te aanvaarden, waarbij de heffing zich mede over de kleinhandelsfase uitstrekt;

Overwegende evenwel dat, naar het zich momenteel laat aanzien, het betrekken van de kleinhandel in het toepassingsgebied van de gemeenschappelijke belasting in enkele lid-staten op bepaalde bezwaren van praktische en politieke aard zou kunnen stuiten, dat het derhalve de lid-staten vrij dient te staan het toepassingsgebied van het gemeenschappelijke stelsel te beperken tot aan het einde van de groothandelsfase en eventueel de kleinhandelsfase autonoom aan een aanvullende belastingheffing te onderwerpen.

Overwegende dat het noodzakelijk is etappegewijs te werk te gaan omdat de voorgestane harmonisatie van de omzetbelastingen in de lid-staten zal leiden tot aanzienlijke wijzigingen in hun belastingstructuur en belangrijke gevolgen zal hebben op budgettair, economisch en sociaal terrein;

Considérant que le remplacement des systèmes de taxes cumulatives à cascade en vigueur dans la plupart des États-membres par le système commun de taxe sur la valeur ajoutée, même sans harmoniser en même temps les taux et les exonérations, doit aboutir à une neutralité de concurrence dans le sens qu'à l'intérieur de chaque pays des marchandises semblables supportent la même charge fiscale qu'elle que soit la longueur du circuit et que pour les échanges internationaux le montant de la charge supportée par les marchandises est connu afin que l'on puisse procéder à une compensation exacte de cette charge, qu'il convient dès lors de prévoir, dans une première étape, l'adoption, par tous les États-membres du système commun de taxe sur la valeur ajoutée sans toutefois prévoir l'obligation d'avoir des taux et des exonérations harmonisés;

Considérant que les États-membres ont la liberté de procéder au cours de cette première étape à certaines modifications de leur système actuel en vue d'une adaptation progressive au système futur, mais qu'il convient de consulter à ce sujet la Commission et les autres États-membres pour éviter des adaptations déséquilibrées qui pourraient perturber une évolution normale et progressive des échanges entre les États-membres;

Considérant qu'il n'est guère possible de prévoir dès maintenant dans quel délai toutes les conditions nécessaires à la suppression des frontières fiscales, prévue comme but final, pourront être remplies; qu'il est donc préférable que la deuxième étape ainsi que les mesures à prendre dans cette étape soient déterminées plus tard sur la base de propositions appropriées faites par la Commission au Conseil;

à arrêté la présente directive.

Article 1^{er}.

Les États-membres remplacent leur système actuel de taxe sur le chiffre d'affaire par le système commun de taxe sur la valeur ajoutée prévue à l'article 2 ci-dessous.

Les lois nationales ayant pour objet ce remplacement, sont promulguées avant le 1^{er} janvier 1968 et entrent en vigueur à une date à fixer par chaque État-membre mais obligatoirement au plus tard le 1^{er} janvier 1970.

A compter du jour de la mise en vigueur des lois en cause, il n'est plus admis de procéder à des mesures de compensation forfaitaires à l'importation et à l'exportation pour les échanges entre les États-membres.

Art. 2.

Le principe du système commun de taxe sur la valeur ajoutée est d'appliquer aux biens et aux services un impôt général sur la consommation exactement proportionnel au prix des biens et des services, quel que soit le nombre des transactions intervenues dans le processus d'élaboration et de distribution antérieur au stade d'imposition.

A chaque stade de ce processus, la taxe sur la valeur ajoutée calculée sur le prix du bien ou du service au taux applicable à ce bien ou service est exigible déduction faite du montant de la taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé directement les divers éléments susceptibles d'entrer dans la formation du prix.

Le système commun de taxe sur la valeur ajoutée est appliqué jusqu'au stade du commerce de détail inclus. Toutefois, les États-membres ont la faculté de restreindre le champ d'application de ce système jusqu'au stade du commerce de gros inclus et d'appliquer, le cas échéant, au stade du commerce de détail une taxe complémentaire autonome.

Art. 3.

La Commission propose au Conseil au plus tard le 1^{er} avril 1965 la structure et les modalités d'application du système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 4.

La Commission soumet au Conseil, avant la fin de l'année 1968, des propositions indiquant de quelle façon et dans quel délai l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires doit aboutir à son but final, à savoir la suppression des taxations à l'importation et des détaxations à l'exportation pour les échanges entre les États-membres, tout en garantissant la neutralité de ces taxes quant à l'origine des biens et des prestations de services.

A cet égard, il doit être tenu compte du rapport entre les impôts directs et indirects, variable selon les États-membres, des effets d'une modification des systèmes fiscaux sur la politique fiscale et budgétaire

Overwegende dat vervanging van de in het merendeel van de lid-staten van kracht zijnde systemen, waarbij de belasting wordt geheven volgens een cumulatief cascadesysteem, door het gemeenschappelijk stelsel van een belasting over de toegevoegde waarde, ook al zouden de tarieven en vrijstellingen niet terzelfder tijd worden geharmoniseerd, moet leiden tot een neutraliteit ten opzichte van de concurrentieverhoudingen in die zin, dat in elk land op soortgelijke goederen dezelfde belastingdruk zal rusten, ongeacht de lengte van de doorlopen cyclus, en dat voor het internationale handelsverkeer de hoogte van de belastingdruk welke op de goederen rust bekend zal zijn, teneinde een nauwkeurige compensatie van deze druk te kunnen bewerkstelligen; dat het daarom dienstig is de voorziening te treffen, dat gedurende een eerste etappe alle lid-staten het gemeenschappelijke stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde aanvaarden, zij het dat de lid-staten nog niet verplicht zijn de tarieven en de vrijstellingen te harmoniseren.

Overwegende dat de lid-staten de vrijheid behouden om met het oog op een geleidelijke aanpassing aan het toekomstige stelsel hun huidige systemen zekere wijzigingen te doen ondergaan, doch dat zij daartoe de Commissie en de andere lid-staten behoren te raadplegen teneinde onevenwichtige aanpassingen, welke een normale en geleidelijke ontwikkeling van het handelsverkeer tussen de lid-staten zouden kunnen verstoren, te voorkomen;

Overwegende dat het in feite niet mogelijk is reeds thans te bepalen binnen welke termijn aan alle voorwaarden zal kunnen worden voldaan, welke nodig zijn om tot de als uiteindelijk doel gestelde opheffing van de belastinggrenzen te geraken; dat het dus de voorkeur verdient dat de tweede etappe, alsmede de tijdens deze etappe te treffen maatregelen later worden vastgesteld aan de hand van daartoe dienende voorstellen van de Commissie aan de Raad;

heeft de volgende richtlijn vastgesteld.

Artikel 1.

De lid-staten vervangen hun huidige omzetbelastingstelsel door het in artikel 2 bedoelde gemeenschappelijke stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde.

De nationale wetten inzake deze vervanging worden vóór 1 januari 1968 afgekondigd en treden op een door elke lid-staat nader te bepalen tijdstip, doch niet later dan 1 januari 1970, in werking.

Vanaf de dag van inwerkingtreding van de desbetreffende wetten is het niet langer toegestaan om bij invoer en uitvoer in het handelsverkeer tussen de lid-staten forfaitaire compensatiemaatregelen toe te passen.

Artikel 2.

Het gemeenschappelijke stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde gaat uit van het beginsel, dat van goederen en diensten een algemene verbruiksbelasting wordt geheven, welke nauw evenredig is aan de prijs van de goederen en diensten, zulks ongeacht het aantal transacties tijdens het productie- en distributieproces, welke vóór het tijdstip van heffing plaatsvinden.

In elke fase van dit proces wordt de verschuldigde belasting over de toegevoegde waarde berekend over de prijs van het goed of van de dienst naar het tarief dat voor dat goed of voor die dienst geldt, onder aftrek van het bedrag van de belasting over de toegevoegde waarde hetwelk rechtstreeks drukt op de verschillende elementen welke voor de samenstelling van de prijs in aanmerking komen.

Het gemeenschappelijke stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde vindt tot en met de kleinhandelsfase toepassing. Het staat de lid-staten evenwel vrij het toepassingsgebied van dit stelsel niet verder uit te strekken dan tot en met de groothandelsfase en eventueel in de kleinhandelsfase autonoom een aanvullende belasting toe te passen.

Artikel 3.

De Commissie dient uiterlijk op 1 april 1965 bij de Raad voorstellen in betreffende de structuur en de toepassingsmodaliteiten van het gemeenschappelijke stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde.

Artikel 4.

De Commissie dient vóór het einde van het jaar 1968 bij de Raad voorstellen in, welke aanduiden op welke wijze en binnen welke termijn de harmonisatie van de omzetbelastingen haar uiteindelijke doel dient te bereiken, te weten de afschaffing in het handelsverkeer tussen de lid-staten van het heffen van belasting bij invoer en van het verlenen van belastingonthefing bij uitvoer, onder gelijktijdige waarborging van de neutraliteit van deze belastingen met betrekking tot de oorsprong van de goederen en diensten.

Te dien aanzien dient rekening te worden gehouden met de uiteenlopende verhouding tussen directe en indirecte belastingen in de lid-staten, met de gevolgen van een wijziging van de belastingstelsels voor

des Etats-membres et de l'influence que les systèmes fiscaux exercent sur la situation concurrentielle et la situation sociale dans la Communauté.

Le Conseil arrête sa décision avant la fin de la période transitoire.

Article 5.

L'Etat-membre qui veut procéder à des mesures pour faciliter l'adaptation de son système en vigueur au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, saisit la Commission en temps utile afin qu'elle puisse consulter les Etats-membres sur les mesures envisagées.

Ces consultations, dont la procédure est arrêtée par le Conseil sur proposition de la Commission, ont surtout pour but d'éviter des adaptations déséquilibrées qui pourraient altérer les conditions des échanges entre les Etats-membres dans un sens contraire à l'intérêt commun.

Article 6.

La présente directive est destinée à tous les Etats membres.

**Proposition d'une deuxième directive
en matière d'harmonisation des législations des Etats-membres
relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires concernant la structure et les
modalités d'application du système commun de taxe sur la valeur ajoutée.**

Le Conseil de la Communauté économique européenne,

Vu les dispositions du traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment celles des articles 99 et 100,

Vu les dispositions de la première directive en matière d'harmonisation des législations des Etats-membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, arrêtée par le Conseil le..., et notamment celles des articles 1, 2 et 3,

Vu la proposition de la Commission,

Vu l'avis du Comité économique et social,

Vu l'avis du Parlement européen,

Considérant que le remplacement des taxes sur le chiffre d'affaires en vigueur dans les Etats-membres par un système commun de taxe sur la valeur ajoutée vise notamment à atteindre deux objectifs fondamentaux: d'une part, la neutralité de concurrence tant sur le plan national que sur le plan intracommunautaire et, d'autre part, la réalisation dans une première étape d'une des conditions préalables à la suppression des taxations à l'importation et des détaxations à l'exportation pour les échanges entre les Etats-membres appelée ci-après « suppression des frontières fiscales » — prévue comme but final de l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires;

Considérant que le système commun de taxe sur la valeur ajoutée sera d'abord appliqué pendant une période où les frontières fiscales subsistent encore et que, dans ces circonstances, il est possible de laisser aux Etats-membres une large autonomie dans le domaine de la détermination du taux ou des taux différenciés de la taxe;

Considérant que le maintien provisoire des frontières fiscales n'exclut pas en soi la possibilité d'admettre encore certaines différences entre les modalités d'application de la taxe dans les Etats-membres mais qu'il est cependant très souhaitable de restreindre ces différences dans toute la mesure du possible afin d'éviter que la réalisation du but final n'impose de nouvelles modifications importantes des législations nationales;

Considérant qu'il est néanmoins avéré nécessaire de prévoir, dans quelques cas spéciaux, où l'introduction du nouveau régime pose de très graves difficultés à certains Etats-membres, une possibilité de déroger aux modalités d'application communes;

Considérant cependant que cette faculté ne doit évidemment pas conduire à des réglementations qui pourraient entraîner des perturbations dans les conditions de concurrence entre les Etats-membres et qu'il faut, d'autre part, éviter que des règles divergentes n'aillent à l'encontre du but final à atteindre; qu'il est donc nécessaire de prévoir dans certains de ces cas des consultations préalables de la Commission et des Etats-membres en vue de prévenir les conséquences précitées;

Considérant que le système commun de taxe sur la valeur ajoutée, pour qu'il soit aussi pur et neutre que possible et pour qu'il atteigne un maximum de simplicité, doit avoir un champ d'application le plus large possible, ce qui exige que la taxation doit tendre vers une généralisation totale, correspondant d'ailleurs au caractère de cette taxe conçue comme un impôt général sur la consommation des biens et des services;

het fiscale en budgettaire beleid van de lid-staten en met de invloed van de belastingstelsels op de mededingingsvoorwaarden en de sociale omstandigheden in de Gemeenschap.

De Raad neemt zijn beslissing vóór het einde van de overgangsperiode.

Artikel 5.

De lid-staat die maatregelen wenst te treffen teneinde de aanpassing van zijn bestaande systeem aan het gemeenschappelijke stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde te vergemakkelijken, legt deze zo tijdig aan de Commissie voor dat zij de lid-staten inzake de voorgenomen maatregelen kan raadplegen.

Deze raadplegingen, waarvan de te volgen procedure op voorstel van de Commissie door de Raad zal worden vastgesteld, hebben in het bijzonder ten doel onevenwichtige aanpassingen te voorkomen, welke de handelsverhoudingen tussen de lid-staten in een voor het gemeenschappelijk belang nadelige zin zouden kunnen wijzigen.

Artikel 6.

De richtlijn is gericht tot alle lid-staten.

Voorstel voor een tweede richtlijn inzake de harmonisatie van de wetgevingen van de lid-staten met betrekking tot de omzetbelastingen, inhoudende de structuur en de toepassingsmodaliteiten van het gemeenschappelijke systeem van de belasting over de toegevoegde waarde.

De Raad van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op de bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, in het bijzonder die van de artikelen 99 en 100,

Gelet op de bepalingen van de eerste richtlijn inzake de harmonisatie van de wetgevingen van de lid-staten met betrekking tot de omzetbelastingen, door de Raad op... vastgesteld, met name op artikelen 1, 2 en 3,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Gezien het advies van het Economisch en Sociaal Comité,

Gezien het advies van het Europese Parlement,

Overwegende dat de vervanging van de in de lid-staten geldende omzetbelastingen door een gemeenschappelijk systeem van de belasting over de toegevoegde waarde in het bijzonder twee hoofddoelen beoogt te bereiken, namelijk enerzijds de neutraliteit ten opzichte van de concurrentieverhoudingen zowel op nationaal als op intracommunautair niveau en anderzijds de vervulling tijdens de eerste etappe van een van de voorwaarden om in het verkeer tussen de lid-staten af te kunnen zien van het heffen van belasting bij invoer en van het verlenen van belastingonthefing bij uitvoer — hierna aangeduid met « opheffing van de belastinggrenzen » — welke opheffing is voorzien als het uiteindelijke doel van de harmonisatie van de omzetbelastingen;

Overwegende dat het gemeenschappelijke systeem van de belasting over de toegevoegde waarde vooreerst gedurende een periode zal worden toegepast waarin de belastinggrenzen nog bestaan, zodat onder deze omstandigheden de lid-staten op het gebied van de vaststelling van het belastingtarief of van uiteenlopende belastingstarieven in ruime mate hun autonomie kunnen behouden;

Overwegende dat bij een voorlopig handhaven van de belastinggrenzen op zichzelf de mogelijkheid niet is uitgesloten om toe te staan dat de toepassingsmodaliteiten van de belasting in de lid-staten onderling zekere verschillen vertonen, doch dat het zeer wenselijk is deze verschillen zoveel mogelijk te beperken teneinde te vermijden dat de verwezenlijking van het uiteindelijke doel opnieuw belangrijke wijzigingen van de nationale wetgevingen vergt;

Overwegende dat het niettemin noodzakelijk bleek de mogelijkheid te verschaffen om in enkele bijzondere gevallen, waarin de invoering van het nieuwe stelsel bepaalde lid-staten voor zeer ernstige moeilijkheden plaats, af te wijken van de gemeenschappelijke toepassingsmodaliteiten;

Overwegende evenwel dat deze mogelijkheid uiteraard niet tot regelingen dient te leiden, welke verstoringen in de mededingingsvoorwaarden tussen de lid-staten tot gevolg zouden kunnen hebben en dat bovendien vermeden dient te worden dat afwijkende regelingen ingaan tegen het beoogde einddoel; dat het derhalve nodig is om voor bepaalde gevallen een voorafgaande raadpleging van de Commissie en van de lid-staten voor te schrijven teneinde voormelde gevolgen te voorkomen;

Overwegende dat het gemeenschappelijke systeem van de belasting over de toegevoegde waarde, opdat het zo zuiver en zo neutraal mogelijk zij en opdat het een maximale eenvoud bereike, op zo breed mogelijk gebied toepassing dient te vinden, hetgeen de noodzaak meebrengt te streven naar een veralgemening van de heffing, wat bovendien in overeenstemming is met het karakter van deze belasting, welke als een algemene belasting op het verbruik van goederen en van diensten is bedoeld;

Considérant que dans cette optique, il est très opportun d'englober dans le champ d'application de la taxe toutes les activités économiques aussi bien le secteur de la production et la distribution que celui des prestations de services et d'étendre ainsi la perception de la taxe jusqu'au stade précédant la consommation finale;

Considérant que pour pouvoir appliquer le système de façon simple et neutre et maintenir le taux de la taxe dans des limites raisonnables, il convient donc de s'opposer, en principe, aux demandes tendant à obtenir des régimes de préférence et des mesures d'exception pour un certain secteur;

Considérant que le système de taxe sur la valeur ajoutée permet certainement d'opérer, le cas échéant, pour des raisons d'ordre social et économique, des allègements ou des majorations de la charge fiscale sur certains produits et services par une différenciation des taux, mais que le système se prête difficilement à l'introduction de taux nuls de sorte qu'il est vivement souhaitable de limiter strictement les cas d'exonération et de procéder aux allègements estimés nécessaires par l'application de taux réduits à un niveau aussi bas que possible pour permettre normalement la déduction de la taxe payée au stade précédent, ce qui aboutit d'ailleurs, en général, au même résultat que celui actuellement obtenu par l'application d'exonérations dans les systèmes cumulatifs à cadastre;

Considérant qu'il est apparu possible de laisser aux Etats-membres le soin de déterminer eux-mêmes la réglementation concernant la catégorie étendue des prestations de services n'influant pas sur les prix des marchandises et le régime à appliquer aux petites entreprises, sous réserve de procéder, en ce qui concerne le dernier cas, à des consultations préalables;

Considérant qu'il s'est avéré nécessaire de prévoir des régimes spéciaux pour la taxe sur la valeur ajoutée applicable au secteur agricole qui donnent l'assurance que le marché commun réalisé au 1^{er} juillet 1967 pour la plupart des produits agricoles avec l'instauration des prix communs ne sera pas troublé. C'est pourquoi la Commission est chargée de soumettre au Conseil, dès que possible, des propositions en conséquence;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir un assez grand nombre de dispositions particulières comportant des interprétations, des dérogations et certaines modalités d'application détaillées et d'établir une liste des prestations de services soumises au régime communautaire, dispositions et liste, qui sont exposées respectivement dans une annexe A et une annexe B,

à arrêté la présente directive :

Article premier.

1. Les Etats-membres perçoivent une taxe sur le chiffre d'affaires appelée, dans la présente directive, « taxe sur la valeur ajoutée ».

2. Sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée :

a) les livraisons de biens et les prestations de services, effectuées à titre onéreux à l'intérieur du pays par un assujetti;

b) les importations de biens.

3. Est considéré comme constituant l'« intérieur du pays » le territoire sur lequel la taxe sur la valeur ajoutée de l'Etat intéressé est applicable et qui doit englober, en principe, l'ensemble de son territoire national (1).

Article 2.

Est considéré comme « assujetti » au sens de l'article 1, paragraphe 2, littéra a, quiconque accomplit d'une façon indépendante, à titre habituel ou occasionnel, des actes relevant des activités de producteur, de commerçant ou de prestataire de services, qu'il vise ou non un but lucratif (2).

Article 3.

1. Est considéré comme « livraison d'un bien » le transfert du pouvoir de disposer d'un bien corporel comme un propriétaire (3).

2. Sont assimilés à une livraison imposable :

a) la remise matérielle d'un bien en vertu d'un contrat de location-vente (4);

b) la transmission, avec paiement d'une indemnité, de la propriété d'un bien en vertu d'une réquisition faite par ou au nom de l'autorité publique;

(1) Voir annexe A, point 1.

(2) Voir annexe A, point 2.

(3) Voir annexe A, point 3.

(4) Voir annexe A, point 4.

Overwegende dat het, met dit doel voor ogen, bijzonder gewenst is in het toepassingsgebied van de belasting alle economische activiteiten te begrijpen, d.w.z. zowel de produktie- en de distributiesector als de dienstensector, en op deze wijze de heffing van de belasting uit te strekken tot en met de fase, welke aan het uiteindelijke verbruik voorafgaat;

Overwegende dat het, om het systeem op eenvoudige en neutrale wijze te kunnen toepassen en om het algemene tarief van de belasting binnen redelijke grenzen te kunnen houden, gewenst is zich in beginsel te verzetten tegen verzoeken welke voorkeursregelingen en uitzonderingsmaatregelen voor een bepaalde sector beogen te verkrijgen;

Overwegende dat het in het systeem van de belasting over de toegevoegde waarde zeker mogelijk is om, desgewenst, uit overwegingen van sociale en economische aard de belastingdruk op bepaalde produkten en diensten te verlichten of te verzwaren door een differentiatie van de tarieven, maar dat het systeem zich bezwaarlijk leent tot invoering van nultarieven, zodat het uitermate wenselijk is de gevallen van vrijstelling strikt te beperken en ten behoeve van de noodzakelijk geachte verlichtingen over te gaan tot toepassing van verlaagde tarieven, waarvan het niveau zo laag mogelijk is, waardoor normaliter de in de vorige fase betaalde belasting in mindering kan worden gebracht, hetgeen trouwens in het algemeen tot hetzelfde resultaat leidt als hetwelk thans bij toepassing van vrijstellingen in de cumulatieve cascadesystemen wordt verkregen;

Overwegende dat het mogelijk is gebleken het aan de lid-staten over te laten zelf een regeling te treffen voor de omvangrijke groep van diensten die de goederenprijzen niet beïnvloeden, alsmede voor het op kleine ondernemingen toe te passen regime, zij het in laatstbedoeld geval onder voorbehoud van voorafgaande raadpleging;

Overwegende dat het nodig is gebleken bijzondere regelingen te voorzien inzake de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde op de landbouwsector, welke waarborgen bieden dat de gemeenschappelijke markt, welke op 1 juli 1967 met de invoering van gemeenschappelijke prijzen voor het merendeel der landbouwprodukten zal zijn verwezenlijkt, niet wordt gestoord; dat de Commissie daarom de opdracht heeft de Raad zo spoedig mogelijk ter zake dienende voorstellen te doen;

Overwegende dat het nodig is een tamelijk groot aantal bijzondere bepalingen vast te stellen, welke interpretatievoorschriften, afwijkingen en enkele gedetailleerde toepassingsmodaliteiten bevatten en om een lijst van de aan het gemeenschappelijke regime onderworpen diensten op te stellen; dat deze bepalingen in bijlage A zijn uiteengezet, terwijl de lijst in bijlage B is opgenomen,

heeft de volgende richtlijn vastgesteld :

Artikel 1.

1. De lid-staten heffen een omzetbelasting, die in deze richtlijn als « belasting over de toegevoegde waarde » wordt aangeduid.

2. Aan de belasting over de toegevoegde waarde zijn onderworpen :

a) de leveringen van goederen en de diensten, welke in het binnenland door een belastingplichtige onder bezwarende titel worden verricht;

b) de invoer van goederen.

3. Als « binnenland » wordt beschouwd het grondgebied waarop de belasting over de toegevoegde waarde van de desbetreffende lid-staat van toepassing is; dit gebied dient in beginsel het gehele nationale grondgebied te omvatten (1).

Artikel 2.

1. Als « belastingplichtige » in de zin van artikel 1, lid 2, letter a wordt beschouwd ieder die zelfstandig, al dan niet regelmatig, met of zonder winst oogmerk, handelingen verricht, die tot de activiteiten van een fabrikant, handelaar of dienstverrichter behoren (2).

Artikel 3.

1. Als « levering van een goed » wordt beschouwd de overdracht van de macht om als een eigenaar over een lichamelijke zaak te kunnen beschikken (3).

2. Met een belastbare levering worden gelijkgesteld :

a) de feitelijke afgifte van een goed ingevolge een overeenkomst van huurkoop (4);

b) de eigendomsovergang van een goed tegen betaling van een vergoeding, ingevolge een vordering door of vanwege de overheid;

(1) Vgl. bijlage A, punt 1.

(2) Vgl. bijlage A, punt 2.

(3) Vgl. bijlage A, punt 3.

(4) Vgl. bijlage A, punt 4.

c) le prélèvement par un assujetti, dans le cadre de son entreprise, d'un bien qu'il affecte à son usage privé ou qu'il transmet à titre gratuit (1);

d) l'utilisation, dans certains cas, par un assujetti pour les besoins de son entreprise, d'un bien produit ou extrait par lui ou par un tiers pour son compte (2);

e) la transmission d'un bien effectué en vertu d'un contrat de commission à l'achat ou à la vente;

f) la délivrance d'un travail à façon, c'est-à-dire la remise par le preneur du travail à son client d'un bien meuble qu'il a fabriqué au moyen de matières et objets que le client lui a confiés à cette fin sans distinguer selon que le preneur du travail a fourni ou non une partie de ces matières et objets (3);

g) la délivrance d'un travail immobilier y compris celui assurant l'incorporation d'un bien meuble à un bien immeuble (3).

3. Quel que soit le lieu de la livraison prévu dans des dispositions légales ou contractuelles, celui-ci est réputé se situer :

a) dans le cas où le bien est expédié ou transporté soit par le fournisseur, soit par l'acquéreur, soit par une tierce personne : à l'endroit où le bien se trouve au moment du départ de l'expédition ou du transport à destination de l'acquéreur;

b) dans le cas où le bien n'est pas expédié ou transporté : à l'endroit où le bien se trouve au moment du transfert du pouvoir d'en disposer comme un propriétaire.

4. Le fait générateur, c'est-à-dire la naissance de la dette fiscale, a lieu au moment où la livraison est effectuée. Cependant, pour les livraisons donnant lieu à des versements d'acomptes, antérieurement à la livraison, le fait générateur est déjà déterminé au moment de la délivrance de la facture ou au plus tard au moment de l'encaissement, et ceci à concurrence du montant de cette facturation ou de cet encaissement (4).

Article 4.

1. Est considéré comme « prestation de services » toute opération qui ne constitue pas une livraison d'un bien au sens de l'article 3 (5).

2. Les règles concernant la taxation des prestations de services prévues dans la présente directive ne sont applicables qu'aux prestations de services qui sont énumérées dans l'annexe B (6).

3. Le lieu d'une prestation de services est réputé se situer, en principe, à l'endroit où le service rendu, le droit cédé ou concédé ou l'objet loué sont utilisés ou exploités (7).

4. Le fait générateur, c'est-à-dire la naissance de la dette fiscale, a lieu au moment où le service est rendu. Cependant, pour les prestations de services à durée indéterminée ou dépassant une certaine période ou donnant lieu à des versements d'acomptes, le fait générateur est déjà déterminé au moment de la délivrance de la facture ou, au plus tard, au moment de l'encaissement, et ceci à concurrence du montant de cette facturation ou de cet encaissement.

Article 5.

1. Par « importation », il faut entendre l'introduction d'un bien dans le territoire sur lequel la taxe sur la valeur ajoutée de l'Etat intéressé est applicable.

2. A l'importation, le fait générateur est l'introduction du bien dans le territoire sur lequel la taxe sur la valeur ajoutée de l'Etat intéressé est applicable. Cette disposition n'interdit toutefois pas de lier le fait générateur et/ou l'exigibilité de la taxe sur la valeur ajoutée au fait générateur et/ou à l'exigibilité prévus en matière de droits de douane et, le cas échéant, dans la matière des autres impôts, taxes et prélèvements dont est passible le bien importé (8).

Article 6.

La base d'imposition est constituée (9) :

a) pour les livraisons et prestations de services, par tout ce qui constitue la contre-valeur de la livraison du bien ou de la prestation

(1) Voir annexe A, point 5.

(2) Voir annexe A, point 6.

(3) Voir annexe A, point 7.

(4) Voir annexe A, point 8.

(5) Voir annexe A, point 9.

(6) Voir annexe A, point 10.

(7) Voir annexe A, point 11.

(8) Voir annexe A, point 12.

(9) Voir annexe A, point 13.

c) het door een belastingplichtige aan zijn onderneming onttrekken van een goed, dat hij voor persoonlijk gebruik aanwendt of dat hij gratis overdraagt (1);

d) het in bepaalde gevallen voor bedrijfsdoeleinden in gebruik nemen van een goed door een belastingplichtige, dat door hem of voor zijn rekening door een derde is vervaardigd of gewonnen (2);

e) de overdracht van een goed ingevolge een commissie-overeenkomst tot aan- of verkoop;

f) de oplevering van een werk in roerende staat, d.w.z. de afgifte door de opdrachtnemer aan de opdrachtgever van een roerend goed, dat hij heeft vervaardigd met behulp van stoffen of voorwerpen, welke daartoe door de laatste aan de opdrachtnemer zijn verstrekt, ongeacht of de opdrachtnemer al dan niet een deel van deze stoffen of voorwerpen heeft verschaft (3);

g) de oplevering van een werk in onroerende staat, met inbegrip van het aanbrengen van een roerend goed aan een onroerend goed (3).

3. Ongeacht de ter zake bestaande wettelijke of de ter zake overeen gekomen bepalingen, wordt als plaats van levering aangemerkt :

a) ingeval het goed door de leverancier, door de ontbieder, dan wel door een derde wordt verzonden of vervoerd : de plaats waar het goed zich op het tijdstip van de aanvang van de verzending of het vervoer naar de ontbieder bevindt;

b) ingeval het goed niet wordt verzonden of vervoerd : de plaats waar het goed zich bevindt op het tijdstip van de overdracht van de macht om er als eigenaar over te kunnen beschikken.

4. Het belastbaar gebeuren, d.w.z. het ontstaan van de belasting-schuld, vindt plaats op het tijdstip, waarop de levering wordt verricht. Ten aanzien van leveringen, waarvoor vooruitbetalingen worden gedaan alvorens de levering is verricht, wordt het belastbaar gebeuren evenwel reeds bepaald op het tijdstip van het uitrekenen van de factuur of ten laatste op het tijdstip van het ontvangen van de vooruitbetalingen, zulks ten belope van het in rekening gebrachte of het ontvangen bedrag (4).

Artikel 4.

1. Als « dienst » wordt beschouwd elke prestatie die niet een levering van een goed in de zin van artikel 3 is (5).

2. De in deze richtlijn voorziene bepalingen inzake de belasting-heffing van de diensten vinden slechts toepassing ten aanzien van de diensten welke zijn vermeld in bijlage B (6).

3. De plaats waar een dienst wordt verricht, wordt in beginsel geacht daar te zijn gelegen, waar de bewezen dienst, het afgestane of verleende recht of het verhuurde voorwerp wordt gebezigd of ten nutte gemaakt (7).

4. Het belastbaar gebeuren, d.w.z. het ontstaan van de belasting-schuld, vindt plaats op het tijdstip waarop de dienst wordt bewezen. Voor diensten welke gedurende een onbepaalde tijd worden verricht of welke een zekere tijdsduur overschrijden, dan wel waarvoor vooruitbetalingen worden gedaan, wordt het belastbaar gebeuren evenwel reeds bepaald op het tijdstip van het uitrekenen van de factuur of ten laatste op het tijdstip van het ontvangen van de vooruitbetalingen, zulks ten belope van het in rekening gebrachte of het ontvangen bedrag.

Artikel 5.

1. Onder « invoer » wordt verstaan het binnenkomen van een goed op het grondgebied waarop de belasting over de toegevoegde waarde van de desbetreffende lid-staat van toepassing is.

2. Bij invoer is het belastbaar gebeuren het binnenkomen van het goed op het grondgebied waarop de belasting over de toegevoegde waarde van de desbetreffende lid-staat van toepassing is. Deze bepaling houdt echter geen verbod in om het belastbaar gebeuren en/of de opeisbaarheid van de belasting over de toegevoegde waarde te doen samenvallen met het belastbaar gebeuren en/of de opeisbaarheid geldend inzake de invoerrechten en, in voorkomende gevallen, geldend inzake andere rechten, belastingen en heffingen, waaraan het ingevoerde goed is onderworpen (8).

Artikel 6.

De belastinggrondslag is (9) :

a) voor leveringen en diensten, alles wat de tegenwaarde vormt van de levering van het goed of van de dienst, met inbegrip van alle kosten

(1) Vgl. bijlage A, punt 5.

(2) Vgl. bijlage A, punt 6.

(3) Vgl. bijlage A, punt 7.

(4) Vgl. bijlage A, punt 8.

(5) Vgl. bijlage A, punt 9.

(6) Vgl. bijlage A, punt 10.

(7) Vgl. bijlage A, punt 11.

(8) Vgl. bijlage A, punt 12.

(9) Vgl. bijlage A, punt 13.

de services, tous frais et taxes compris à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même ⁽¹⁾;

b) pour les opérations prévues à l'article 3, paragraphe 2, littéra c et d, par le prix d'achat des biens ou de biens similaires ou, à défaut de prix d'achat, par le prix de revient;

c) pour les importations de biens, par la valeur en douane telle qu'elle est déterminée pour l'application des droits de douane ad valorem, majorée de tous les droits, impôts, taxes et autres prélèvements qui sont dus, en raison de l'importation, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même. La même base est applicable lorsque le bien est exempt de droits de douane ou n'est pas soumis à des droits de douane ad valorem ⁽²⁾.

Article 7.

1. Le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé par chaque Etat-membre à un pourcentage de la base d'imposition qui est le même pour les livraisons de biens et pour les prestations de services.

2. Certaines opérations peuvent cependant être soumises à des taux majorés ou à des taux réduits. Chaque taux réduit est calculé de façon telle que le montant de la taxe sur la valeur ajoutée résultant de l'application de ce taux permette normalement de déduire la totalité de la taxe sur la valeur ajoutée perçue au stade antérieur ⁽³⁾.

3. Le taux appliqué à l'importation d'un bien est celui qui est appliqué à l'intérieur du pays pour la livraison d'un même bien.

Article 8.

1. Sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée, sous les conditions déterminées par chaque Etat-membre, les livraisons de biens expédiés ou transportés en dehors du territoire sur lequel la taxe sur la valeur ajoutée de l'Etat intéressé est applicable ⁽⁴⁾.

2. Peuvent être exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée, sous les conditions déterminées par chaque Etat-membre, les prestations de services se rapportant à des biens taxables expédiés ou transportés en dehors du territoire sur lequel la taxe sur la valeur ajoutée de l'Etat intéressé est applicable.

3. Chaque Etat-membre peut, sous réserve de la consultation prévue à l'article 13, déterminer d'autres exonérations qu'il estime nécessaires ⁽⁵⁾.

Article 9.

1. L'assujetti est autorisé à déduire de la taxe sur la valeur ajoutée calculée d'après son chiffre d'affaires :

a) la taxe sur la valeur ajoutée qui lui est facturée pour les biens qui lui sont livrés et pour les services qui lui sont rendus ⁽⁶⁾;

b) la taxe sur la valeur ajoutée acquittée pour les biens importés, dans la mesure où les biens et services visés aux littéra a et b sont utilisés pour les besoins de son entreprise;

c) la taxe sur la valeur ajoutée qu'il a acquittée sur les prélèvements visés à l'article 3, paragraphe 2, littéra d.

2. N'est pas déductible la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les biens et les services, qui sont utilisés pour effectuer des opérations non taxables ou exonérées. La déduction est cependant autorisée pour les livraisons de biens et les prestations de services taxables à l'intérieur du pays, mais non taxables parce qu'elles sont effectuées à l'extérieur du pays ou exonérées en vertu de l'article 8, paragraphes 1 et 2.

En ce qui concerne les biens et les services qui sont utilisés pour effectuer à la fois des opérations ouvrant droit à déduction et des opérations n'ouvrant pas droit à déduction, la déduction n'est admise que pour la partie de la taxe sur la valeur ajoutée qui est proportionnelle à la valeur des premières opérations (règle du prorata) ⁽⁷⁾.

3. La taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les acquisitions de biens et de services est déductible de la taxe sur la valeur ajoutée due pour la période au cours de laquelle est reçue la facture qui se rapporte à ces acquisitions (déductions immédiates) ⁽⁸⁾.

(1) Voir annexe A, point 14.

(2) Voir annexe A, point 15.

(3) Voir annexe A, point 16.

(4) Voir annexe A, point 17.

(5) Voir annexe A, point 18.

(6) Voir annexe A, point 19.

(7) Voir annexe A, point 20.

(8) Voir annexe A, point 21.

en belastingen, doch met uitzondering van de belasting over de toegevoegde waarde zelf ⁽¹⁾;

b) voor de handelingen, bedoeld in artikel 3, lid 2, letters c en d, de voor de goederen of soortgelijke goederen geldende inkoopprijs of, bij gebrek aan een inkoopprijs, de kostprijs;

c) bij invoer van goederen, de douanewaarde zoals deze wordt vastgesteld voor de heffing van de invoerrechten ad valorem, vermeerderd met alle ter zake van de invoer verschuldigde rechten, belastingen en heffingen, met uitzondering van de belasting over de toegevoegde waarde zelf. Deze grondslag vindt eveneens toepassing indien het goed is vrijgesteld van invoerrechten of niet aan een invoerrecht ad valorem is onderworpen ⁽²⁾.

Artikel 7.

1. Het normale tarief van de belasting over de toegevoegde waarde wordt door elke lid-staat vastgesteld op een percentage van de belastinggrondslag, hetwelk gelijk dient te zijn voor goederenleveringen en voor diensten.

2. Bepaalde transacties kunnen echter aan verhoogde of verlaagde tarieven worden onderworpen. Elk verlaagd tarief wordt zo berekend, dat het bedrag van de belasting over de toegevoegde waarde, hetwelk bij toepassing van dit tarief wordt verkregen, normaliter een volledige aftrek van de in de vorige fase geheven belasting toelaat ⁽³⁾.

3. Het tarief dat bij invoer van een goed wordt toegepast, is gelijk aan het tarief dat ten aanzien van de levering van een zelfde goed in het binnenland wordt toegepast.

Artikel 8.

1. Onder de door elke lid-staat vast te stellen voorwaarden zijn van de belasting over de toegevoegde waarde vrijgesteld de leveringen van goederen die worden verzonden of vervoerd naar een plaats buiten het grondgebied waarop de belasting over de toegevoegde waarde van de desbetreffende lid-staat van toepassing is ⁽⁴⁾.

2. Onder de door elke lid-staat vast te stellen voorwaarden kunnen van de belasting over de toegevoegde waarde worden vrijgesteld dienstverrichtingen betrekking hebbende op belastbare goederen, die worden verzonden of vervoerd naar een plaats buiten het grondgebied waarop de belasting over de toegevoegde waarde van de betreffende lid-staat van toepassing is.

3. Elke lid-staat kan onder voorbehoud van de in artikel 13 voorgeschreven raadpleging andere door hem nodig geoordeelde vrijstellingen vaststellen ⁽⁵⁾.

Artikel 9.

1. De belastingplichtige mag op de over zijn omzet berekende belasting over de toegevoegde waarde in mindering brengen :

a) de belasting over de toegevoegde waarde welke hem is gefactureerd voor de aan hem geleverde goederen en voor de diensten die hem zijn bewezen ⁽⁶⁾;

b) de belasting over de toegevoegde waarde die voor ingevoerde goederen is voldaan, voor zover de in de letters a en b bedoelde goederen en diensten voor bedrijfsdoeleinden worden gebruikt;

c) de belasting over de toegevoegde waarde, die hij heeft voldaan voor de in artikel 3, lid 2, letter d bedoelde onttrekkingen.

2. Niet aftrekbaar is de belasting over de toegevoegde waarde, drukkende op de goederen en de diensten welke worden gebruikt voor het verrichten van onbelastbare of vrijgestelde transacties. Aftrek is evenwel toegestaan voor de in het binnenland belaste leveringen van goederen en diensten welke niet belastbaar zijn omdat zij in het buitenland worden verricht of welke vrijgesteld zijn ingevolge artikel 8, leden 1 en 2.

Ten aanzien van goederen en diensten die zowel voor transacties worden gebezigd waarvoor aanspraak op aftrek bestaat als voor transacties waarvoor dit niet het geval is, wordt de vermindering slechts toegestaan voor het gedeelte van de belasting over de toegevoegde waarde, dat evenredig is aan de omvang van de eerstbedoelde transactie (pro rata-regel) ⁽⁷⁾.

3. De belasting over de toegevoegde waarde, welke op de verkregen goederen en de ontvangen diensten drukt, kan in mindering worden gebracht op de belasting over de toegevoegde waarde welke is verschuldigd over de periode waarin de factuur voor de verkregen goederen of de bewezen diensten is ontvangen (onmiddellijke aftrek) ⁽⁸⁾.

(1) Vgl. bijlage A, punt 14.

(2) Vgl. bijlage A, punt 15.

(3) Vgl. bijlage A, punt 16.

(4) Vgl. bijlage A, punt 17.

(5) Vgl. bijlage A, punt 18.

(6) Vgl. bijlage A, punt 19.

(7) Vgl. bijlage A, punt 20.

(8) Vgl. bijlage A, punt 21.

En cas de déduction partielle selon le paragraphe 2, le montant de la déduction est provisoirement déterminé d'après le prorata général de l'année précédente et puis régularisé dès la fin de l'année quand le prorata de l'année de l'acquisition a été calculé. Toutefois, en ce qui concerne les biens d'investissement, la régularisation est étalée sur une période de cinq années, dont celle au cours de laquelle les biens ont été acquis; elle ne porte chaque année que sur un cinquième de la taxe dont les biens d'investissement ont été grevés (1).

4. Peuvent être exclus du régime des déductions, certains biens et certains services, notamment ceux susceptibles d'être exclusivement ou partiellement utilisés pour les besoins privés de l'assujetti ou de son personnel.

5. Quand, lors d'une période de déclaration mensuelle, trimestrielle ou semestrielle, le montant des déductions dépasse le montant de la taxe sur la valeur ajoutée calculée d'après le chiffre d'affaires, l'excédent est reporté sur la période suivante. Cependant, à la fin de chaque année civile, l'excédent éventuel est remboursé (2).

Article 10.

1. Tout assujetti doit tenir une comptabilité suffisamment détaillée pour permettre l'application de la taxe sur la valeur ajoutée et les contrôles par l'administration fiscale.

2. Tout assujetti doit délivrer une facture pour les livraisons de biens et les prestations de services qu'il a effectuées à un autre assujetti (3).

Cette facture doit mentionner, d'une façon distincte (4) :

- a) les noms ou raisons sociales, les adresses du fournisseur et du client;
- b) l'objet, quantité et dénomination commerciale habituelle des biens livrés ou des prestations de services rendues;
- c) la date de la facture ainsi que celle de la livraison ou de la prestation de services ou, le cas échéant, la période sur laquelle s'étend la livraison ou la prestation de services;
- d) le prix net et la taxe correspondante pour chaque taux différent, ainsi que, le cas échéant, l'exonération (5).

3. Tout assujetti doit remettre chaque mois une déclaration indiquant pour les opérations effectuées au cours du mois précédent tous les renseignements nécessaires pour le calcul de la taxe et des déductions à opérer. Toutefois, chaque Etat-membre a la faculté, pour des raisons pratiques, d'autoriser certains assujettis à présenter des déclarations pour chaque trimestre, semestre ou année. Annuellement, au cours du premier semestre, tout assujetti doit faire, le cas échéant, une déclaration concernant les opérations effectuées l'année précédente afin de permettre de calculer les régularisations nécessaires.

4. Tout assujetti doit verser au Trésor le montant de la taxe sur la valeur ajoutée lors du dépôt de la déclaration mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle.

5. Pour les importations de biens, les modalités de déclaration et de paiement de la taxe sur la valeur ajoutée sont réglées par chaque Etat-membre.

Article 11.

Chaque Etat-membre a la faculté, sous réserve de la consultation prévue à l'article 13, d'appliquer aux petites entreprises, pour lesquelles l'assujettissement au régime normal de la taxe sur la valeur ajoutée se heurterait à des difficultés, le régime particulier qui s'adapte le mieux aux exigences et possibilités nationales (6).

Article 12.

1. Les produits agricoles qui seront énumérés dans une liste commune, sont soumis à tous les stades à un taux réduit ou, le cas échéant, à des différents taux réduits conformément à l'article 7, paragraphe 2.

(1) Voir annexe A, point 22.

(2) Voir annexe A, point 23.

(3) Voir annexe A, point 24.

(4) Voir annexe A, point 25.

(5) Voir annexe A, point 26.

(6) Voir annexe A, point 27.

In geval van gedeeltelijke aftrek overeenkomstig het tweede lid wordt het in aftrek te brengen bedrag voorlopig bepaald aan de hand van het algemene verhoudingscijfer van het voorafgaande jaar; op dit bedrag wordt vervolgens na afloop van het jaar, nadat het verhoudingscijfer van het jaar van aankoop is berekend, een regularisatie toegepast. Ten aanzien van investeringsgoederen strekt deze regularisatie zich echter uit over een periode van vijf jaren, daaronder begrepen het jaar van aanschaffing; voor elk jaar heeft deze regularisatie slechts betrekking op een vijfde gedeelte van de op de investeringsgoederen drukkende belasting (1).

4. Van de aftrekregeling kunnen bepaalde goederen en bepaalde diensten worden uitgesloten, in het bijzonder die, waarvan verwacht kan worden dat zij uitsluitend of gedeeltelijk zullen worden gebruikt voor de privé-behoefte van de belastingplichtige of van zijn personeel.

5. Indien in een maandelijks, driemaandelijks of halfjaarlijks aangiftetijdvak het bedrag van de verminderingen het over de omzet berekende bedrag aan belasting over de toegevoegde waarde overtreft, wordt het overschot overgedragen naar het volgende tijdvak. Aan het einde van elk kalenderjaar wordt het eventuele overschot echter teruggegeven (2).

Artikel 10.

1. Iedere belastingplichtige dient een boekhouding te voeren, welke voldoende gegevens bevat om de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde mogelijk te maken en om de belastingadministratie de gelegenheid te verschaffen op doeltreffende wijze te controleren.

2. Iedere belastingplichtige dient voor de aan een andere belastingplichtige verrichte leveringen van goederen of bewezen diensten een factuur uit te reiken (3).

In deze factuur dienen de navolgende gegevens afzonderlijk te zijn vermeld (4) :

- a) de naam of firmanaam en het adres, zowel van de verkoper c.q. dienstverrichter als van de klant;
- b) aard, hoeveelheid en de gebruikelijke handelsbenaming c.q. omschrijving van de geleverde goederen en/of van de bewezen diensten;
- c) de dagtekening van de factuur, alsmede het tijdstip van de levering c.q. van de dienst, of, in voorkomende gevallen, de tijdsduur waarbinnen de levering of de dienst is verricht;
- d) gesplitst naar elk afzonderlijk tarief c.q. vrijstelling, de nettoprijs en de belasting (5).

3. Iedere belastingplichtige dient elke maand een aangifte in te dienen, waarin met betrekking tot de in de voorafgaande maand uitgevoerde transacties alle voor de berekening van de belasting en van de aftrekken benodigde gegevens zijn opgenomen. Elke lid-staat is echter bevoegd om praktische redenen aan bepaalde belastingplichtigen vergunning te verlenen eens per kwartaal, halfjaar of jaar aangifte te doen. Iedere belastingplichtige dient zo nodig jaarlijks in de loop van het eerste halfjaar een aangifte te doen betreffende de in het voorafgaande jaar uitgevoerde transacties, teneinde de vereiste regularisaties te kunnen berekenen.

4. Iedere belastingplichtige dient het bedrag van de belasting over de toegevoegde waarde gelijktijdig met de indiening van de maandelijke, driemaandelijke, halfjaarlijkse of jaarlijkse aangifte aan de belastingadministratie te voldoen.

5. De voorschriften inzake de aangifte en de betaling van de belasting over de toegevoegde waarde voor de invoer van goederen worden door elke lid-staat vastgesteld.

Artikel 11.

Elke lid-staat is, onder voorbehoud van de in artikel 13 voorgeschreven raadpleging, bevoegd ten aanzien van kleine ondernemingen voor welke de onderwerping aan de normale regeling van de belasting over de toegevoegde waarde op moeilijkheden zou stuiten, die bijzondere regeling toe te passen, die het beste bij de nationale behoeften en mogelijkheden past (6).

Artikel 12.

1. De in een gemeenschappelijke lijst op te sommen landbouwprodukten worden in alle fasen overeenkomstig artikel 7, lid 2 onderworpen aan een verlaagd tarief c.q. aan verschillende verlaagde tarieven.

(1) Vgl. bijlage A, punt 22.

(2) Vgl. bijlage A, punt 23.

(3) Vgl. bijlage A, punt 24.

(4) Vgl. bijlage A, punt 25.

(5) Vgl. bijlage A, punt 26.

(6) Vgl. bijlage A, punt 27.

2. La Commission soumettra au Conseil, au plus tard le 1^{er} avril 1966, des propositions concernant :

a) la liste commune des produits agricoles et les taux réduits applicables à ces produits;

b) des modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée n'entraînant pas le fonctionnement des organisations communes de marchés agricoles et, en particulier, des systèmes de prix que celles-ci prévoient;

c) des régimes transitoires que les Etats-membres pourront appliquer jusqu'à la suppression des frontières fiscales.

Le Conseil arrête sa décision avant le 1^{er} janvier 1967.

Article 13.

1. Dans les cas où un Etat-membre doit, d'après les dispositions de la directive même ou de l'annexe A, procéder à des consultations, il saisit la Commission en temps utile afin qu'elle puisse examiner au préalable avec les Etats-membres si les mesures préconisées par l'Etat intéressé ne faussent pas les conditions de concurrence entre les Etats-membres et ne sont pas de nature à rendre plus difficile l'harmonisation ultérieure.

2. Après avoir consulté les Etats-membres, la Commission adresse, le cas échéant, à l'Etat-membre intéressé la recommandation appropriée.

3. Si l'Etat-membre ne se conforme pas à la recommandation qui lui a été adressée, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, arrête sur proposition de la Commission les mesures nécessaires, par voie de directive, pour atteindre les objectifs indiqués au paragraphe 1 du présent article, sans préjudice des procédures prévues dans le Traité.

Article 14.

Les dispositions contenues dans les annexes font partie intégrante de la présente directive.

Article 15.

La présente directive est destinée à tous les Etats-membres.

ANNEXE A

Dispositions particulières

1 (ad art. 1, par. 3).

Si un Etat-membre envisage d'appliquer la taxe sur la valeur ajoutée sur un territoire qui ne correspond pas à l'ensemble de son territoire national, il doit procéder à la consultation prévue à l'article 13.

2 (ad art. 2).

Le terme « activités de producteur, de commerçant ou de prestataire de services » doit être entendu dans le sens large d'englober toutes les activités économiques possibles, y compris, par conséquent, les activités extractives, les activités des agriculteurs et celles des professions libérales.

Si un Etat-membre envisage dans le cadre de cette directive de ne pas imposer certaines activités, il convient de le faire par des exonérations plutôt que par une mise hors du champ d'application des personnes exerçant ces activités.

Les Etats-membres ont toute latitude pour interpréter les mots « actes accomplis à titre occasionnel ».

Le terme « d'une façon indépendante » vise notamment à exclure de la taxation les salariés qui sont liés à leur employeur par un contrat de louage de travail, y compris les travailleurs à domicile. Ce terme permet également à chaque Etat-membre de ne pas considérer comme des assujettis séparés, mais comme un seul assujetti, les personnes qui, bien qu'indépendantes du point de vue juridique, sont cependant organiquement liées entre elles par des rapports d'ordre économique, financier et d'organisation. Toutefois, l'Etat-membre qui envisage d'adopter un tel régime, doit procéder à la consultation prévue à l'article 13.

Les Etats, les provinces, les communes et les autres organismes de droit public ne sont en principe pas à considérer comme des assujettis pour autant qu'ils exercent des activités relevant de la tâche leur incombant en tant qu'autorités publiques. Toutefois, si ces organismes exercent des activités ayant un caractère industriel ou commercial tel qu'elles puissent être exercées par le secteur privé, ils sont imposables pour ces activités.

Si un Etat-membre envisage de restreindre, en vertu de l'article 2, troisième alinéa, de la directive du... le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée jusqu'au stade du commerce de gros inclus,

2. De Commissie dient uiterlijk op 1 april 1966 bij de Raad voorstellen in betreffende :

a) de gemeenschappelijke lijst van landbouwprodukten en de op deze produkten toe te passen verlaagde tarieven;

b) de toepassingsmodaliteiten van de belasting over de toegevoegde waarde, welke de werking van de gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en, in het bijzonder, van de daarin vervatte prijsstelsels niet mogen hinderen;

c) de overgangsregelingen welke de lid-staten tot de opheffing van de belastinggrenzen kunnen toepassen.

De Raad neemt zijn beslissing vóór de eerste januari 1967.

Artikel 13.

1. In de gevallen, waarin een lid-staat volgens de bepalingen van de richtlijn zelf of van bijlage A tot raadpleging dient over te gaan, maakt hij de zaak zo tijdig bij de Commissie aanhangig, dat deze vooraf met de lid-staten kan onderzoeken of de door de betrokken lid-staat voorgenomen maatregelen de concurrentievoorwaarden tussen de lid-staten niet vervalsen en niet van dien aard zijn, dat zij de toekomstige harmonisatie bemoeilijken.

2. Na raadpleging van de lid-staten doet de Commissie, in voorkomende gevallen, de betrokken lid-staat een passende aanbeveling.

3. Indien deze lid-staat niet handelt overeenkomstig de hem gedane aanbeveling, stelt de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie, bij wege van een richtlijn de maatregelen vast, welke nodig zijn om de in het eerste lid van dit artikel aangeduide doelstellingen te bereiken, een en ander onverminderd de in het Verdrag voorziene procedures.

Artikel 14.

De in de bijlagen vervatte bepalingen maken een integrerend deel van deze richtlijn uit.

Artikel 15.

Deze richtlijn is gericht tot alle lid-staten.

BIJLAGE A

Bijzondere bepalingen.

1 (ad art. 1, lid 3).

Indien een lid-staat voornemens is de belasting over de toegevoegde waarde op een gebied toe te passen hetwelk niet volledig overeenkomt met zijn nationale grondgebied, dient hij tot de in artikel 13 voorgescreven raadpleging over te gaan.

2 (ad art. 2).

De term « activiteiten van een fabrikant, handelaar of dienstverrichter » moet in de ruime zin worden opgevat dat zij elke voorkomende economische bedrijvigheid omvat, derhalve met inbegrip van delvingswerkzaamheden, de landbouw, zomede de vrije beroepen.

Indien een lid-staat in het kader van deze richtlijn bepaalde activiteiten niet aan de belasting zou willen onderwerpen, verdient het de voorkeur dit te bereiken door middel van vrijstellingen en niet door de personen die deze activiteiten uitoefenen buiten het toepassingsgebied van de belasting te plaatsen.

De lid-staten hebben de vrijheid te bepalen wat onder de woorden « niet regelmatig verrichte handelingen » dient te worden verstaan.

De term « zelfstandig » beoogt in de eerste plaats die personen van de belastingheffing uit te sluiten, die bij een werkgever in loondienst zijn, daaronder begrepen de zgn. thuiswerkers. Voorts biedt deze term elke lid-staat de mogelijkheid personen die juridisch gezien wel zelfstandig zijn, doch die onderling door financiële, economische en organisatorische betrekkingen verbonden zijn, niet als afzonderlijke belastingplichtigen te beschouwen, maar te zamen als één belastingplichtige aan te merken. De lid-staat die voornemens is een dergelijke regeling in te voeren, dient echter tot de in artikel 13 voorgescreven raadpleging over te gaan.

De Staat, de provincies, de gemeenten en andere publiekrechtelijke instellingen worden in beginsel niet als belastingplichtigen aangemerkt, voor zover zij werkzaamheden verrichten welke tot hun overheidstaak behoren. Indien deze instellingen echter werkzaamheden verrichten welke een zodanig industrieel of handelskarakter hebben dat zij in de particuliere sector zouden kunnen worden verricht, zijn zij belastbaar wegens die werkzaamheden.

Indien een lid-staat het voornemen heeft op grond van artikel 2, alinea 3 van de richtlijn van ... het toepassingsgebied van de belasting over de toegevoegde waarde tot en met de groothandelsfase te beper-

il doit procéder à la consultation prévue à l'article 13, en ce qui concerne les règles de délimitation qu'il envisage d'introduire à cet égard dans sa législation nationale.

3 (ad art. 3, par. 1).

Par « bien corporel », il faut entendre aussi bien les biens corporels meubles que les biens corporels immeubles.

Les livraisons de courant électrique, gaz, chaleur, froid et de choses similaires qui, dans la vie économique, sont considérées comme des livraisons de biens corporels, sont à assimiler à des livraisons de biens.

4 (ad art. 3, par. 2, litt. a).

Par « location vente », il faut entendre un contrat qui prévoit la location d'un objet pendant une certaine période assortie de la clause que la propriété est acquise après le paiement de la dernière échéance. Cependant, du point de vue fiscal, ce contrat ne doit pas être décomposé pour partie en une location et pour partie en une vente mais être considéré dès sa conclusion comme une vente assortie d'une livraison taxable.

5 (ad art. 3, par. 2, litt. c).

En ce qui concerne le prélèvement en l'état d'un bien acheté par un assujetti, les Etats-membres ont la faculté de remplacer l'imposition prévue par le refus de la déduction ou sa régularisation si la déduction a déjà été opérée. Cependant, les prélèvements effectués pour donner des cadeaux proprement dits de faible valeur et des échantillons qui peuvent être fiscalement admis comme des frais généraux, ne doivent pas être considérés comme des livraisons imposables. De plus, les dispositions prévues à l'article 9, paragraphe 2, ne sont pas applicables à de tels prélèvements.

6 (ad art. 3, par. 2, litt. d).

Cette disposition ne doit être appliquée que pour assurer une égalité de taxation pour les biens achetés et destinés aux besoins de l'entreprise n'ouvrant pas droit à une déduction immédiate ou complète, d'une part, et pour des biens fabriqués ou extraits par l'entreprise même ou pour son compte par un tiers et également utilisés pour les mêmes besoins d'autre part.

7 (ad art. 3, par. 2, litt. f et g).

Les Etats-membres qui, pour des raisons spécifiques nationales, ne pourraient pas considérer les opérations visées aux lettres f et g comme des livraisons, mais comme des prestations de services, pourraient les ranger dans la catégorie des prestations de services à la condition expresse de leur appliquer le même taux que le taux normal prévu pour les livraisons.

Sont à considérer comme « travaux immobiliers », notamment :

- la construction de bâtiments, ponts, routes, ports, etc. en exécution d'un contrat de louage d'ouvrage;
- les travaux de terrassement, plantation de jardins;
- les travaux d'installation (chauffage central, bains, central téléphonique, comptoirs, vitrines réfrigérées, etc.);
- les réparations portant sur des immeubles autres que les opérations d'entretien courant.

8 (ad art. 3, par. 4).

Dans les cas où il y a obligation de délivrer une facture, le fait générateur peut être lié au moment où la facture est délivrée ou, au plus tard, au moment où elle aurait dû être délivrée.

9 (ad art. 4, par. 1).

La définition de la prestation de services donnée dans ce paragraphe implique qu'il faut ranger entre autres parmi les prestations de services :

- la cession d'un bien incorporel;
- l'exécution d'une obligation de ne pas faire quelque chose;
- l'exécution d'un service rendu en vertu d'une réquisition faite par ou au nom de l'autorité publique;
- l'exécution d'un travail à un bien meuble qui n'est pas considéré comme un travail à façon au sens de l'article 3, paragraphe 2, littéra f, comme par exemple les réparations, les services rendus par une blanchisserie, etc.

ken, dient hij met betrekking tot de bepalingen tot afbakening, welke hij te dien aanzien in zijn nationale wetgeving wenst op te nemen, over te gaan tot de in artikel 13 voorgeschreven raadpleging.

3 (ad art. 3, lid 1).

Onder het begrip « lichamelijke zaak » dienen zowel roerende lichamelijke zaken als onroerende lichamelijke zaken te worden verstaan.

De leveringen van elektrische stroom, gas, warmte, koude en soortgelijke zaken, die in het economische verkeer als leveringen van lichamelijke zaken worden behandeld, worden met leveringen van goederen gelijkgesteld.

4 (ad art. 3, lid 2, letter a).

Onder « huurkoop » moet worden verstaan een overeenkomst, waarbij een voorwerp gedurende een bepaalde periode in huur gegeven wordt met de clausule, dat de eigendom wordt verkregen bij de betaling van de laatste termijn. Voor de belastingheffing dient deze overeenkomst niet gesplitst te worden in een huurovereenkomst en in een overeenkomst van koop en verkoop, doch zij dient reeds bij het sluiten van de overeenkomst beschouwd te worden als een verkoop, gepaard gaande met een belastbare levering.

5 (ad art. 3, lid 2, letter c).

Ten aanzien van het onttrekken van een goed in de staat waarin het door de belastingplichtige is gekocht, hebben de lid-staten de bevoegdheid de voorziene heffing te vervangen door een weigering van de aftrek of door een regularisatie van de aftrek, indien deze reeds is toegepast. Onttrekkingen van goederen bestemd om te dienen als geschenken van geringe waarde of als monsters en welke fiscaal tot de algemene kosten mogen worden gerekend, behoeven echter niet als belastbare leveringen te worden beschouwd. Op zodanige onttrekkingen zijn de in artikel 9, lid 2 opgenomen bepalingen voorts niet van toepassing.

6 (ad art. 3, lid 2, letter d).

Deze bepaling behoeft slechts te worden toegepast teneinde te waarborgen dat aangekochte goederen die bestemd zijn voor bedrijfsdoeleinden waarvoor geen aanspraak op onmiddellijke of volledige aftrek bestaat enerzijds, en goederen die door de ondernemer zelf of voor zijn rekening door een derde zijn vervaardigd of gewonnen en die voor dezelfde doeleinden worden gebezigd anderzijds, in fiscaal opzicht gelijkelijk worden behandeld.

7 (ad art. 3, lid 2, letters f en g).

De lid-staten die de in de letters f en g bedoelde prestaties om redenen van uitgesproken nationale aard niet als leveringen, maar als het verrichten van diensten zouden wensen te beschouwen, kunnen ze onder de categorie dienstverrichtingen opnemen, met dien verstande evenwel, dat daarop hetzelfde tarief wordt toegepast als het normale tarief dat voor leveringen geldt.

Onder « oplevering van een werk in onroerende staat » moeten met name worden begrepen :

- het oprichten van gebouwen, het aanleggen van bruggen, wegen, havens enz., ter uitvoering van een aannemingscontract;
- grondwerken, aanleg van tuinen;
- installatiewerkzaamheden (centrale verwarmingen, baden, telefooncentrales, toonbanken, gekoelde uitstalkasten enz.);
- herstellingen van onroerende goederen, andere dan lopende onderhoudswerkzaamheden.

8 (ad art. 3, lid 4).

In de gevallen, waarin de verplichting bestaat een factuur uit te reiken, kan het belastbaar gebeuren samenvallen met het tijdstip, waarop de factuur wordt uitgereikt of uiterlijk had moeten worden uitgereikt.

9 (ad art. 4, lid 1).

De in dit lid gegeven omschrijving van het begrip « dienst » brengt mede, dat onder meer tot de dienstverrichtingen moeten worden gerekend :

- de overdracht van een onlichamelijke zaak;
- de nakoming van een verplichting om iets na te laten;
- het verrichten van een dienst op grond van een vordering door of vanwege de overheid gedaan;
- de uitvoering van een werk aan een roerend goed, die niet kan worden beschouwd als een oplevering van een werk in roerende staat in de zin van artikel 3, lid 2, letter f, zoals bij voorbeeld herstellingen, diensten bewezen door een wasserij, en dergelijke.

La définition de la prestation de services donnée dans ce paragraphe ne préjuge pas la faculté des États-membres de taxer certains services effectués par un assujéti comme des services « rendus à soi-même », lorsqu'une telle mesure s'avère nécessaire pour éviter des distorsions de concurrence.

10 (ad art. 4, par. 2).

Les États-membres s'abstiennent dans toute la mesure du possible d'appliquer des exonérations aux prestations de services mentionnées à l'annexe B. Pour les autres prestations de services, les États-membres ont la faculté de leur appliquer, sans consultation, soit les règles concernant la taxation des prestations de services prévues dans la présente directive, soit un autre régime.

11 (ad art. 4, par. 3).

Le lieu d'une prestation de services est réputé se situer à l'intérieur du pays du prestataire aussi longtemps que le prestataire ne démontre pas que le service rendu, le droit cédé ou concédé ou l'objet loué est utilisé ou exploité à l'étranger.

La prestation de services consistant en une réparation ou un autre travail matériel à un bien corporel est réputée être utilisée ou exploitée à l'endroit où le bien est destiné à être entièrement ou principalement utilisé ou exploité.

La prestation de transport est réputée être utilisée ou exploitée sur le territoire de l'État-membre où le transport est effectué, et, lorsque la prestation s'effectue dans deux ou plusieurs États-membres, sur les territoires de ces États proportionnellement aux distances qui y sont parcourues.

En ce qui concerne les prestations de services rendues dans les relations intracommunautaires, il est stipulé, par dérogation à l'article 4, paragraphe 3, que :

- le lieu d'une prestation de services rendue par des courtiers, expéditeurs, agents et autres personnes intermédiaires est réputé se situer à l'endroit où la personne intermédiaire effectue entièrement ou principalement sa prestation;
- le lieu d'une prestation de services de publicité est réputé se situer à l'endroit où se trouve l'établissement pour le compte duquel le service est demandé.

Au cas où le lieu d'une prestation de services est réputé se situer dans un autre État-membre que celui où se trouve l'établissement qui effectue la prestation :

- le dernier État-membre peut considérer que le lieu de la prestation est situé à l'endroit de cet établissement, lorsque le prestataire ne peut faire la preuve que la taxe sur la valeur ajoutée due dans l'autre État-membre a été acquittée, l'application de cette disposition n'empêche cependant pas la taxation par cet autre État-membre;
- le bénéficiaire du service peut être tenu solidairement responsable pour le paiement de la taxe due, lorsque ce bénéficiaire est un assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée, sans préjudice des autres mesures que l'État-membre, à qui la taxe est due, pourrait prévoir pour assurer le paiement.

Les critères retenus dans ces dispositions pour déterminer le lieu d'une prestation de services, ne préjugent nullement ceux qui sont utilisés pour l'élimination des restrictions à la libre prestation de services au sens des articles 59 à 66 du Traité.

12 (ad art. 5, par. 2).

Sans préjudice des dispositions de l'article 1, paragraphe 2, lettre b, de l'article 5, de l'article 6, lettre c, de l'article 7, paragraphe 3 et de l'article 10, paragraphe 5, chaque État-membre peut, sous réserve de la consultation prévue à l'article 13, appliquer à la perception de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation les dispositions de perception en vigueur pour les droits de douane, y compris les prélèvements, tout en conservant le caractère de la taxe sur la valeur ajoutée.

13 (ad art. 6).

L'État-membre qui restreint le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée jusqu'au stade du commerce de gros inclus, peut prévoir que, lorsqu'un assujéti vend des biens au détail, la base d'imposition est réduite d'un certain pourcentage; toutefois, cette base réduite ne peut être inférieure au prix d'achat ou de revient, majoré, le cas échéant, du montant de tous les droits, impôts, taxes et autres prélèvements à la charge du bien à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée, même si le paiement en a été suspendu.

De in dit lid gegeven omschrijving van het begrip « dienst » maakt geen inbreuk op de bevoegdheid van de lid-staten bepaalde prestaties van een belastingplichtige als « aan zichzelf bewezen diensten » te belasten, indien een zodanige maatregel nodig mocht blijken om concurrentievervalsingen te voorkomen.

10 (ad art. 4, lid 2).

De lid-staten dienen er zoveel mogelijk van af te zien de in bijlage B vermelde diensten vrij te stellen. Met betrekking tot de overige diensten staat het de lid-staten vrij daarop, zonder dat zij tot raadpleging behoeven over te gaan, hetzij de in deze richtlijn voorziene bepalingen inzake de belastingheffing van diensten, hetzij een andere regeling toe te passen.

11 (ad art. 4, lid 3).

De plaats waar een dienst wordt verricht, wordt geacht binnen het land van de dienstverrichter te zijn gelegen zo lang deze niet aantoont, dat de bewezen dienst, het afgestane of verleende recht of het verhuurde voorwerp in het buitenland wordt gebezigd of ten nutte gemaakt.

De dienst welke bestaat uit een herstelling of een andere bewerking aan een lichamelijke zaak, wordt geacht daar te worden gebezigd of ten nutte gemaakt waar de zaak bestemd is geheel of hoofdzakelijk te worden gebezigd of ten nutte gemaakt.

De vervoerdienst wordt geacht op het grondgebied van de lid-staat te worden gebezigd of ten nutte gemaakt alwaar het vervoer plaatsvindt en, indien deze dienst in twee of meer lid-staten wordt verricht, op het grondgebied van deze staten naar evenredigheid van de in iedere staat afgelegde afstand.

Met betrekking tot de in het intracommunautaire verkeer bewezen diensten wordt in afwijking van artikel 4, lid 3 bepaald dat :

- de plaats van een door makelaars, expeditoren, agenten en andere tussenpersonen bewezen dienst geacht wordt daar te zijn gelegen, waar de tussenpersoon zijn prestatie geheel of hoofdzakelijk verricht;
- de plaats van een dienst op het gebied van de reclame geacht wordt daar te zijn gelegen, waar de inrichting zich bevindt voor rekening waarvan de dienst is opgedragen.

Ingeval de plaats van de dienst wordt geacht te zijn gelegen in een andere lid-staat dan die waar zich de inrichting bevindt die de prestatie verricht :

- kan de laatstbedoelde lid-staat aannemen, dat de plaats van de dienst daar is gelegen, waar die inrichting zich bevindt, indien de dienstverrichter niet kan aantonen, dat de in de andere lid-staat verschuldigde belasting over de toegevoegde waarde is voldaan; de toepassing van deze bepaling vormt evenwel geen beletsel voor de belastingheffing door die andere lid-staat;
- kan de genietende van de dienst, indien deze aan de belasting over de toegevoegde waarde is onderworpen, hoofdelijk aansprakelijk worden gesteld voor de betaling van de verschuldigde belasting, zulks onverminderd andere maatregelen welke de lid-staat kan treffen om de betaling van de aan hem verschuldigde belasting over de toegevoegde waarde te verzekeren.

De in deze bepalingen geldende criteria ter bepaling van de plaats van een dienst doen in geen enkel opzicht afbreuk aan die welke zijn gebezigd ter opheffing van de beperkingen op het vrij verrichten van diensten in de zin van de artikelen 59 tot en met 66 van het Verdrag.

12 (ad art. 5, lid 2).

Onverminderd hetgeen is bepaald in artikel 1, lid 2, letter b, artikel 5, artikel 6, letter c, artikel 7, lid 3 en artikel 10, lid 5, kan elke lid-staat, onder voorbehoud van de in artikel 13 voorgeschreven raadpleging, bij de heffing van de belasting over de toegevoegde waarde bij invoer de bepalingen toepassen welke gelden voor het heffen van de invoerrechten (de heffingen daaronder begrepen). Daarbij dient het karakter van de belasting over de toegevoegde waarde te worden behouden.

13 (ad art. 6).

De lid-staat die de heffing van de belasting over de toegevoegde waarde slechts tot en met de groothandelsfase uitstrekt, kan bepalen dat in geval van kleinhandelsverkoop door een belastingplichtige op de belastinggrondslag een bepaald percentage in mindering wordt gebracht; deze verlaagde belastinggrondslag mag hierdoor evenwel niet minder gaan bedragen dan de inkoopprijs of de kostprijs, zo nodig met inbegrip van het bedrag van alle op het goed drukkende rechten, belastingen en heffingen, zij het met uitzondering van de belasting over de toegevoegde waarde, zelfs indien de betaling van deze rechten enz. is opgeschort.

Il est laissé aux Etats-membres le soin de définir d'après leur conception nationale la notion de « vente de biens au détail ».

14 (ad art. 6, litt. a).

Par le mot « contre-valeur », il faut entendre tout ce qui est remis en contrepartie de la livraison du bien ou de la prestation de services, c'est-à-dire non seulement des sommes d'argent convenues, y compris les frais accessoires (emballages, transport, assurances, etc.) mais également, par exemple, la valeur des biens remis en échange ou, dans le cas de réquisition le montant de l'indemnité réellement reçue.

La disposition précédente ne s'oppose cependant pas à la faculté pour chaque Etat-membre qui l'estime nécessaire pour aboutir à une neutralité concurrentielle plus grande, d'exclure le cas échéant de la base d'imposition pour les livraisons, les frais accessoires intervenus à partir du lieu de la livraison défini à l'article 3, paragraphe 3, en taxant ces frais comme étant la contre-valeur d'une prestation de services.

Cependant, les frais payés au nom, pour le compte et sur l'ordre du preneur et qui sont portés dans la comptabilité du fournisseur dans des comptes de passage ne constituent pas un élément de la base d'imposition.

De même, les droits de douane et autres taxes, impôts etc. payés à l'importation par des agents et autres intermédiaires en douane y compris les expéditeurs, sous leur propre nom, peuvent être écartés de la base d'imposition correspondant à la prestation de services qu'ils ont rendue.

15. (ad art. 6, litt. c).

Après la suppression des droits de douane dans les échanges intra-communautaires, chaque Etat-membre peut appliquer aux importations de biens faisant l'objet de ces échanges une base d'imposition qui corresponde, dans toute la mesure du possible, à celle retenue pour les livraisons effectuées à l'intérieur du pays.

16 (ad art. 7, par. 2).

Dans la mesure où il est fait usage des dispositions de ce paragraphe pour les prestations de transport visées dans l'annexe B. point 5, celles-ci doivent être appliquées de façon à assurer l'égalité de traitement entre les différents modes de transports.

17 (ad. art. 8, par. 1).

L'exonération prévue dans cette disposition vise la livraison d'un bien qui est directement exporté, c'est-à-dire la dernière livraison effectuée avant l'expédition ou le transport du bien en dehors du pays. Les Etats-membres ont toutefois la faculté d'étendre l'exonération aux livraisons effectuées au stade précédent.

18 (ad. art. 8, par. 3).

Dans la mesure où il est fait usage des dispositions de ce paragraphe pour les prestations de transport visées dans l'annexe B. point 5, celles-ci doivent être appliquées de façon à assurer l'égalité de traitement entre les différents modes de transports.

19 (ad. art. 9, par. 1, litt. a).

Dans les cas prévus à l'article 3, paragraphe 4, deuxième phrase et à l'article 4, paragraphe 4, deuxième phrase, les déductions peuvent être appliquées dès réception de la facture alors même que les biens ne sont pas encore livrés ou que les services ne sont pas encore rendus.

20 (ad art. 9, par. 2).

La règle du prorata est en principe appliquée sur base du prorata général, déterminé pour l'ensemble des opérations effectuées par l'assujetté. Cependant, un assujetté peut obtenir exceptionnellement l'autorisation administrative d'utiliser les prorata spéciaux déterminés pour certains secteurs de son activité.

21 (ad art. 9, par. 3).

Chaque Etat-membre a cependant pour une certaine période transitoire, la faculté d'appliquer les déductions pour les biens d'investissement selon des fractions annuelles (déductions prorata temporis).

22 (ad art. 9, par. 3).

Les Etats-membres ont la liberté de fixer certaines tolérances pour limiter les cas de régularisation en cas de variation du prorata annuel

Het wordt aan de lid-staten overgelaten het begrip « kleinhandels-verkopen » naar nationale opvatting te omschrijven.

14 (ad art. 6, letter a).

Onder het woord « tegenwaarde » dient te worden verstaan alles wat voor de levering van het goed of voor de dienst als tegenprestatie wordt verricht, dat wil zeggen niet alleen de overeengekomen geldbedragen, met inbegrip van de bijkomende kosten (verpakking, vervoer, verzekering, enz.), maar ook bij voorbeeld de waarde van de in ruil ontvangen goederen of, in geval van vordering door de overheid, het bedrag van de werkelijk ontvangen schadevergoeding.

Vorenvermelde regeling vormt intussen geen beletsel voor een lid-staat, die dit ter verkrijging van een verdergaande concurrentieneutraliteit nodig acht, om de bijkomende kosten, welke zijn ontstaan vanaf de in artikel 3, lid 3 omschreven plaats van levering, desgewenst niet in de belastinggrondslag voor leveringen te begrijpen, doch deze kosten als tegenwaarde voor een dienst te belasten.

Kosten welke in naam en voor rekening van de opdrachtgever zijn betaald en in de boekhouding van de leverancier of dienstverrichter als « doorlopende posten » voorkomen, vormen evenwel geen deel van de belastinggrondslag.

Invoerrechten en andere belastingen enz. welke bij invoer van goederen door douaneagenten, expediteurs en andere tussenpersonen op eigen naam zijn betaald, behoeven evenmin tot de belastinggrondslag voor de door hen bewezen diensten te worden gerekend.

15 (ad art. 6, letter c).

Na afschaffing van de invoerrechten in het intracommunautaire handelsverkeer kan elke lid-staat bij invoer van onder dit verkeer vallende goederen een belastinggrondslag toepassen welke zoveel mogelijk in overeenstemming is met die, welke voor in het binnenland verrichte leveringen geldt.

16 (ad art. 7, lid 2).

Voor zover de bepalingen van dit lid toepassing vinden op de in bijlage B onder punt 5 bedoelde vervoerdiensten, dient zulks op zodanige wijze plaats te vinden dat een gelijke behandeling van de verschillende takken van vervoer verzekerd wordt.

17 (ad art. 8, lid 1).

De in deze bepaling geregelde vrijstelling betreft de levering van een goed dat rechtstreeks wordt uitgevoerd, dat wil zeggen de laatste levering die plaatsvindt voor het verzenden of het vervoeren van het goed naar het buitenland. De lid-staten hebben echter de bevoegdheid de vrijstelling uit te strekken tot de leveringen welke in de voorafgaande fase worden verricht.

18 (ad art. 8, lid 3).

Voor zover de bepalingen van dit lid toepassing vinden op de in bijlage B onder punt 5 bedoelde vervoerdiensten, dient zulks op zodanige wijze plaats te vinden dat een gelijke behandeling van de verschillende takken van vervoer verzekerd wordt.

19 (ad art. 9, lid 1, letter a).

In de gevallen bedoeld in artikel 3, lid 4, tweede zin en in artikel 4, lid 4, tweede zin kan de aftrek dadelijk na ontvangst van de rekening plaatsvinden, zelfs wanneer de goederen nog niet zijn afgeleverd of de diensten nog niet zijn bewezen.

20 (ad art. 9, lid 2).

De pro rata-regel wordt in beginsel toegepast op basis van het algemene verhoudingscijfer, dat voor de gezamenlijke door de belastingplichtige uitgevoerde transacties wordt vastgesteld. De administratie kan echter bij wijze van uitzondering aan een belastingplichtige vergunning verlenen om voor bepaalde sectoren van zijn bedrijfsuitoefening bijzondere verhoudingscijfers vast te stellen.

21 (ad art. 9, lid 3).

Elke lid-staat heeft de bevoegdheid gedurende een bepaalde overgangperiode ten aanzien van de investeringsgoederen de aftrek in jaarlijkse gedeelten te doen plaatsvinden (pro rata temporis-aftrekken).

22 (ad art. 9, lid 3).

De lid-staten hebben de vrijheid bepaalde spelingen vast te stellen om tot een beperking te komen van het aantal gevallen waarin een

par rapport au prorata initial qui a servi de base à la déduction pour les biens d'investissement.

23 (ad art. 9, par. 5).

Les Etats-membres ont la faculté de prévoir des dispositions particulières pour rembourser, avant la fin de chaque année civile, l'excédent éventuel qui pourrait apparaître auprès des assujettis réalisant la majeure partie de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

24 (ad art. 10, par. 2).

Les Etats-membres fixeront eux-mêmes le délai dans lequel les factures devront être délivrées aux acheteurs suivant les usages et coutumes des différentes branches économiques et suivant leurs habitudes nationales.

25 (ad art. 10, par. 2).

Chaque Etat-membre peut prévoir, dans des cas spéciaux, des dérogations aux dispositions prévues à la deuxième phrase de ce paragraphe. Toutefois, ces dérogations doivent être strictement limitées.

26 (ad art. 10, par. 2, litt. d).

Nonobstant les autres mesures à prendre par les Etats-membres pour assurer le paiement de la taxe et éviter les fraudes, toute personne assujettie ou non qui mentionne la taxe sur la valeur ajoutée sur une facture est tenue d'en acquitter le montant.

27 (ad art. 11).

Dans la mesure où il est fait usage des dispositions de cet article pour les prestations de transport visées dans l'annexe B, point 5, celles-ci doivent être appliquées de façon à assurer l'égalité de traitement entre les différents modes de transports.

ANNEXE B.

Liste des prestations de services prévue à l'article 4, paragraphe 2.

1. Les cessions de brevets, de marques de fabrique et de commerce, et d'autres droits similaires, ainsi que les concessions de licences concernant ces droits;
2. Les travaux autres que ceux visés à l'article 3, paragraphe 2, littéra f, portant sur des biens corporels et qui sont exécutés pour un assujetti;
3. Les prestations tendant à préparer ou à assurer l'exécution de travaux immobiliers, comme par exemple les prestations rendues par des architectes, des bureaux de surveillance du déroulement des travaux;
4. Les prestations de publicité commerciale;
5. Le transport de biens et le magasinage de biens, ainsi que les prestations accessoires;
6. La location de biens meubles corporels à un assujetti;
7. La mise de personnel à la disposition d'un assujetti;
8. Les opérations bancaires effectuées pour un assujetti;
9. Les prestations rendues par des conseillers, des ingénieurs, des bureaux de planning et similaires dans les domaines technique, économique et scientifique.
10. L'exécution d'une obligation de ne pas exercer, entièrement ou partiellement, une activité professionnelle ou un droit visé dans la présente liste;
11. Les prestations des courtiers, intermédiaires autonomes, agents d'affaires et expéditeurs s'occupant de transactions portant sur des biens ou sur les prestations visées dans la présente liste.

regularisatie zou moeten worden toegepast wegens wijziging van het jaarlijkse verhoudingscijfer ten opzichte van het oorspronkelijke verhoudingscijfer, dat als grondslag voor de aftrek voor investeringsgoederen heeft gediend.

23 (ad art. 9, lid 5).

Het staat de lid-staten vrij om bijzondere regelingen te treffen ingevolge welke nog vóór het einde van elk kalenderjaar eventuele overschotten worden teruggegeven, die zouden kunnen optreden bij belastingplichtigen, wier omzet voornamelijk op de uitvoer is gericht.

24 (ad art. 10, lid 2).

De lid-staten zullen zelf de termijn vaststellen binnen welke de facturen aan de afnemers moeten worden uitgereikt, zulks overeenkomstig de in de verschillende economische sectoren geldende gebruiken en naar hun nationale behoeften.

25 (ad art. 10, lid 2).

Elke lid-staat kan toestaan, dat in bijzondere gevallen wordt afgeweken van de in de tweede zin van dit lid opgenomen bepalingen. Deze afwijkingen dienen evenwel tot een minimum beperkt te blijven.

26 (ad art. 10, lid 2, letter d).

Afgezien van andere door de lid-staten te treffen voorzieningen ter waarborging van de belastingbetaling en ter vermindering van fraude, is ieder, onverschillig of hij al dan niet een belastingplichtige is, die de belasting over de toegevoegde waarde op een rekening vermeldt, gehouden het desbetreffende bedrag te voldoen.

27 (ad art. 11).

Voor zover de bepalingen van dit artikel toepassing vinden op de in bijlage B onder punt 5 bedoelde vervoerdiensten, dient zulks op zodanige wijze plaats te vinden dat een gelijke behandeling van de verschillende takken van vervoer verzekerd wordt.

BIJLAGE B.

Lijst van de diensten bedoeld in artikel 4, lid 2.

1. De overdracht van octrooien, van fabrieks- en handelsmerken en van soortgelijke rechten, alsmede het verlenen van licenties inzake deze rechten;
2. Andere dan de in artikel 3, lid 2, letter f, bedoelde werkzaamheden, betrekking hebbende op lichamelijke zaken en uitgevoerd voor belastingplichtigen;
3. De diensten welke erop gericht zijn de uitvoering van werken in onroerende staat voor te bereiden en/of te doen slagen, zoals b.v. de door architecten en toezichhoudend bedrijven bewezen diensten;
4. De op het gebied van de handelsreclame betrekking hebbende diensten;
5. Het vervoer van goederen en de opslag van goederen, alsmede de bijkomende diensten;
6. De verhuur van roerende lichamelijke zaken aan belastingplichtigen;
7. Het ter beschikking stellen van personeel aan belastingplichtigen;
8. De voor belastingplichtigen verrichte werkzaamheden in het bankbedrijf;
9. De door raadgevende personen, ingenieurs, planning- en soortgelijke bedrijven op technisch, economisch of wetenschappelijk gebied bewezen diensten;
10. De nakoming van een verplichting, bestaande uit het geheel of gedeeltelijk niet uitoefenen van een ondernemersbezigheid of van een in deze lijst bedoeld recht;
11. De diensten van makelaars, zelfstandige tussenpersonen, handelsagenten en expeditoren, wier werkzaamheden betrekking hebben op goederentransacties en op de in deze lijst vermelde diensten.

ANNEXE 2.

BIJLAGE 2.

Application des lois d'expansion économique.

(En millions de francs.)

Toepassing van de wetten inzake economische expansie.

(In miljoen frank.)

Régions — Streken	Décisions prises de 1959 à 1966 — <i>Beslissingen getroffen van 1959 tot 1966</i>			Décisions à l'examen du 1 ^{er} janvier 1967 — <i>Dossiers ter studie op 1 januari 1967</i>		Décisions de principe du C.M.C.E.S. — <i>Principiële beslissingen van het M.C.E.S.C.</i>	Décisions de principe pour investissements étrangers — <i>Principiële beslissingen voor vreemde investe- ringen</i>	
	Investisse- ments — <i>Investerin- gen</i>	Crédits subsidiés — <i>Toegestane kredieten</i>	Personnel à engager — <i>Aan te werpen personeel</i>	Investisse- ments — <i>Investerin- gen</i>	Crédits demandés — <i>Aan- geuraagde kredieten</i>	Crédits — <i>Kredieten</i>	Investisse- ments — <i>Investerin- gen</i>	Crédits — <i>Kredieten</i>
1. Flandre occidentale. — <i>West- Vlaanderen</i>	8 049	4 036	22 673	513	312	57	—	—
dont/waaronder : Westhoek				334	219			
2. Flandre orientale. — <i>Oost- Vlaanderen</i>	28 779	14 030	24 389	958	536	2 165	51	19
3. Anvers. — <i>Antwerpen</i>	25 318	11 450	31 342	8 294	2 610	2 814	847	440
4. Limbourg. — <i>Limburg</i>	17 258	8 235	15 341	2 033	1 069	860	200	125
5. Arrondissement de Louvain. — <i>Arrondissement Leuven</i>	1 549	580	2 052	28	17	—	85	43
dont/waaronder : Campine du Sud et Hageland. — <i>Zuider-Kempen-Hageland</i>				365	190	195	282	173
6. Arrondissement Hal-Vilvorde. — <i>Arrondissement Halle-Vilvoorde</i>	2 191	1 107	5 036	282	93			
7. Arrondissement Bruxelles et com- munes périphériques. — <i>Arron- dissement Brussel en randgemeen- ten</i>	89	40	207	493	265	462	45	23
8. Hainaut. — <i>Henegouwen</i>	19 714	9 647	17 129	2 141	1 781	3 590	138	92
dont/waaronder : Borinage				861	255	—	125	83
Centre. — <i>Centrum</i>				94	75	134	13	9
Pays de Charleroi. — <i>Gebied Charleroi</i>				544	1 002	3 250	—	—
9. Liège. — <i>Luik</i>	28 209	13 489	11 793	504	528	2 599	167	97
10. Luxembourg. — <i>Luxemburg</i>	1 843	820	837	16	82	—	—	—
11. Namur. — <i>Namen</i>	2 098	977	2 443	7	3	—	—	—
12. Arrondissement Nivelles. — <i>Arrondissement Nijvel</i>	3 853	1 326	2 871	—	—	—	—	—
	138 950	65 837	136 113	15 269	7 295	12 742	1 815	1 011

ANNEXE 3.

BIJLAGE 3.

Répartition régionale du revenu national en 1961.

(En milliers de francs.)

Regionale verdeling van het nationaal inkomen in 1961.

(In duizendtallen frank.)

Provinces — Provincies (1)	Population — Bevolking				Revenu national global — Globaal nationaal inkomen					
	Totale — Totale		Active (d'après la résidence) (*) Beroepsbevolking (volgens de verblijfplaats)		En 10 ⁶ F — In 10 ⁶ F	En % — In %	Par habitant — Per inwoner		Par personne active — Per beroeps- persoon	
	Chiffres absolus — Absolute cijfers	En % — In %	Chiffres absolus — Absolute cijfers	En % — In %			En 10 ³ F — In 10 ³ F	Indices par rapport au Royaume — Index- cijfers t.o.v. het Rijk	En 10 ³ F — In 10 ³ F	Indices par rapport au Royaume — Index- cijfers t.o.v. het Rijk
	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Anvers. — Antwerpen ...	1 436 260	15,7	533 301	15,8	77 639	16,1	54,1	103,0	145,6	102,1
Limbourg. — Limburg ...	571 103	6,2	183 139	5,4	21 169	4,4	37,1	70,7	115,6	81,1
Flandre orientale. — Oost- Vlaanderen ...	1 269 705	13,9	492 122	14,6	56 479	11,7	44,5	84,8	114,8	80,5
Flandre occident. — West- Vlaanderen ...	1 065 625	11,6	395 545	11,7	47 356	9,9	44,4	84,6	119,7	83,9
Hainaut. — Henegouwen ...	1 251 357	13,7	422 379	12,5	57 748	12,0	46,1	87,8	136,7	95,9
Liège. — Luik ...	1 003 339	10,9	369 971	11,0	57 981	12,0	57,8	110,1	156,7	109,9
Luxembourg. — Luxemburg ...	216 776	2,4	70 989	2,1	9 157	1,9	42,2	80,4	129,0	90,5
Namur. — Namen ...	368 895	4,0	124 434	3,7	17 105	3,6	46,4	88,4	137,5	96,4
Brabant. — Brabant ...	1 982 785	21,6	783 838	23,2	136 597	28,4	68,9	131,2	174,3	122,2
Le Royaume. — Het Rijk ...	9 165 845	100,0	3 375 718	100,0	481 231	100,0	52,5	100,0	142,6	100,0
Région flamande. — Vlaams landsgedeelte ...	4 693 522	51,2	1 729 310	51,3	218 807	45,5	46,6	88,8	126,5	88,7
Région wallonne. — Waals landsgedeelte ...	3 039 459	33,2	1 060 822	31,4	152 853	31,8	50,3	95,8	144,1	101,1
Arrondis. de Bruxelles. — Arrondissement Brussel ...	1 432 864	15,6	585 586	17,3	109 571	22,7	76,5	145,7	187,1	131,2

(*) Miliciens et chômeurs non compris.

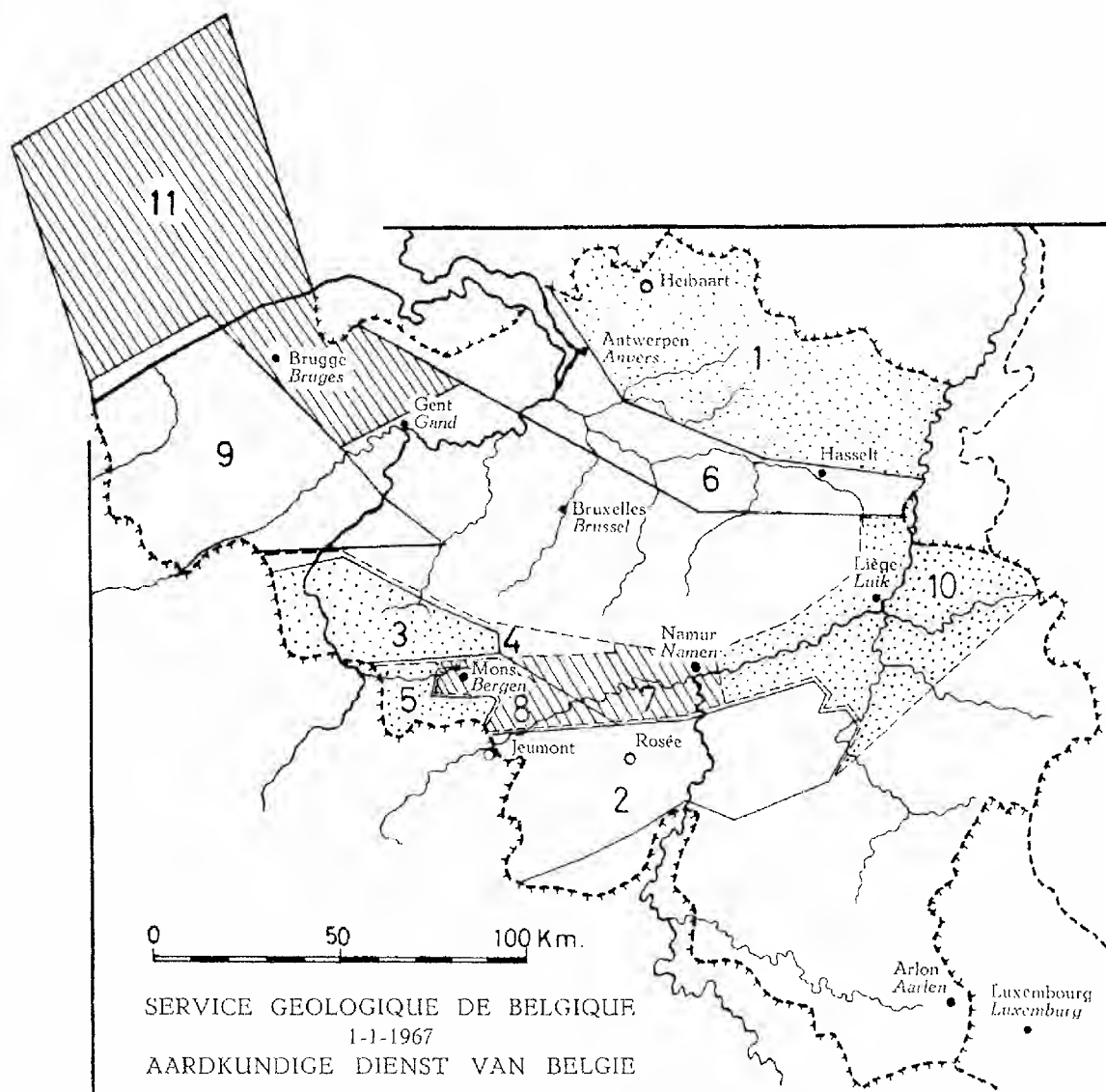
(*) Dienstplichtigen en werklozen niet inbegrepen.

ANNEXE 4.

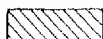
BIJLAGE 4.

PERMIS
DE RECHERCHES DE GISEMENT DE PETROLE.

VERGUNNINGEN
VOOR HET OPSPOREN VAN PETROLEUMLAGEN.

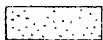


Permis demandés



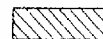
- 11 The Catawba Corporation, New-York — Demandé le 19 mai 1964 (*Moniteur belge* du 4 novembre 1965).
- 7 S.A. Société anonyme de recherches et d'exploitations pétrolières (PETROBELGE), à Bruxelles — Demandé le 20 novembre 1961 (*Moniteur belge* du 27 janvier 1962), ± 133 655 ha.
- 8 S.N.C. Battaille Frères, à Basècles — Opposition à la demande de permis n° 7 pour 55 000 ha.

Permis demandés et accordés.



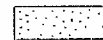
- 1 S.A. Société campinoise de recherches et d'exploitations minérales (S.C.R.E.M.), à Hasselt — Demandé le 20 juillet 1953 (*Moniteur belge* du 11 septembre 1953) — Octroyé le 5 décembre 1960 (*Moniteur belge* du 7 janvier 1961), ± 375 600 ha.
- 3 S.N.C. Battaille Frères, à Basècles — Demandé le 6 juin 1960 (*Moniteur belge* du 1^{er} juin 1960) — Octroyé le 14 décembre 1965 (*Moniteur belge* du 21 janvier 1966) (en même temps que le permis n° 5), ± 98 500 ha.

Aangevraagde vergunningen.



- 11 The Catawba Corporation, New-York — Aangevraagd op 19 mei 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 4 november 1965).
- 7 N.V. « Société belge de recherches et d'exploitations pétrolières (PETROBELGE) », te Brussel — Aangevraagd op 20 november 1961 (*Belgisch Staatsblad* van 27 januari 1962), ± 133 655 ha.
- 8 Firmavennoenschap Battaille Frères, te Basècles — Verzet tegen de vergunningsaanvraag n° 7 voor 55 000 ha.

Aangevraagde en toegekende vergunningen.



- 1 N.V. Kempische Maatschappij voor Opsporing en Ontginning van Minerale Grondstoffen (« S.C.R.E.M. »), te Hasselt — Aangevraagd op 20 juli 1953 (*Belgisch Staatsblad* van 11 september 1953) — Toegekend op 5 december 1960 (*Belgisch Staatsblad* van 7 januari 1961), ± 375 600 ha.
- 3 Firmavennoenschap Battaille Frères, te Basècles — Aangevraagd op 6 mei 1960 (*Belgisch Staatsblad* van 1 juni 1960) — Toegekend op 14 december 1965 (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1966) (tegelijk met vergunning n° 5), ± 98 500 ha.

- 5 S.N.C. Bataille Frères, à Basècles — Demandé le 22 novembre 1960 (*Moniteur belge* du 19 décembre 1960) — Octroyé le 14 décembre 1965 (*Moniteur belge* du 21 janvier 1966) (en même temps que le permis n° 3), $\pm 33\ 200$ ha.
- 10 S.A. Société belge de recherches et d'exploitations pétrolières (PETROBELGE), à Bruxelles — Demandé le 25 mai 1962 (*Moniteur belge* du 20 juillet 1962) — Octroyé le 1^{er} octobre 1965 (*Moniteur belge* du 29 octobre 1965 et du 1^{er} octobre 1966), $\pm 274\ 100$ ha.

Permis demandés auquel le demandeur a renoncé.

- 6 S.A. Société campinoise de recherches et d'exploitations minérales (S.C.R.E.M.), à Hasselt — Demandé le 17 avril 1961 — Renoncé le 29 novembre 1965, $\pm 224\ 400$ ha.
- 4 S.A. Société belge de recherches et d'exploitations pétrolières (PETROBELGE), à Bruxelles — Demandé le 10 août 1960 (*Moniteur belge* du 6 septembre 1960) — Renoncé le 10 mai 1960 (*Moniteur belge* du 21 janvier 1966), $\pm 127\ 600$ ha.
- 9 S.A. « Belgian Shell », à Bruxelles — Demandé le 28 mars 1962 (*Moniteur belge* du 8 mai 1962) — Renoncé le 19 février 1964 (*Moniteur belge* du 15 juin 1966), $\pm 336\ 000$ ha.

Permis demandé, accordé, puis renoncé.

- 2 N.V. « Bataafse Petroleum Maatschappij », à La Haye, puis S.A. « Belgian Shell », à Bruxelles (à partir du 6 février 1963 (*Moniteur belge* du 28 mars 1963) — Demandé le 7 décembre 1959 (*Moniteur belge* du 6 janvier 1960) — Octroyé le 13 décembre 1960 (*Moniteur belge* du 7 janvier 1961) — Renoncé le 1^{er} décembre 1965 — Renonciation effective au 9 février 1965, arrêté royal du 12 juillet 1966 (*Moniteur belge* du 22 septembre 1966), $\pm 263\ 000$ ha.

- 5 Firmavennootschap Bataille Frères, te Basècles — Aangevraagd op 22 november 1960 (*Belgisch Staatsblad* van 19 december 1960) — Toegekend op 14 december 1965 (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1966) (tegelijk met vergunning n° 3), $\pm 33\ 200$ ha.
- 10 N.V. « Société belge de recherches et d'exploitations pétrolières (PETROBELGE) », te Brussel — Aangevraagd op 25 mei 1962 (*Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1962) — Toegekend op 1 oktober 1965 (*Belgisch Staatsblad* van 29 oktober 1965 en 1 oktober 1966), $\pm 274\ 100$ ha.

Aangevraagde vergunningen
waarvan de aanvrager afstand heeft gedaan.

- 6 N.V. Kempische Maatschappij voor Opsporing en Ontginning van Minerale Grondstoffen (« S.C.R.E.M. »), te Hasselt — Aangevraagd op 17 april 1961 — Afstand op 29 november 1965, $\pm 224\ 400$ ha.
- 4 N.V. « Société belge de recherches et d'exploitations pétrolières (PETROBELGE) », te Brussel — Aangevraagd op 10 augustus 1960 (*Belgisch Staatsblad* van 6 september 1960) — Afstand op 10 mei 1960 (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1966), $\pm 127\ 600$ ha.
- 9 N.V. « Belgian Shell », te Brussel — Aangevraagd op 28 maart 1962 (*Belgisch Staatsblad* van 8 mei 1962) — Afstand op 19 februari 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 15 juni 1966), $\pm 336\ 000$ ha.

Aangevraagde en toegekende vergunningen
waarvan afstand werd gedaan.

- 2 N.V. Bataafse Petroleum Maatschappij, te 's Gravenhage, vervolgens N.V. « Belgian Shell », te Brussel (vanaf 6 februari 1963) (*Belgisch Staatsblad* van 28 maart 1963) — Aangevraagd op 7 december 1959 (*Belgisch Staatsblad* van 6 januari 1960) — Toegekend op 13 december 1960 (*Belgisch Staatsblad* van 7 januari 1961) — Afstand op 1 december 1965 — Werkelijke afstand op 9 februari 1965, koninklijk besluit van 12 juli 1966 (*Belgisch Staatsblad* van 22 september 1966), $\pm 263\ 000$ ha.

ANNEXE 5.

BIJLAGE 5.

